



# LES ARTICLES DU JOUR .COM

"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"



**JEUDI 31 MARS 2022**

*Il faut beaucoup de temps pour comprendre le temps.*

- ▶ **Encore et encore...** (Tim Watkins) p.2
- ▶ **Personne ne gagnera dans le conflit Russie-Ukraine** (Gail Tverberg) p.8
- ▶ **Énergie : Dans la physique les miracles n'existent pas** (Laurent Horvath) p.19
- ▶ **Le jour où le pétrodollar est mort** (Dmitry Orlov) p.21
- ▶ **Ce n'est pas le nouvel ordre mondial que vous avez commandé** (Dmitry Orlov) p.23
- ▶ **Les écologistes européens ont rendu l'indépendance énergétique impossible** (Daniel Lacalle) p.24
- ▶ **L'Europe de l'Énergie face à ses contradictions** (Laurent Horvath) p.26
- ▶ **Des solutions qui aggravent le problème : les sanctions économiques** (Ugo Bardi) p.28
- ▶ **Les 10 raisons de passer à 110 km/h sur l'autoroute** (Bon Pote) p.31
- ▶ **Far out #7 : L'énergie de l'ammoniac** (Alice Friedemann) p.38
- ▶ **Le cuivre, loin de l'épuisement** (Philippe Gauthier) p.40
- ▶ **Recension : pourquoi détruit-on la planète ?** (Biosphere) p.45
- ▶ **Le nombre de morts aux États-Unis s'élève à 14,6 millions alors que la nouvelle grippe aviaire se propage comme une traînée de poudre dans le monde entier** (Michael Snyder) p.48

## **\$ SECTION ÉCONOMIE \$**

- ▶ **Le rouble, le dollar et le prix de l'or - Qui gagne vraiment la partie d'échecs économique ?** (Michael Snyder) p.51
- ▶ **« La paix à portée de main ? »** (Charles Sannat) p.54
- ▶ **« Payer le gaz russe en roubles n'est pas acceptable pour le G7 ! »** (Charles Sannat) p.58
- ▶ **Pourquoi l'Arabie saoudite n'abandonnera pas le dollar pour le yuan** (Daniel Lacalle) p.64
- ▶ **Annulez les funérailles du dollar américain : Le "patient" vient de s'échapper du cercueil** (Charles Hugh Smith) p.66
- ▶ **Le grand test arrive** (Bruno Bertez) p.68
- ▶ **Eh oui, c'est la fin de la mondialisation** (Bruno Bertez) p.70
- ▶ **Comment rester à flot malgré la hausse des prix du pétrole** (Nomi Prins) p.72
- ▶ **La fin de la route** (Joel Bowman) p.72
- ▶ **Rickards : Je n'ai jamais entendu autant de mensonges** (Jim Rickards) p.80
- ▶ **Suivre les leaders** (Bill Bonner) p.84
- ▶ **Le flux du pouvoir** (Bill Bonner) p.86

**▲ RETOUR ▲**

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

**AVERTISSEMENT DE JEAN-PIERRE :** 1) Je ne crois jamais aux théories du complot, surtout si elles sont mondiales. 2) Je ne crois pas et je n'approuve pas tous les articles que je publie sur mon site internet. 3) Par contre, ce que j'essai de combattre ce sont les « mensonges par omissions ». C'est ce que j'appelle de « la malhonnêteté intellectuelle ».

Pour un maximum d'objectivité, la pensée scientifique essaie toujours de présenter les contre-opinions ou des points de vue opposés dans leurs articles, ce que ne fait pas toujours (ou même rarement) les médias de masse.

**SOLUTION FACILE** : mettre fin à la guerre en Ukraine est facile. Il suffit pour les États-Unis et la Russie de déclarer l'Ukraine « PAYS NEUTRE ». Un état (comme les États-Unis ou la Russie par exemple) n'est pas comme un adolescent plein de testostérone, d'orgueil et de stupidité. Changer d'idée en groupe (les gouvernements ne sont pas une seule personne) ne fait aucun mal à chacun d'entre eux, surtout si les membres des gouvernements changent constamment (retraites, élections, maladies, etc.). La plupart du temps, lorsqu'un événement ou un projet se présente les gouvernements passe au vote à huis-clos.

\* \* \* \* \*

Jean-Pierre : évidemment, personne n'explique jamais que « **diviser notre empreinte carbone par 4 = diviser nos salaires par 4** ». Qui voterait pour ce programme politique ?



**.Encore et encore...**

Tim Watkins 29 mars 2022

**THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP**  
The storm is coming - will you be ready?



**L'un des plus grands défauts de l'humanité est son incapacité à gérer le temps.** Il ne fait aucun doute que, dans notre passé évolutif, la nécessité de se concentrer sur l'ici et le maintenant - à la fois pour éviter le danger et pour s'assurer les moyens de rester en vie - nous a laissé peu de temps pour penser à l'avenir. Le passage de la chasse et de la cueillette à la colonisation agraire a bien sûr nécessité le développement du calendrier - c'est pourquoi, par exemple, la Grande-Bretagne néolithique était parsemée de cercles de pierre - mais même à cette époque, l'objectif était de supprimer la nécessité de penser à l'avenir. Au lieu de cela, génération après génération ont appris que lorsque le soleil se lève sur cette pierre, il est temps de planter des graines. Et quand le soleil se lève sur cette pierre, il est temps de faire la récolte. Plus tard, ces repères temporels néolithiques ont été intégrés au calendrier de l'Eglise sous la forme de "*jours saints*".

En 1972, le psychologue Walter Mischel a conçu une expérience pour tester la capacité des enfants à différer la gratification. Ce "*test du marshmallow*" a confirmé qu'en fait, très peu d'entre nous sont capables de prendre des décisions rationnelles, même à court terme. Seuls dix pour cent des enfants ont réussi à "réussir" le test et à obtenir la récompense promise. Et cela a des conséquences plus qu'humoristiques. Les dix pour cent d'enfants qui pouvaient traiter le temps de manière rationnelle, ont ensuite obtenu de meilleures notes scolaires, de meilleurs emplois et des relations plus stables. Comme je l'ai expliqué dans mon livre de 2015, La conscience des moutons

:

*"L'écrasante majorité d'entre nous est complètement déconnectée de son moi futur. Nous comprenons à un niveau cognitif que nous deviendrons à l'avenir une personne différente de celle que nous sommes aujourd'hui. Mais nous avons du mal à comprendre que ces personnes que nous allons devenir sont vraiment nous-mêmes. S'ils sont malades, nous allons devoir ressentir leur douleur. S'ils sont pauvres, nous allons devoir faire l'expérience de leur pauvreté. S'ils sont obèses, nous devons lutter pour respirer en trébuchant leur excès de poids.*

*"Les événements et les situations négatifs de notre vie future ne sont pas non plus les seuls auxquels nous ne pouvons pas nous connecter. Une autre expérience célèbre, dans laquelle on demande à des adultes de choisir entre une petite boîte de chocolats aujourd'hui et une grande boîte la semaine prochaine, donne exactement le même résultat que le test du marshmallow. Quarante-vingt-dix pour cent d'entre nous choisissent la gratification immédiate de la petite boîte aujourd'hui plutôt que la gratification différée d'une grande boîte plus tard. Nous ne pouvons tout simplement pas nous rendre compte que c'est le même moi qui pourra profiter d'une grande boîte de chocolat la semaine prochaine si seulement je peux résister à la tentation d'une petite boîte immédiatement.*

*"Cette expérience a des conséquences importantes pour l'ensemble de l'humanité. Elle met en évidence une raison essentielle pour laquelle tant de personnes restent bloquées dans des situations désagréables, simplement parce qu'elles ne veulent pas faire d'efforts pour changer. Là encore, nous le "comprendons" tous à un niveau cognitif. Par exemple, nous savons qu'une personne qui occupe un emploi mal payé et/ou stressant a tout intérêt à suivre un cours du soir ou un cours d'apprentissage à distance plutôt que d'aller au pub pour tenter de se détendre. Pourtant, l'éducation des adultes peine à recruter des étudiants alors que les pubs sont pleins de gens qui se plaignent de leur emploi !*

*"Pour la plupart d'entre nous, notre futur moi est un parfait inconnu. En effet, nous sommes souvent plus attentifs à nos amis et parents actuels qu'à nos futurs nous-mêmes. Et si nos futurs "nous" sont des inconnus, faut-il s'étonner que nous ne leur offrions pas plus de soutien qu'à un inconnu d'aujourd'hui ? Ce n'est pas que nous leur souhaitons du mal. Mais - soyons honnêtes - combien d'entre nous renonceraient aujourd'hui à une petite boîte de chocolat pour que quelqu'un d'autre puisse en avoir une grosse la semaine prochaine ?*

*"Bien sûr, la plupart des problèmes auxquels nous sommes confrontés dépassent largement la question de savoir qui reçoit des chocolats. Un adulte ne s'éduquera pas pour qu'un étranger puisse obtenir un meilleur emploi. Un ivrogne ne refusera pas un verre pour éviter à un étranger d'avoir la gueule de bois. Un fumeur ne refusera pas une cigarette pour que quelqu'un d'autre n'ait pas de cancer. Et aucun d'entre nous ne laissera sa voiture à la maison ou ne refusera des vacances à l'étranger pour que des étrangers n'aient pas à faire face à l'effondrement économique et au changement climatique."*

C'est pourquoi nous devrions éviter d'apporter des changements radicaux à notre mode de vie - comme le lockdowns des économies nationales face à une pandémie pas particulièrement dangereuse - sans avoir cherché à comprendre et à atténuer les conséquences probables. Même les économistes et les banquiers centraux comprennent que la politique économique revient souvent à tirer sur une brique avec un élastique - des changements mineurs semblent ne faire aucune différence, mais tout à coup, la brique surgit et vous frappe en plein visage. C'est pourquoi, par exemple, les banquiers centraux ont tendance à augmenter progressivement les taux d'intérêt au cas où ils déclencheraient une crise massive de défaut de paiement de la dette.

Néanmoins, une économie financière qui, aujourd'hui, est largement déconnectée de la réalité, réagit rapidement par rapport à l'économie réelle de l'énergie et des matériaux, que les économistes appellent avec arrogance les "externalités". Agir d'une manière qui a un impact sur l'économie réelle, c'est un peu comme essayer de diriger un superpétrolier - le navire peut parcourir des dizaines de kilomètres avant que le changement de cap ne fasse

effet. Et en cas de sur-virage au départ, le navire peut très bien finir échoué sur les rochers (c'est pourquoi, d'ailleurs, les pétroliers modernes ont une double coque).

**Ce n'est qu'à l'été 2021 que les effets économiques du blocage de mars 2020 commencent à se faire sentir.** D'abord sous la forme d'une fausse pénurie de carburant, puis d'une véritable flambée des prix du pétrole et du gaz naturel. Nous pourrions penser avec nostalgie à un prix du pétrole de 80 dollars le baril. Mais l'année dernière, à la même époque, on craignait qu'une hausse de 80 dollars suffise à déclencher une récession mondiale. En réalité, les indicateurs de récession étaient visibles partout, pour peu que l'on s'y intéresse. Les centres-villes ont été dévastés par les lockdowns. L'ensemble du secteur des voyages et du tourisme n'est guère plus qu'un cadavre attendant l'arrivée d'un prêtre pour administrer les derniers sacrements. Les entreprises d'hôtellerie ont fermé en masse. Même l'emblématique brasserie Brains de Cardiff a dû être discrètement vendue aux Anglais - ce qui s'apparente à un sacrilège dans ces contrées - pendant la pandémie. Dans le monde entier, les chaînes d'approvisionnement se sont effondrées, les coûts d'expédition et de transport dépassant largement ce que l'économie peut se permettre à long terme.

Au Royaume-Uni, à l'approche de l'hiver 2021-22, les gens ont été confrontés à la plus grande crise du coût de la vie depuis le début des relevés. Ce qui a commencé par une série d'augmentations vertigineuses des prix du carburant et de l'énergie s'est transformé en une inflation généralisée, car tout ce qui dépendait de l'énergie et du carburant pour sa fabrication et sa livraison devenait plus cher. La situation n'a pas été facilitée par les hausses d'impôts des autorités centrales et locales, ni par la décision de la banque centrale de relever les taux d'intérêt.

Les économies occidentales ont connu des perturbations économiques similaires, les ménages et les entreprises tentant de s'adapter au nouveau paysage post-pandémique, beaucoup plus austère. C'est pourquoi il était extrêmement stupide de faire de l'Ukraine la dernière nation chrétienne du monde [1] afin de déstabiliser la Russie dans l'espoir de renverser ses dirigeants. Car si nous ne pouvons qu'éprouver de l'empathie pour la dernière population civile qui s'est retrouvée du mauvais côté d'une pluie de missiles, de bombes, d'obus d'artillerie et de tirs d'armes légères, nous ne devons pas permettre que cela suffise à masquer la politique de pouvoir qui se cache derrière le conflit :

*"Seuls les autocrates et les politiciens qui rêvent d'empire et d'hégémonie mondiale, du pouvoir divin que confère le maniement d'armées, d'avions de guerre et de flottes, ainsi que les marchands de mort, dont le commerce consiste à inonder les pays d'armes, profitent de la guerre. L'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est a rapporté des milliards de bénéfices à Lockheed Martin, Raytheon, General Dynamics, Boeing, Northrop Grumman, Analytic Services, Huntington Ingalls, Humana, BAE Systems et L3Harris. Le fait d'attiser le conflit en Ukraine leur rapportera des milliards de plus."*

Comme toujours, ce sont les gens ordinaires qui souffriront, car même nos systèmes de survie sont sapés par des élites technocratiques et autocratiques inconscientes de leurs propres inconnus. Tout comme elles - et nous - sont aveugles au temps, **elles sont également aveugles à l'énergie.** De plus, il s'agit d'une faiblesse bien plus grande pour ceux d'entre nous qui ont profité des fruits de l'impérialisme occidental car, à l'exception de quelques blips dans les années 1970, nous avons oublié ce que c'est que d'avoir des pénuries d'énergie. C'est pourquoi tant d'entre nous - des technocrates qui nous gouvernent aux politiciens qu'ils payent, en passant par les activistes de la fausse gauche qui répètent comme des perroquets les slogans approuvés - sont tombés dans le mythe d'une révolution énergétique verte, bien que nos économies soient entièrement dépendantes des combustibles fossiles que nous prétendons fuir.

L'impérialisme occidental a également tendance à stéréotyper ses opposants sur le plan racial. De même qu'en 1941, l'Occident a commis l'erreur de rejeter la puissance aérienne japonaise au motif que les Japonais étaient trop myopes pour piloter correctement un avion, nos élites actuelles ont commis l'erreur de croire que la Russie n'était rien de plus qu'une "station-service dotée d'armes nucléaires". Il y a peut-être eu une part de vérité dans les années qui ont suivi l'effondrement de l'Union soviétique, lorsque l'espérance de vie moyenne des hommes est tombée en dessous de 50 ans (et reste encore aujourd'hui inférieure d'une bonne décennie à celle des hommes

occidentaux), mais au cours des années de reprise qui ont suivi, la Russie s'est imposée comme l'un des principaux fournisseurs mondiaux de matières premières et d'énergie.

Aussi immorale que soit l'invasion russe de l'Ukraine, la *realpolitik* laisse l'Occident sans réponse rationnelle. Tout combat direct entre l'OTAN et la Russie aboutira à une guerre nucléaire, tout simplement parce que ni l'armée russe, ni les Soviétiques avant eux, n'ont cru au mythe occidental de l'escalade militaire - puisque l'armée occidentale est tellement plus importante, la Russie pourrait lancer une attaque nucléaire totale immédiatement après le premier contact. Nous ne pouvons pas en être sûrs, bien sûr. Mais c'est là toute la beauté de la "*destruction mutuelle assurée*"... il faut être fou pour s'y risquer.

Cela nous laisse avec la perspective insatisfaisante d'une guerre économique prolongée. Comme l'explique Lee Jones, professeur d'économie politique et de relations internationales, écrivant pour UnHerd :

***"Le problème fondamental est que les sanctions sont fondées sur une compréhension douteuse du comportement humain. Elles sont un instrument libéral par excellence, reposant sur l'hypothèse que chaque homme a son prix : si je vous impose des coûts économiques, vous réviserez l'analyse coûts-avantages de votre ligne de conduite et changerez votre comportement en conséquence.***

***"Dans le monde réel, cependant, de nombreux régimes et leurs partisans sont prêts à supporter des coûts économiques colossaux pour poursuivre leurs objectifs politiques et sécuritaires. Le régime du parti Ba'ath de Saddam Hussein a préféré voir l'économie et la société irakiennes détruites plutôt que de céder le pouvoir. Le régime de Fidel Castro a résisté à un embargo américain punitif pendant des décennies. L'Iran a subi de graves préjudices économiques sous les sanctions occidentales sans renoncer à son programme nucléaire..."***

***"Classiquement, les embargos complets semblaient être guidés par une 'théorie naïve' des sanctions, selon laquelle la souffrance économique est censée contraindre la population à se soulever contre ses méchants dirigeants. Mais c'est rarement, voire jamais, le cas. Au contraire, la paupérisation économique tend à fragmenter et à affaiblir la population, qui devient absorbée par la lutte pour la subsistance et plus dépendante de l'aide gouvernementale - comme on l'a vu en Irak."***

Une population russe qui, dans les années 1990, a vu des oligarques pro-occidentaux s'approprier sa richesse nationale, alors même que les néo-conservateurs américains tentaient de balkaniser leur pays, est encore moins susceptible de réagir aux sanctions occidentales en rejetant la faute sur son propre gouvernement. Il était donc essentiel que le barrage de sanctions imposées à la Russie, largement mal préparé, ait servi à écraser l'économie russe en peu de temps. Le gouvernement Poutine avait pourtant passé la majeure partie de la dernière décennie à se préparer à être sanctionné. Et si **la décision de sanctionner la banque centrale russe - une violation du droit international** - semble avoir été inattendue à Moscou, les pires effets des sanctions ont été évités.

Le plus inquiétant est que les élites occidentales n'étaient manifestement pas conscientes de leurs propres faiblesses lorsqu'elles se sont précipitées pour imposer des sanctions. Ainsi, alors que les médias occidentaux mettent en avant l'absence d'accord avec le Qatar et l'offre - probablement irréalisable - de Biden de fournir l'équivalent de cinq pour cent des besoins en gaz de l'Europe, en réalité, les États européens - y compris la Grande-Bretagne - se sont exposés à une crise énergétique prolongée pour laquelle il n'existe aucune solution immédiate ou même à moyen terme.

Oui, nous pouvons construire davantage d'éoliennes - dont la fabrication dépend actuellement de l'acier, du nickel et du cuivre russes - mais cela ne remplace en rien le gaz naturel qui fournit l'appoint essentiel pendant les jours et les semaines où le vent ne souffle pas. Comme le montrent les données de National Grid, bien que la Grande-Bretagne soit un leader mondial de l'électricité éolienne, le vent n'a pas dépassé le gaz comme principale source d'électricité au cours d'un seul mois de l'année dernière. Au cours du meilleur mois pour l'éolien - février 2021 - l'éolien a représenté 26 % de notre électricité, contre 36 % pour le gaz. Au cours du pire mois pour l'éolien - avril

2021 - l'éolien n'a représenté que 15 % de notre électricité, contre 45 % pour le gaz. Quoi qu'il en soit, ces éoliennes ne vont pas se construire toutes seules. Et le type d'expansion de la capacité nécessaire ne se fera pas du jour au lendemain.

Il en va de même pour les centrales nucléaires que le gouvernement britannique a ressuscitées d'entre les morts. Même si - vous savez, parce qu'il y a une guerre en cours - nous nous sommes dispensés de toutes les enquêtes de planification et des certifications de sécurité, il faut encore près d'une décennie pour construire une nouvelle centrale nucléaire. Il en va de même pour le charbon. Seules deux des centrales à charbon du Royaume-Uni sont encore en activité - alimentées, ironiquement, par du charbon du Kazakhstan qui ne peut plus être transporté ici. Il n'y a pas non plus beaucoup d'espoir d'ouvrir de nouvelles mines de charbon ou de rouvrir celles qui ont été abandonnées dans les délais requis.

La fracturation de la formation de schiste de Bowland pourrait être un peu plus rapide - l'un des rares avantages de la fracturation aux États-Unis était la vitesse à laquelle un gisement peut être foré et exploité. Mais à l'échelle de la compensation de la perte du gaz russe, le Royaume-Uni ne dispose pas de la main-d'œuvre, des équipements et des matériaux nécessaires à cette tâche. Et même si ce n'était pas le cas, en matière d'énergie, le coût est aussi important que la quantité. Et en fin de compte, c'est le coût élevé de la fracturation qui a détruit l'industrie embryonnaire de la fracturation au Royaume-Uni il y a quatre ans. Le même problème s'applique au récent intérêt pour l'ouverture de gisements de pétrole et de gaz dans l'Atlantique à l'ouest des Shetland. À un prix économiquement abordable, ces gisements sont inaccessibles. Une hausse du prix du pétrole au-dessus de **200 dollars le baril** peut les faire apparaître comme viables. Mais à ce prix, peu de gens seront en mesure de s'offrir le carburant et le gaz qui seront produits.

Les problèmes énergétiques - y compris **les pénuries de diesel** qui écrasent l'économie - ne sont toutefois que la conséquence à court terme la plus évidente des sanctions occidentales. Des gens vont mourir de faim dans le courant de l'année en raison des sanctions - la Russie est le premier exportateur mondial de blé - et du conflit militaire en cours - l'Ukraine est le troisième exportateur de blé. Et même les pays qui échapperont à la famine peuvent s'attendre à ce que les prix des denrées alimentaires s'envolent et viennent s'ajouter à une crise du coût de la vie déjà bien installée. Joe Biden l'a dit :

*"Le président Joe Biden a déclaré que le monde connaîtra des pénuries alimentaires à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et l'augmentation de la production a fait l'objet de discussions lors d'une réunion du Groupe des Sept jeudi.*

*"'Cela va être réel', a déclaré M. Biden lors d'une conférence de presse à Bruxelles. Le prix des sanctions n'est pas seulement imposé à la Russie. Il est imposé à un très grand nombre de pays également, y compris les pays européens et notre pays aussi."*

*"L'Ukraine et la Russie sont toutes deux de grands producteurs de blé, en particulier, et le gouvernement de Kiev a déjà prévenu que les semis et les récoltes du pays ont été gravement perturbés par la guerre."*

La crise alimentaire, moins évidente cependant, découle du fait que **la Russie est le premier exportateur mondial d'engrais à base de nitrate et de potasse**. **L'agriculture industrielle - sans laquelle six humains sur sept mourraient actuellement** - a tellement vidé les sols de leurs nutriments que les rendements des cultures ne peuvent être maintenus que par le pompage de ces produits chimiques artificiels - à base de gaz naturel - sur la terre pendant la période de plantation et de croissance. Mais en raison de la flambée des prix du gaz de l'année dernière, les engrais étaient déjà trop chers pour de nombreux agriculteurs. Ainsi, juste au moment où toutes les céréales russes sont détournées ailleurs, **les rendements agricoles dans le monde seront bien inférieurs à ce qu'ils devraient être**. En outre, si les sanctions se poursuivent, les pénuries alimentaires généralisées pourraient perdurer pendant des années.

Même ces problèmes à moyen terme sont insignifiants par rapport aux retombées potentielles à long terme des

sanctions occidentales. Si vous regardez, écoutez ou lisez les grands médias occidentaux, vous pourriez être pardonné de penser que le monde, indigné par les actions de la Russie, s'est réuni pour imposer des sanctions. Mais comme l'a utilement montré le journaliste bolivien Ollie Vargas, c'est la technocratie occidentale qui est en minorité :



Le monde entier n'est peut-être pas un fauteur de guerre amoureux de Poutine, mais il n'est pas non plus stupide au point de détruire son économie à cause d'un conflit qui, au-delà de la technocratie, tend à être considéré comme ayant été provoqué par l'OTAN et l'UE. Et si un groupe d'États non alignés refusant de sanctionner la Russie n'est peut-être pas la fin du monde, des relations commerciales toujours plus étroites au sein d'un nouveau système commercial sino-russe le sont vraiment... pour la technocratie du moins.

Le problème, c'est que lorsque les pays non-alignés ont vu la banque centrale russe sanctionnée et que la population occidentale et ses partis politiques ont applaudi la saisie de la richesse des particuliers par les autorités, ils en ont tiré la conclusion que les centres financiers comme Londres et New York ne sont plus des lieux de confiance. Il suffirait qu'une future administration américaine s'offusque de quelque chose qu'ils font - généralement la volonté de taxer les entreprises occidentales, de les obliger à ne pas spolier l'environnement ou à offrir des salaires et des conditions décentes - pour qu'ils se retrouvent dans une position similaire à celle de la Russie. Cette crainte a déjà poussé des États comme l'Argentine, le Brésil, l'Inde, l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud et les Émirats arabes unis à entamer des négociations pour commercer avec la Russie et la Chine en utilisant un système d'échange autre que le dollar.

**C'est cette menace de dédollarisation qui pourrait plonger les populations occidentales dans des niveaux de pauvreté jamais vus depuis les années 1890.** Et la réalité de notre situation difficile s'est rapprochée de plusieurs

pas la semaine dernière, lorsque la Russie a annoncé qu'à l'avenir les États européens devront payer leur pétrole et leur gaz en roubles. En fait, la Russie prend au mot les dirigeants européens, qui avaient notamment exclu le pétrole et le gaz du train de sanctions, précisément parce qu'ils sont irremplaçables. En insistant sur le paiement en roubles, la Russie met les dirigeants européens au défi de choisir entre garder les lumières allumées et l'industrie en marche et maintenir un système monétaire occidental qui permet à des millions d'Européens et de Nord-Américains de vivre bien au-dessus de leurs moyens - en échangeant de l'argent sorti tout droit de l'air contre les biens réels, les matières premières et l'énergie du monde entier. Comme l'explique Philip Pilkington de UnHerd :

*"Les effets de cette situation, tant à court terme qu'à long terme, seront probablement profonds. À court terme, les Européens devront entrer sur les marchés des changes et échanger des euros contre des roubles*

chaque fois qu'ils devront payer leur facture d'électricité. Cela signifie que près de 100 milliards d'euros par an devront être convertis en roubles.

"À moyen terme, cela renforcera considérablement le pouvoir d'achat du rouble par rapport à l'euro, ce qui augmentera la facture énergétique européenne et stimulera les exportations russes vers la région. Le second effet se produira lorsque les Russes se retourneront et rejetteront ces euros sur le marché - pour acheter des renminbis, de l'or, des matières premières, etc. Les Russes agiront ainsi parce que nos sanctions les ont convaincus que les euros ne valent pas la peine d'être détenus. Cela renforcera la pression à la baisse sur la valeur de l'euro et entraînera son déclin par rapport à tous ces autres actifs.

"Les effets à plus long terme sont encore plus importants. La Russie, en libellant ses exportations d'énergie dans sa propre monnaie ou dans une monnaie alternative au dollar, signalera au reste du monde que, s'ils le souhaitent, ils peuvent faire de même. Beaucoup suivront le mouvement...

"Nous assistons, sous nos yeux, au démantèlement du système monétaire mondial basé sur le dollar américain de l'après-1945. Il me semble que les Russes et les Chinois ont planifié cela depuis un certain temps. Nos dirigeants, en revanche, semblent avoir été complètement pris au dépourvu."

Il est difficile de voir en quoi tout cela profite au peuple ukrainien, qui, au mieux, est confronté à un énorme problème de reconstruction et, au pire, pourrait devenir un État en faillite et divisé, inondé d'armes excédentaires de l'OTAN. Et quelle que soit la tournure des événements, les États européens s'arracheront tous les réfugiés ukrainiens les plus qualifiés - médecins, ingénieurs, universitaires, etc. - tandis que le Royaume-Uni utilisera une main-d'œuvre ukrainienne bon marché pour remplacer les travailleurs d'Europe de l'Est exploités qui ont quitté définitivement la Grande-Bretagne à la suite du Brexit et des lockdowns pandémiques. Il suffit de dire que l'Ukraine va manquer des compétences et de la main-d'œuvre nécessaires à son rétablissement.

En effet, et ironiquement, les seuls gagnants de ce conflit économique sont les États mêmes que la technocratie occidentale prétend craindre le plus - la Chine et la Russie. Dans un futur système monétaire - très probablement le Renminbi soutenu par l'or - utilisé par les soixante-dix pour cent du monde qui ont encore accès aux ressources énergétiques et minérales restantes de la planète Terre, une modeste augmentation du niveau de vie est probablement encore possible. Mais **dans les États occidentaux qui ont largement épuisé leurs propres ressources et qui dépendent des importations pour maintenir leur mode de vie, seuls le chaos économique et la misère les attendent.**

Le désir de déstabiliser, balkaniser et cannibaliser la Russie est une force au sein d'une faction de l'élite occidentale depuis au moins la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'excuse de l'invasion russe de l'Ukraine était comme la première guimauve du test de la guimauve - il était trop tentant de prendre un risque potentiel à court terme au détriment des gains à long terme. Et la guimauve dans laquelle ils ont mordu s'est avérée amère. Et pour les citoyens européens ordinaires, les ponts ont été brûlés. Dans les économies occidentales, l'énergie, les denrées alimentaires et les produits de base russes bon marché disparaissent pour de bon. Il en va de même pour les produits et les composants chinois et indiens bon marché qui ont permis aux économies occidentales de traverser la période de quasi-stagnation qui a suivi 2008.

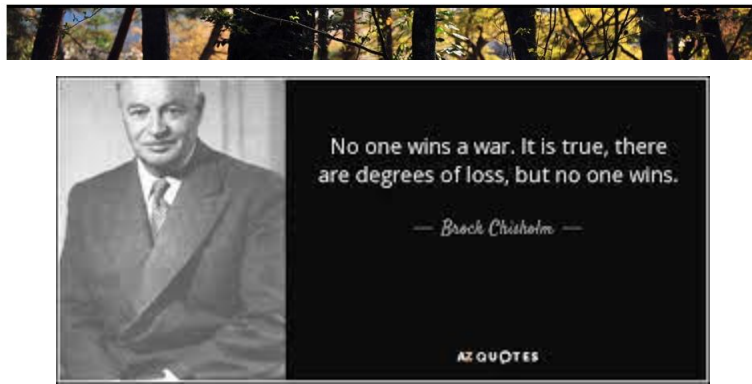
C'est le problème avec le temps... nous pouvons nous repentir à loisir.

NOTE : [1] Destinée à être crucifiée entre deux voleurs.

▲ [RETOUR](#) ▲

**Personne ne gagnera dans le conflit Russie-Ukraine**

par Gail Tverberg    Posté le 28 mars 2022



La plupart des gens ont l'idée préconçue qu'il y aura un gagnant et un perdant dans toute guerre. Selon eux, l'économie mondiale continuera comme avant, une fois la guerre "gagnée" par l'un ou l'autre camp. À mon avis, nous avons affaire à une situation sans issue. Quelle que soit l'issue, la situation de l'économie mondiale sera pire après l'arrêt des combats.

Le problème auquel l'économie mondiale est confrontée est l'épuisement simultané de nombreux types de ressources. Cet épuisement est aggravé par l'augmentation de la population, ce qui signifie que les ressources disponibles doivent assurer un niveau de vie suffisant à un nombre croissant d'habitants de la planète. En raison de l'épuisement des ressources, l'économie mondiale atteint un point où elle ne peut plus se développer comme par le passé. L'inflation, les pénuries alimentaires et les coupures de courant sont susceptibles de devenir des problèmes croissants dans de nombreuses régions du monde. À terme, la population risque de diminuer.

Nous vivons dans un monde qui commence à se comporter comme les joueurs qui se disputent les places dans un jeu de chaises musicales. À chaque tour d'un jeu de chaises musicales, une chaise est retirée du cercle. Les joueurs du jeu doivent marcher autour de l'extérieur du cercle. Lorsque la musique s'arrête, tous les joueurs se battent pour les chaises restantes. Quelqu'un est laissé de côté.



**Figure 1.** Cercle de chaises disposé pour un jeu de chaises musicales.

Dans ce billet, je vais essayer d'expliquer certains des problèmes.

**[1] Dans un monde où les ressources sont insuffisantes par rapport à la population, les conflits risquent de devenir de plus en plus fréquents.**

Le conflit Russie-Ukraine est un exemple de conflit lié aux ressources. Les alliés qui sous-tendent l'organisation de l'OTAN ont choisi d'intensifier le conflit Russie-Ukraine, en partie parce que l'existence de ce conflit contribue à masquer les pénuries de ressources et les prix élevés qui en découlent déjà. Quelle que soit la manière dont la guerre est arrêtée, le problème sous-jacent de la pénurie de ressources continuera d'exister. Par conséquent, le

conflit ne peut pas se terminer de manière satisfaisante.

Si les sanctions entraînent une diminution des échanges avec la Russie (ou, pire encore, une diminution des échanges avec la Russie et la Chine), l'économie mondiale sera confrontée à un problème encore plus grave de ressources insuffisantes une fois la guerre terminée. En fait, de nombreux éléments du système économique actuel risquent de s'effondrer, principalement parce que l'épuisement des ressources conduit à une trop faible quantité d'énergie et d'autres ressources par habitant. Par exemple, le dollar américain pourrait perdre son statut de monnaie de réserve, la bulle de la dette mondiale pourrait éclater et la mondialisation pourrait faire un grand pas en arrière.

**[2] Il existe un énorme problème d'épuisement des ressources que les autorités de nombreux pays connaissent depuis très longtemps. Ce problème est si effrayant que les autorités ont choisi de ne pas l'expliquer à la population générale.**

Les médias grand public (MSM) ne mentionnent pratiquement jamais l'existence d'un problème majeur d'épuisement des ressources. Au lieu de cela, les MSM racontent une histoire de "transition vers une économie à plus faible émission de carbone", sans mentionner que cette transition est nécessaire : Le monde se heurte à des limites d'extraction pour de nombreux types de ressources. Outre le pétrole, le charbon et le gaz naturel, les ressources soumises à des limites comprennent de nombreux autres minéraux, tels que le cuivre, le lithium et le nickel. D'autres ressources, notamment l'eau douce et les minéraux utilisés pour les engrais, ne sont également disponibles qu'en quantité limitée. MSM omet de nous dire qu'il n'existe aucune preuve qu'une transition vers une économie à faible émission de carbone puisse réellement être réalisée.

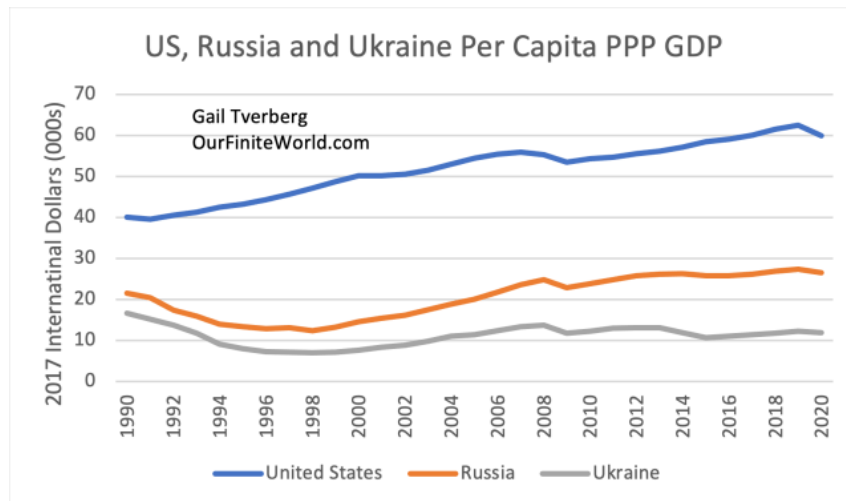
**[3] Le grand problème de l'épuisement est le caractère abordable des produits finis fabriqués à partir de ressources très coûteuses. Le coût de l'extraction augmente, mais la capacité des citoyens du monde à payer les produits finis fabriqués à partir de ces ressources coûteuses n'augmente pas. Les prix des produits de base n'augmentent pas suffisamment pour couvrir la hausse des coûts d'extraction. Lorsque cette limite d'accessibilité est atteinte, ce sont les pays extracteurs de ressources, comme la Russie, qui se retrouvent dans une situation terrible pour le bien-être financier de leurs populations.**

Le grand problème qui se pose en raison de l'épuisement des ressources est un conflit de prix. Les entreprises qui extraient des ressources ont besoin de prix élevés pour pouvoir réinvestir dans de nouvelles mines, dans des endroits toujours plus coûteux, mais les consommateurs ne peuvent pas se permettre ces prix élevés.

Dans un sens, le coût plus élevé est dû à l'"inefficacité". En raison de l'épuisement, il faut plus d'heures de travail, plus de temps machine et une plus grande utilisation de produits énergétiques pour extraire la même quantité d'une ressource donnée qui était auparavant extraite ailleurs. Une efficacité croissante tend à favoriser les salaires, mais une inefficacité croissante tend à produire l'effet inverse : Les salaires n'augmentent pas, et certainement pas aussi rapidement que les prix des produits finis.

En conséquence, les exportateurs de produits de base, tels que la Russie, sont pris dans une impasse : ils ne peuvent pas augmenter suffisamment les prix pour rentabiliser de nouveaux investissements. Le problème est que les consommateurs du monde entier ne peuvent pas se permettre les prix élevés qui en résultent pour les produits de base tels que la nourriture, l'électricité et les transports. La Russie fait état de réserves très élevées, notamment pour le gaz naturel et le charbon. Il est toutefois douteux que ces réserves puissent être réellement extraites. Sur le long terme, les prix de vente ne pourront pas être maintenus à un niveau suffisamment élevé pour couvrir les énormes coûts d'extraction, de transport et de raffinage de ces ressources.

Le succès de l'économie d'un pays peut, dans un certain sens, être mesuré par le PIB par habitant du pays. Le PIB par habitant de la Russie a eu tendance à se situer loin derrière celui des États-Unis (figure 2).



**Figure 2.** PIB par habitant, corrigé de l'inflation, des États-Unis, de la Russie et de l'Ukraine. Les montants sont ceux fournis par la Banque mondiale, en utilisant le PIB à parité de pouvoir d'achat en dollars internationaux de 2017.

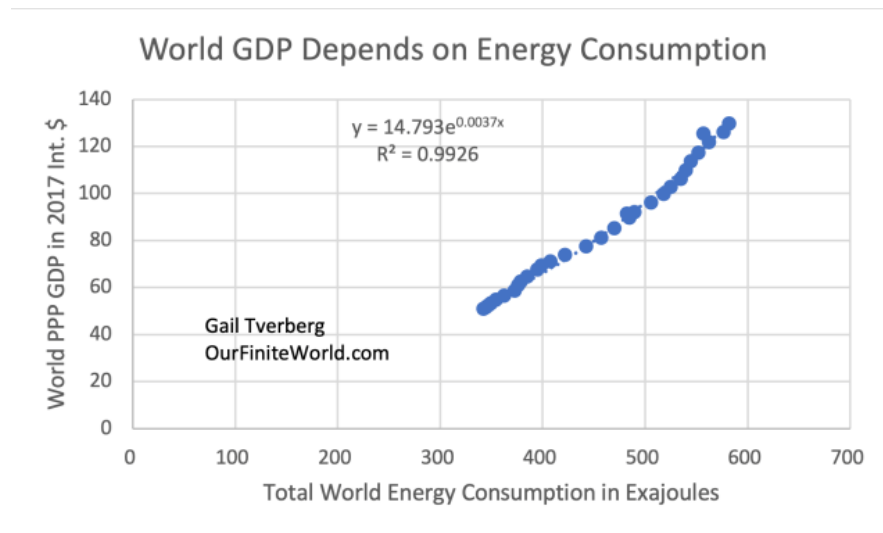
Le PIB par habitant ajusté de l'inflation de la Russie a chuté après l'effondrement du gouvernement central de l'Union soviétique en 1991. Il a pu croître à nouveau, une fois que les prix du pétrole ont commencé à augmenter au début des années 2000. Depuis 2013, la croissance du PIB par habitant de la Russie est à nouveau inférieure à celle des États-Unis, car les augmentations des prix du pétrole et des autres matières premières ont à nouveau été décalées par rapport à la hausse des coûts de production. Compte tenu de ces difficultés d'épuisement, la Russie est de moins en moins disposée à ignorer le mauvais traitement qu'elle reçoit de l'Ukraine.

Il se peut qu'un autre facteur, également, conduise surtout à l'escalade du conflit. Les États-Unis semblent convoiter les ressources de la Russie. Certaines puissances derrière le trône semblent croire que les forces occidentales soutenant l'Ukraine peuvent rapidement gagner dans ce conflit. Si une telle victoire rapide se produit, l'objectif est que les forces occidentales interviennent et accélèrent à peu de frais l'extraction des ressources russes, offrant ainsi au monde une nouvelle source de combustibles fossiles et d'autres minéraux bon marché à produire.

Dans ce contexte, la Russie a lancé une attaque contre l'Ukraine le 24 février 2022. L'Ukraine pose des problèmes à la Russie depuis de nombreuses années. L'un d'entre eux concerne les frais de transit pour le gaz naturel qui passe par le pays ; l'Ukraine retire-t-elle trop de gaz ? La montée en puissance du régiment Azov, un mouvement d'extrême droite, constitue un autre problème. La Russie s'inquiète également du fait que l'OTAN entraîne des soldats en Ukraine, bien que ce pays ne soit pas membre de l'OTAN. La Russie ne veut pas de militaires, formés par l'OTAN, à ses portes.

#### [4] La croissance économique mondiale dépend en grande partie de la croissance de la consommation d'énergie.

Il existe deux façons de mesurer le PIB mondial. La méthode standard consiste à mesurer la production de chaque pays en dollars américains corrigés de l'inflation, en tenant compte de l'évolution de la valeur relative du dollar américain. L'autre approche utilise le PIB en "parité de pouvoir d'achat". Cette dernière est censée ne pas être affectée par l'évolution du niveau du dollar par rapport aux autres monnaies. Le PIB à parité de pouvoir d'achat corrigé de l'inflation n'est disponible que pour 1990 et les années suivantes. La figure 3 montre la forte corrélation entre la consommation d'énergie et le PIB à parité de pouvoir d'achat pendant la période allant de 1990 à 2020.



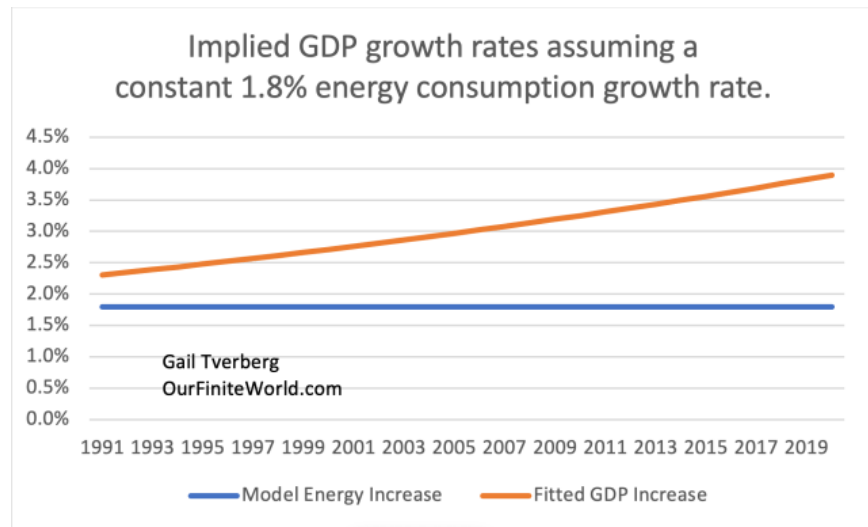
**Figure 3.** Graphique X,Y de la consommation mondiale d'énergie pour la période de 1990 à 2020, basé sur les données énergétiques de BP's 2021 Statistical Review of World Energy et le PIB mondial à parité de pouvoir d'achat en dollars internationaux de 2017, tel que publié par la Banque mondiale.

La raison de la forte association entre la croissance du PIB et la croissance de la consommation d'énergie est une raison basée sur la physique. La production de biens et la prestation de services nécessitent la "dissipation" de produits énergétiques, car les lois de la physique nous disent que de l'énergie est nécessaire pour déplacer tout objet d'un endroit à un autre, ou pour chauffer tout objet. Dans ce dernier cas, ce sont les molécules individuelles d'une substance qui se déplacent de plus en plus vite à mesure qu'elles se réchauffent. L'économie est une "structure dissipative" en termes de physique en raison de la nécessité de dissiper l'énergie pour fournir le travail nécessaire au fonctionnement du système.

Les êtres humains sont également des structures dissipatives. L'énergie que les humains reçoivent provient de la dissipation de l'énergie présente dans les aliments de toutes sortes. L'énergie alimentaire est généralement mesurée en calories (techniquement, en kilocalories).

#### [5] La croissance économique mondiale semble également dépendre de facteurs autres que la consommation d'énergie.

L'équation ajustée de la figure 3 (l'équation commençant par "y") implique que le PIB augmente beaucoup plus rapidement que la consommation d'énergie, presque deux fois plus rapidement. Sur l'ensemble de la période de 30 ans, le taux de croissance réel de la consommation d'énergie est en moyenne d'environ 1,8 % par an. Si la croissance de la consommation d'énergie avait réellement été de 1,8 % par an, l'équation ajustée implique que la croissance du PIB se serait fortement accélérée au cours de cette période. (En fait, le taux de croissance de la consommation d'énergie a diminué au cours de la période de 30 ans, mais le PIB a augmenté à un rythme plus proche de la constance. En termes d'équation ajustée, ces deux conditions sont équivalentes).



**Figure 4.** Calcul du taux de croissance attendu du PIB si la consommation d'énergie augmente à un taux constant de 1,8 % par an, sur la base de l'équation ajustée présentée à la figure 3.

Comment le PIB peut-il augmenter beaucoup plus rapidement que la dissipation d'énergie ? Il semble qu'il y ait plusieurs façons dont un tel taux d'augmentation plus élevé peut se produire, de façon temporaire :

**[a] Une tendance mondiale vers une économie utilisant davantage de services.** La production de services tend à nécessiter une consommation d'énergie moindre que la production de biens essentiels, tels que la nourriture, l'eau, le logement et les transports locaux. Plus l'économie mondiale s'enrichit, plus elle peut se permettre d'ajouter des services, tels que l'éducation, les soins de santé et la garde d'enfants.

**[b] Une tendance mondiale à l'accroissement de la disparité des salaires et des richesses.** Une telle tendance tend à se produire avec plus de spécialisation et plus de mondialisation. Curieusement, une tendance à l'accroissement des disparités salariales permet à l'économie mondiale de continuer à croître sans ajouter une quantité proportionnellement plus importante de consommation d'énergie en raison des différentes habitudes de dépenses entre les travailleurs faiblement rémunérés et les travailleurs hautement rémunérés.

Si l'on analyse la situation, le monde est rempli principalement de travailleurs faiblement rémunérés. Dans la mesure où le salaire de ces travailleurs faiblement rémunérés peut être réduit, cela peut empêcher ces travailleurs d'acheter des biens qui ont tendance à utiliser des quantités relativement élevées de produits énergétiques, comme les automobiles, les motos et les maisons modernes. Dans le même temps, la disparité croissante des salaires permet aux travailleurs les mieux payés d'être mieux rémunérés. Ces travailleurs mieux payés ont tendance à consacrer une part disproportionnée de leurs revenus aux services, tels que l'éducation et les soins de santé, qui ont tendance à consommer moins d'énergie.

Ainsi, une plus grande disparité salariale tend à déplacer les dépenses des biens vers les services. Les principaux bénéficiaires sont les 1 % des travailleurs les plus riches (qui achètent surtout des services, nécessitant une faible consommation d'énergie), plutôt que les 99 % restants (qui aimeraient vraiment avoir des biens tels qu'une voiture et leur propre maison, qui nécessitent une consommation d'énergie beaucoup plus importante).

**[c] Améliorations technologiques.** Les améliorations technologiques sont utiles pour augmenter le PIB car elles tendent à rendre les produits finis et les services plus abordables. Avec un prix plus abordable, davantage de personnes peuvent s'offrir des biens et des services. Cet effet est favorable pour permettre à l'économie, telle que mesurée par le PIB, de croître plus rapidement que la consommation d'énergie.

L'utilisation d'une technologie améliorée pour rendre les biens et services plus abordables présente un inconvénient. L'amélioration de la technologie a tendance à accroître la disparité des salaires, car elle conduit

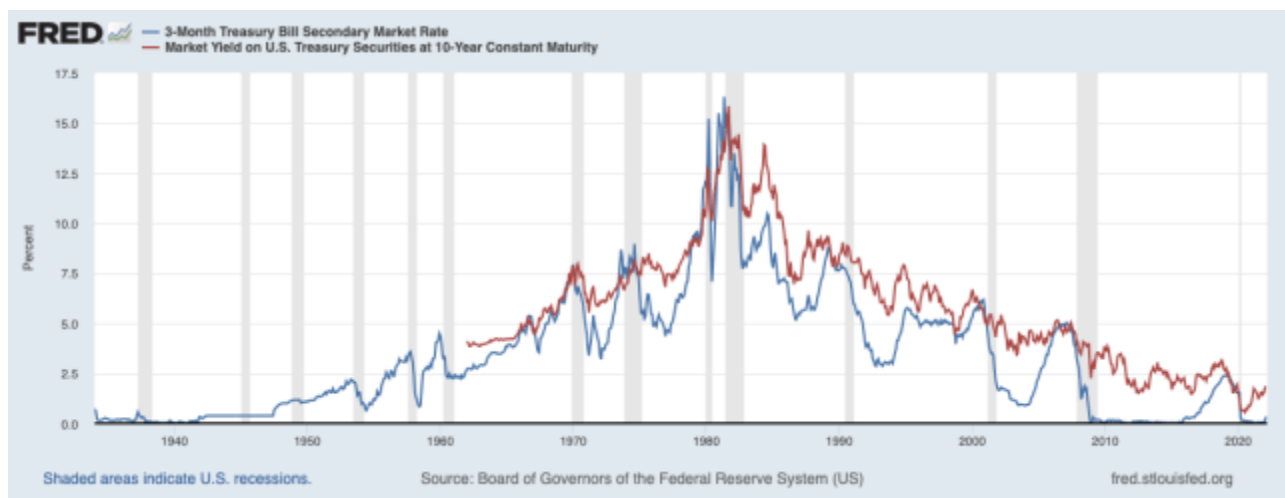
presque toujours à ce que les propriétaires et quelques travailleurs hautement qualifiés soient payés davantage, tandis que les travailleurs effectuant les parties plus routinières des processus sont payés moins. Elle tend donc à entraîner le problème évoqué plus haut : [b] Une tendance à la disparité des salaires et des richesses.

En outre, avec l'amélioration de la technologie, les ressources disponibles ont tendance à s'épuiser plus rapidement que sans amélioration de la technologie. Cela se produit parce que les produits finis sont moins chers, ce qui permet à un plus grand nombre de personnes de les acheter. Une fois que les ressources commencent à s'épuiser, l'amélioration de la technologie ne peut pas résoudre la situation, car les coûts d'extraction des ressources sont susceptibles d'augmenter plus rapidement que l'impact de la nouvelle technologie ne peut le compenser.

#### **[d] Une tendance mondiale à s'endetter davantage à des taux d'intérêt toujours plus bas.**

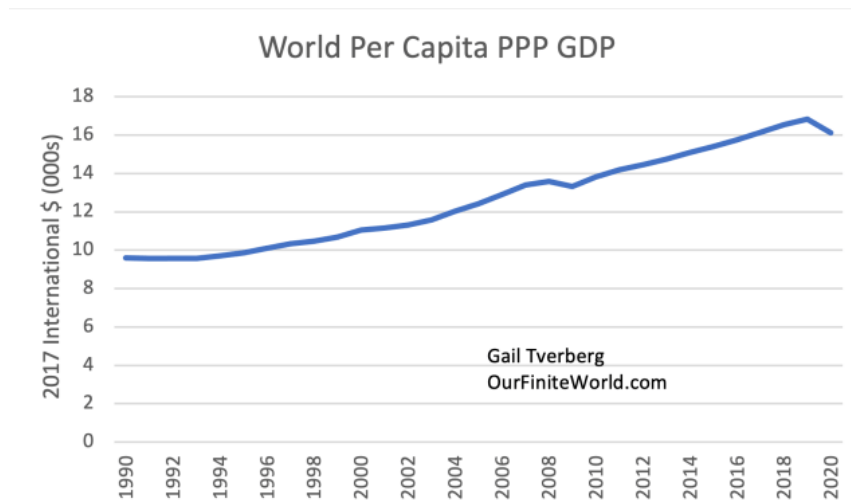
Nous savons tous que le paiement mensuel requis pour l'achat d'une voiture ou d'une maison est plus faible si le taux d'intérêt sur la dette utilisée pour financer l'achat est plus bas. Ainsi, la baisse des taux d'intérêt permet de faire fructifier les salaires. Les entreprises et les citoyens peuvent se permettre d'acheter davantage de biens et de services à crédit, de sorte que le niveau global d'endettement tend à augmenter avec la baisse des taux d'intérêt.

Si l'on considère uniquement la période allant de 1990 à aujourd'hui, la tendance est clairement à la baisse des taux d'intérêt. Cette baisse des taux d'intérêt explique en partie pourquoi la croissance du PIB est plus élevée que ce qui serait attendu si les taux d'intérêt et les niveaux d'endettement restaient constants.



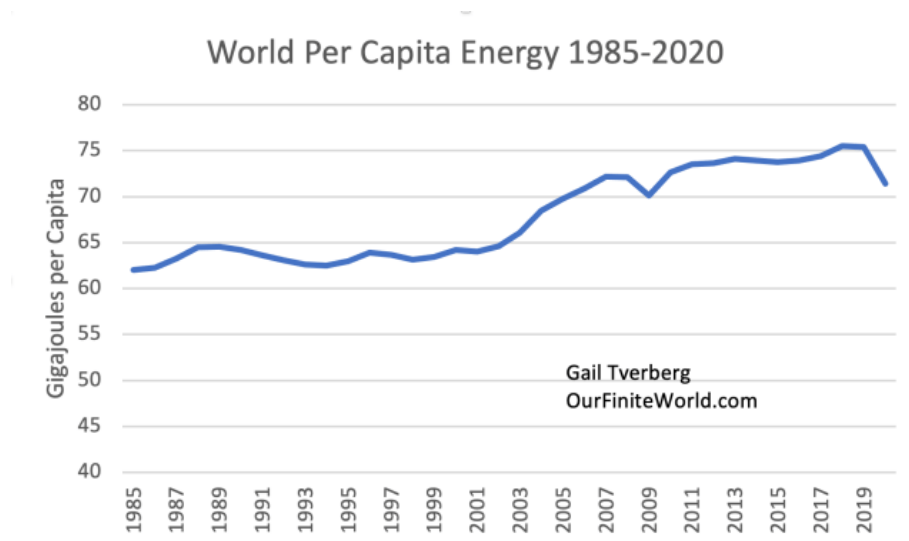
**Figure 5.** Taux d'intérêt du Trésor américain à 3 mois et à 10 ans jusqu'au 28 février 2022. Graphique du FRED de la Réserve fédérale de Saint-Louis.

**[6] L'économie mondiale semble aujourd'hui atteindre les limites de nombreuses variables permettant à la croissance économique mondiale de se poursuivre comme par le passé, comme indiqué dans les sections [4] et [5] ci-dessus.**



**Figure 6.** PIB mondial par habitant basé sur le PIB en parité de pouvoir d'achat en dollars internationaux de 2017, calculé à partir des données de la Banque mondiale.

La figure 6 montre qu'il y a eu deux baisses importantes du PIB mondial par habitant en PPA ajusté à l'inflation. La première s'est produite au cours de la période 2008-2009 ; la seconde s'est produite en 2020. La figure 7 montre les fortes baisses de la consommation d'énergie survenues au cours des mêmes périodes.



**Figure 7.** Énergie mondiale par habitant, d'après les données du Statistical Review of World Energy 2021 de BP.

En 2021, les prix de l'énergie ont commencé à augmenter rapidement lorsque l'économie mondiale a tenté de se rouvrir. Cette hausse rapide des prix suggère fortement que les limites d'extraction d'énergie sont atteintes.

Un autre indice que les limites de la production d'énergie sont atteintes vient du fait que le groupe des exportateurs de pétrole, l'OPEP+, a constaté qu'il ne pouvait pas réellement augmenter sa production de pétrole aussi rapidement qu'il l'avait promis. Une fois que la production de pétrole est réduite en raison de prix insuffisants, il est difficile de faire remonter la production, même si les prix augmentent temporairement, car les nombreuses pièces de la chaîne qui soutient cette extraction sont cassées. Par exemple, les travailleurs qualifiés partent et trouvent un emploi ailleurs, et les entrepreneurs font faillite en raison de bénéfices insuffisants.

Si l'on y réfléchit, les points [5a], [5b], [5c] et [5d] atteignent également tous des limites. Le point [5d] est probablement le plus clair : Les taux d'intérêt ne peuvent plus être abaissés. En fait, presque tout le monde dit que les taux d'intérêt devraient maintenant être augmentés en raison des taux d'inflation élevés. Si les taux d'intérêt

sont augmentés, les prix des produits de base, y compris les prix des combustibles fossiles, vont baisser.

Si **les prix des combustibles fossiles** baissent, les producteurs de pétrole, de gaz et de charbon seront poussés à **réduire leur production**, même à partir des niveaux inférieurs actuels. En raison du lien étroit entre l'énergie et le PIB, la baisse de la production énergétique aura tendance à pousser les économies vers la contraction. Bien entendu, les exportateurs de ressources, tels que la Russie, verront leur situation empirer.

Alors que l'économie mondiale entre en récession, on peut s'attendre à ce que le point [5a], le passage des biens aux services, se retourne. Les personnes qui ont à peine assez d'argent pour acheter les produits de première nécessité réduiront leur recours aux services tels que les coupes de cheveux et les cours de musique. Le point [5b], la mondialisation et les disparités salariales qui en découlent, est déjà sous pression. Les pays découvrent qu'avec des chaînes d'approvisionnement brisées, une production locale plus importante est nécessaire. Aux États-Unis, les récentes augmentations de salaire ont eu tendance à profiter aux travailleurs les moins bien payés. Le point [5c], la croissance technologique, ne peut pas s'accélérer car les ressources nécessaires dans le monde entier sont de moins en moins disponibles, en raison de la rupture des chaînes d'approvisionnement et de l'épuisement des ressources [7].

**[7] Nous sommes probablement confrontés à un effondrement de l'économie mondiale en raison des limites atteintes. L'ajout de sanctions contre la Russie ne fera que pousser l'économie mondiale vers l'effondrement <plus rapidement>.**

De nombreuses sources rapportent que les exportations russes de blé, d'aluminium, de nickel et d'engrais seront "temporairement" perturbées. Quelques sources notent que la Russie joue un rôle important dans le traitement du combustible d'uranium utilisé dans les centrales nucléaires. Selon The Conversation :

*La plupart des 32 pays qui utilisent l'énergie nucléaire dépendent de la Russie pour une partie de leur chaîne d'approvisionnement en combustible nucléaire.*

Nous nous sommes habitués à des voyages aériens efficaces, mais les sanctions contre la Russie rendent cela moins possible, notamment pour les vols vers l'Asie du Sud-Est. Un article de Bloomberg intitulé Siberian detour requires airlines to retrace cold war era routes donne l'exemple de vols directs de la Finlande vers l'Asie du Sud-Est qui ont été annulés parce qu'ils sont devenus trop chers et prennent trop de temps avec les détours nécessaires. Il devient nécessaire d'emprunter des routes de correspondance indirectes si l'on veut voyager. De nombreuses autres routes connaissent des problèmes similaires.



**Figure 8.** Source : Bloomberg, " Le détour par la Sibérie oblige les compagnies aériennes à retracer les itinéraires de l'époque de la guerre froide ".

Le président américain Joseph Biden prévient que des pénuries alimentaires sont probables dans de nombreuses régions du monde en raison des sanctions imposées à la Russie.

Selon une vidéo diffusée sur Zerohedge,

*"Cela va être réel. Le prix des sanctions n'est pas seulement imposé à la Russie. Il est imposé à un très grand nombre de pays également, y compris les pays européens et notre pays également."*

Si l'économie mondiale se portait bien, et si la Russie n'était qu'une infime partie de l'économie mondiale, peut-être les sanctions pourraient-elles être tolérées par l'économie mondiale. En l'état actuel des choses, le conflit Russie-Ukraine sert à masquer le problème sous-jacent de la pénurie de ressources. Cela est possible car, avec le conflit, les pénuries de ressources peuvent être décrites comme "temporaires" et "nécessaires" dans le contexte des choses terribles que font les Russes. La façon dont l'Occident formule le problème fournit un bouc émissaire vers lequel détourner la colère, mais elle ne résout pas le problème.

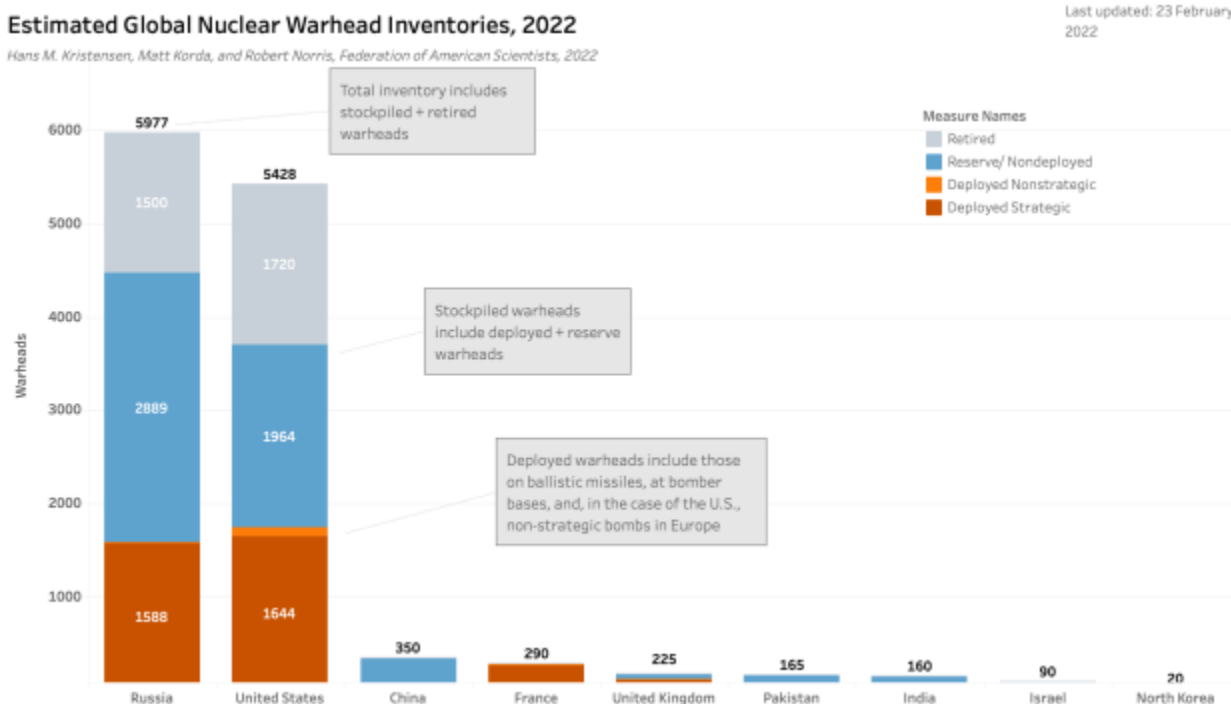
La Russie a commencé par être très désavantagée parce que les prix des matières premières, ces dernières années, n'ont pas augmenté suffisamment pour assurer un niveau de vie adéquat aux citoyens russes et des recettes fiscales suffisamment élevées pour le gouvernement russe. L'ajout de sanctions contre la Russie ne fera qu'aggraver les problèmes de la Russie.

## [8] Il y a peu de raisons de croire que la Russie " abandonnera " en réponse aux sanctions imposées par les États-Unis et d'autres pays.

Les attaques de la Russie contre les sites ukrainiens semblent se produire, pour de nombreuses raisons connexes. Elle ne peut plus tolérer d'être insuffisamment rémunérée pour les ressources qu'elle extrait et vend à l'Ukraine et au reste du monde. Elle en a assez d'être "bousculée" par les économies riches, en particulier par les États-Unis, alors que l'OTAN ajoute de nouveaux pays. Elle en a également assez que l'OTAN entraîne les soldats ukrainiens. La Russie ne semble pas avoir l'intention de s'emparer de l'ensemble du territoire ukrainien ; il s'agit plutôt d'une action de police temporaire.

Le problème sous-jacent de la Russie est qu'elle n'est plus en mesure de produire les produits de base dont le monde a besoin à un prix aussi bas que celui demandé par le monde. La construction de toutes les infrastructures nécessaires pour extraire et expédier davantage de ressources en combustibles fossiles nécessiterait des dépenses en capital supérieures à ce que la Russie peut se permettre. Le prix de vente ne montera jamais assez haut pour justifier ces investissements, y compris le coût du gazoduc Nord Stream 2. La Russie n'a rien à perdre à ce stade. La situation actuelle ne fonctionne pas ; y revenir n'incite pas à mettre fin au conflit actuel.

La Russie est en quelque sorte comme un vieil homme suicidaire, lourdement armé, qui ne peut plus gagner sa vie correctement. Le système économique de la Russie ne fonctionne plus comme il le devrait. La Russie est incroyablement bien armée. La situation rappelle l'histoire de Samson qui, dans sa vieillesse, a détruit le temple des Philistins tout en perdant la vie. La Russie n'a aucune raison de reculer en réponse aux sanctions.



**Figure 9.** Figure montrant que la Russie a un inventaire d'ogives nucléaires plus élevé que les États-Unis.  
Figure réalisée par la Fédération des scientifiques américains.

## [9] Les dirigeants du monde, y compris Joe Biden, semblent ne pas être conscients de la situation à laquelle nous sommes confrontés.

Les dirigeants du monde ont créé des récits ridicules qui négligent le rôle essentiel que jouent les produits de base. Ils semblent croire qu'il est possible de couper les achats de la Russie avec, tout au plus, un préjudice temporaire pour le reste de l'économie mondiale.

L'histoire du monde montre que les populations de nombreuses civilisations ont dépassé leurs ressources et se sont effondrées. La physique souligne que cette issue est presque inévitable en raison de la façon dont l'Univers est construit. Tout est en constante évolution, même les économies. Le climat est en constante évolution, tout comme les espèces qui peuplent la Terre.

Les dirigeants élus ont besoin d'une histoire de croissance éternelle qu'ils peuvent raconter à leurs citoyens. Ils ne peuvent même pas prendre en compte le mode de fonctionnement physique de l'économie mondiale et le modèle de dépassement et d'effondrement qui en résulte. Les modélisateurs de ce qui est censé être des structures durables ne peuvent pas non plus accepter ce résultat.

Les limites définies sur la base du caractère abordable des produits finis sont incroyablement difficiles à modéliser, de sorte que des récits créatifs ont été élaborés, suggérant que les humains peuvent abandonner les combustibles fossiles s'ils le souhaitent. Personne ne s'arrête pour penser que les économies ne peuvent pas continuer à exister en utilisant une quantité d'énergie beaucoup plus faible, pas plus qu'un humain adulte ne peut s'en sortir avec 500 calories par jour. Les deux sont des structures dissipatives ; le besoin permanent en énergie est intégré. Les usines ferment lorsque l'électricité, le diesel et d'autres produits énergétiques sont coupés.

#### [10] Les sanctions et le conflit russo-ukrainien ne peuvent pas se terminer de manière satisfaisante.

L'économie mondiale est déjà au bord de l'effondrement en raison des limites de ressources auxquelles elle est confrontée. Arrêter intentionnellement la production russe de ressources telles que les engrais et l'uranium traité ne fera qu'aggraver la situation, au lieu de l'améliorer. Une fois la production de la Russie arrêtée, il sera probablement impossible de la relancer au même niveau. Les travailleurs qualifiés qui perdront leur emploi trouveront probablement du travail ailleurs, entre autres. Le manque de production affectera les pays du monde entier.

Le dollar des États-Unis est désormais la monnaie de réserve mondiale. Les sanctions appliquées encouragent indirectement les pays à utiliser d'autres devises pour contourner les sanctions. Il semble y avoir une forte probabilité que l'économie américaine perde son rôle de centre du commerce international. Si un tel changement se produit, les États-Unis ne seront plus en mesure d'importer beaucoup plus qu'ils n'exportent, année après année.

Un autre problème majeur est le montant énorme de la dette de la plupart des pays du monde. Avec une économie mondiale qui ralentit rapidement, le remboursement de la dette avec les intérêts deviendra impossible. Les défauts de paiement de la dette vont encore perturber le système économique mondial.

Nous ne savons pas exactement comment cela va se passer, mais la situation ne semble pas bonne.

▲ [RETOUR](#) ▲

## **.Énergie : Dans la physique les miracles n'existent pas**

Laurent Horvath Publié le 28 mars 2022

2000Watts.org



*Par Thomas Norway* - La fin de l'âge de pierre ne s'est pas terminée par la disparition des pierres. La fin de l'âge du pétrole ne se terminera pas par la disparition du pétrole. Cependant, les extractions de gaz et de pétrole, comme dans toutes les autres matières premières, nécessitent de plus en plus d'efforts et d'énergies.

A l'image de la devise des jeux olympiques, la société humaine cherche son énergie plus profondément, plus loin et plus éparpillée. L'efficacité technologique ayant également des limites, on se retrouve devant l'obligation de mettre de plus en plus d'énergies pour en obtenir de moins en moins en retour et ça... c'est ballot.

A ce rythme, le confort de l'énergie facile que les pays développés connaissent depuis les trente glorieuses va diminuer et comme dans la physique les miracles n'existent pas, il est temps de se pencher sur l'impact de la diminution du EROI.

## Qu'est-ce que le taux de retour énergétique (EROI) ?

L'*EROEI* (Energy Return On Energy Investment) ou le moins sexy TRE en français (Taux de Retour Énergétique) est l'énergie totale qui sera récupérée par un investissement énergétique. Par exemple, si avec l'énergie d'un baril de pétrole vous pouvez en obtenir 100, tout va bien.

Plus le *EROEI* est élevé, plus la rentabilité de l'investissement est intéressante et plus il y a d'énergie "libre" pour faire autre chose avec l'énergie excédentaire comme des congés payés, des avions, des films, des hôpitaux, des retraites, des universités, des gratte-ciels... et inversement.

Bien entendu, si celui-ci diminue trop (imaginons qu'un baril de pétrole produise moins qu'un baril de pétrole), l'investissement devient un gouffre à d'énergie, une perte.

## Les Scouts pour nous aider

Imaginons un camp de scouts, pas un scout, mais toute une colonie. Pour étancher leur soif, tous les kilomètres, un agriculteur a installé des citernes d'eau. Vraiment sympas ces agriculteurs.

Au début, chaque jour, la tâche d'aller chercher de l'eau est attribuée à un scout. Il passe 4 heures à faire des allers-retours et la vie est belle au camp.

Puis, pas de bol diront certains, ou c'était prévisible diront d'autres, diantre, la 1ère citerne est vide !! La seconde étant deux fois plus loin, il faut donc deux fois plus de temps ou deux fois plus de scouts pour ramener la même quantité d'eau au camp ; sans compter que trimer des kilos d'eau sur des kilomètres, ça donne soif aux porteurs.

On évitera également la solution d'assoiffer les scouts dont la couleur verte rappelle clairement qu'il faut les arroser régulièrement. Et donc, la vie est toujours belle au camp mais un peu moins.

Puis hasard des choses, la seconde tombe elle aussi à sec, puis la troisième, coïncidence ? la septième, complot ? Non, les citernes se tarissent tout simplement. Bref, au bout d'un certain temps, la moitié des scouts doivent aller chercher l'eau. Du coup, sur le camp, il y a moins de scouts pour jouer, cuisiner, préparer les veillées ou réparer les infrastructures et la vie n'est plus du tout belle au camp, certains parlent même de dictature aqueuse et le ciel s'assombrit.

## Plus d'énergies, pour moins d'énergie

Dans la vraie vie, nous nous trouvons dans la même situation avec l'énergie. Nous sommes en train d'attribuer de plus en plus d'énergies (sous toutes ses formes) pour soutenir la croissance économique mondiale. Comment en sommes-nous arrivés là ?

La logique est simple. Nous avons pris les meilleurs gisements en premier, pour ensuite espérer pouvoir faire mieux ou aussi bien avec ce qui reste. C'est ce qu'on appelle un cherry-picking sur son coulis de techno-optimisme.

Plus on consomme d'énergie pour aller chercher de l'énergie, plus le confort de l'énergie facile diminue car il y a moins d'énergie « libre » et moins l'énergie est qualitative et quantitative, plus la situation continuera à se dégrader.

## Entre Cinéma et réalité

Au même titre que le camp scout, il devient de plus en plus difficile d'obtenir l'énergie facile pour soutenir notre société actuelle. Faut-il continuer tête baissée ou freiner ? Il n'y a pas de bon ou de mauvais choix, il n'y a que des conséquences à connaître et à assumer le plus démocratiquement possible.

En effet, nous avons atteint, voire dépassé, un maximum de consommations d'énergie. Il va falloir faire avec de manière subie ou choisie. Avec la guerre en Ukraine, l'option subie s'impose à nous.

Penser en silo ou penser uniquement dans le contexte local est une excellente manière d'arriver à de mauvaises conclusions avec de bonnes hypothèses. De plus, imaginer qu'une solution miracle comme nous le vend Hollywood, ça reste du cinéma.

Visualise : il y a un mec qui ouvre une porte et qui dit : "*Mister President, j'ai la solution.*"

Mais dans la vie réelle, le mec ouvre la porte et dit : "*Mister President, j'ai la solution mais elle ne va pas vous plaire, ni à vos électeurs.*"

## La magie ?

En fait, les miracles et les retournements de situations fonctionnent bien dans les histoires que les humains se racontent. Avec la thermodynamique, les miracles n'existent pas, le héros se fait attendre et la cavalerie n'arrivera pas. La physique, ce n'est pas drôle : "*Dura physica sed physica,*" ou comme disait l'Oncle Vernon : "*la magie, ça n'existe pas mon garçon.*"

Du côté politique, tant que **la décroissance énergétique ne sera pas largement admise**, bâtir un programme ouvertement décroissant est un suicide politique. Un proverbe exprime assez bien ceci "*Rien ne sert d'avoir raison, si on a raison tout seul.*"

Rubrique de **Thomas Norway**, spécialiste en systémique de l'énergie. "*Je ne suis pour ou contre aucune technologie, je suis pour la compréhension du problème et l'acceptation démocratique des conséquences de nos choix.*"

Pour terminer cette première rubrique:

*"On peut raser la forêt amazonienne avec un bulldozer électrique, ça ne pose aucun problème technique. Avec une énergie infinie, on peut faire des conneries infinies"* **Jean-Marc Jancovici**

*"Ne pas tout dire sur la transition énergétique, c'est potentiellement générer l'obscurantisme d'aujourd'hui et fabriquer ceux de demain."* **Vincent Mignerot**

▲ [RETOUR](#) ▲

## **Le jour où le pétrodollar est mort**

Par Dmitry Orlov – Le 23 mars 2022 – Source [Club Orlov](#)



**Le 23 mars 2022 s'annonce comme une date importante. Aujourd'hui, M. Poutine a annoncé que, dans un délai très court, la Russie cessera d'accepter les paiements de ses exportations dans les devises de nations hostiles, immédiatement pour le gaz naturel, puis pour tout. Les contrats existants seront honorés mais réécrits pour stipuler le paiement en roubles.**

En réponse, le rouble s'est immédiatement renforcé par rapport au dollar américain et s'établit actuellement à 98,5 roubles / \$, contre 139,0 roubles / \$ le 7 mars – un gain de près de 30 % en un peu plus de trois semaines. Dans le même temps, les prix du pétrole et du gaz libellés en dollars ont bondi.

**Voici la liste officielle complète des nations hostiles :** Australie, Albanie, Andorre, Grande-Bretagne, tous les membres de l'Union européenne, Islande, **Canada**, Liechtenstein, Micronésie, Monaco, Nouvelle-Zélande, Norvège, Corée du Sud, Saint-Marin, Macédoine du Nord, Singapour, États-Unis, Taïwan (province de la Chine), Ukraine, Monténégro, Suisse, Japon.

**Et voici une liste partielle des exportations stratégiques clés de la Russie pour lesquelles il n'existe aucun substitut :** pétrole, gaz naturel, blé, engrais, titane, saphir pour la fabrication de semi-conducteurs, nickel, uranium enrichi, moteurs de fusée...

Les nations hostiles seront incapables de poursuivre leurs activités habituelles sans ces ingrédients clés.

À leur tour, les nations hostiles seront probablement incapables de réunir suffisamment de roubles pour continuer à acheter ces produits de base en raison des sanctions imposées à la Russie à la suite de son opération spéciale en Ukraine. De nombreuses entreprises ont complètement cessé de faire des affaires en Russie (Siemens est la dernière grande victime) et leur niche de marché en Russie a été immédiatement reprise par des entreprises russes. De nombreuses autres entreprises ont limité leurs exportations vers la Russie aux produits de première nécessité, mais ces produits de première nécessité comprennent désormais les chips, le gloss, le maquillage pour enfants et de nombreux autres produits non essentiels.

Un retour au commerce en dollars semble peu probable pour la Russie. En bloquant le fonds souverain de la Russie détenu en dollars, les États-Unis ont essentiellement déclaré un défaut souverain, prouvant ainsi qu'ils sont un partenaire peu fiable. **Ni la Russie, ni aucun autre pays, n'a de raison de vendre quoi que ce soit contre des dollars puisque le produit d'une telle transaction peut être confisqué à tout moment.** À l'inverse, les États-Unis ne seront plus en mesure d'imprimer des dollars (d'emprunter, techniquement, mais comme cette dette ne sera jamais remboursée, il s'agit essentiellement de monnaie imprimée) et d'acheter des importations avec. Au lieu de cela, ils seront obligés de gagner des roubles pour acheter le pétrole dont ils ont besoin pour maintenir leurs raffineries en activité ou l'uranium enrichi dont ils ont besoin pour continuer à produire de l'électricité.

Mais qu'est-ce que les États-Unis peuvent exporter vers la Russie que celle-ci voudrait ? Il devrait s'agir de produits et non de services, car les services que la Russie a reçus des États-Unis sont très insatisfaisants. Il ne

pourrait pas non plus s'agir de paiements pour l'utilisation de brevets, de licences de logiciels et d'autres propriétés intellectuelles : tous ces éléments sont désormais gratuits pour les Russes. Il y a, bien sûr, l'or, mais les réserves d'or américaines n'ont pas été auditées et on ignore quelle part de ce trésor a été discrètement échangée avec la Chine et d'autres pays créanciers pour les empêcher de se débarrasser de la dette américaine.

Il ne reste plus que le démantèlement des actifs. Il y en a eu beaucoup en Russie dans les années 1990, après l'effondrement de l'Union soviétique. J'ai prédit que cela finirait par arriver aux États-Unis également dans le tout premier article que j'ai publié, « [Leçons post-soviétiques pour un siècle post-américain](#) ». Et maintenant, à peine 22 ans après le début du siècle post-américain, ces prédictions sont sur le point de se réaliser.

Nous vivons une époque intéressante, n'est-ce pas ?

▲ [RETOUR](#) ▲

## **Ce n'est pas le nouvel ordre mondial que vous avez commandé**

Par Dmitry Orlov – Le 24 mars 2022 – Source [Club Orlov](#)



**L'usine à fake news « *Les Russes tuent des civils ukrainiens* » continue de tourner, mais tôt ou tard, cette histoire devra être abandonnée et une nouvelle obsession médiatique sera nécessaire pour distraire les masses désemparées de ce qui se passe réellement. Qu'est-ce que ce sera ? Les écureuils de Central Park atteints de la peste bubonique ? L'opération de changement de sexe de Hunter Biden ? Un bébé tombé dans un puits de pétrole ?**

Joe Biden, chancelant sur ses petites jambes, s'est envolé pour l'Europe afin de prêcher l'unité face à l'agression russe en Ukraine ou quelque chose du genre. C'était le plan, mais Poutine l'a changé en annonçant que la Russie ne vendra du gaz naturel qu'en roubles. Au lendemain de l'annonce de **l'Arabie saoudite** de commencer à vendre du pétrole pour des yuans (un quart de ses exportations sont destinées à la Chine), cette annonce ne semblait pas être une bonne nouvelle du tout.

Vous trouverez probablement un expert pour vous dire que les États-Unis, avec 20 % de la production mondiale de pétrole, peuvent encore mener la barque et que ce n'est qu'une égratignure. Mais avec suffisamment de conditions préexistantes, même une égratignure peut être fatale. **Tout d'abord**, pour présenter une image plus réjouissante, aux États-Unis, pratiquement tous les liquides qui sortent d'un puits et qui ne sont pas de l'eau ont été redéfinis comme du « *pétrole* » – mais la plupart d'entre eux ne sont pas très utiles, en particulier pour fabriquer du kérosène ou du diesel ; pour cela, il faut importer du vrai pétrole de haute qualité du Venezuela, d'Arabie Saoudite ou de Russie. **Deuxièmement**, les États-Unis consomment énormément de pétrole simplement en circulant dans leurs banlieues sans fin et délabrées, qui sont plus ou moins tout ce qu'ils ont à l'heure actuelle, à l'exception de quelques petites enclaves de l'ancienne qualité urbaine. Compte tenu de l'expansion massive de l'étalement urbain sur plusieurs décennies, 20 % de la production mondiale de pétrole ne suffisent pas pour 5 %

de la population mondiale – il en faut plus ! **Troisièmement**, les États-Unis ont pris l'habitude d'obtenir le pétrole supplémentaire dont ils ont besoin en imprimant des dollars et en les utilisant pour le payer, et cela ne va plus fonctionner.

En résumé, les États-Unis ont réussi à se couper du marché international du pétrole. Premièrement, ils ont refusé d'importer du pétrole russe en raison de l'opération militaire spéciale dans l'(ancienne) Ukraine. Ensuite, Biden a envoyé une délégation de haut niveau au Venezuela pour tenter d'amadouer Nicolas Maduro afin qu'il reprenne ses ventes de pétrole aux États-Unis. La délégation a reçu l'ordre d'aller parler à Juan Guaidó, qui qu'il soit et où qu'il se trouve. Troisièmement – et c'est la partie la plus douloureuse – Biden a essayé de téléphoner à Mohammed bin Salman d'Arabie saoudite et à Mohammed Bin Sayed des Émirats arabes unis, et tous deux ont refusé de prendre l'appel de Biden, ce qui est l'équivalent diplomatique d'une gifle.

Et maintenant, Biden débarque en **Europe**, prêt à annoncer encore plus de sanctions contre la Russie et à parler d'unité et de solidarité avec les dirigeants européens. Sauf que les dirigeants européens sont maintenant inconscients à cause du choc parce qu'hier Poutine a annoncé qu'à partir de maintenant les exportations russes ne seront disponibles qu'en roubles, à commencer par le gaz naturel. S'ils ne trouvent pas le moyen de commencer à payer le gaz en roubles, ils devront faire face à des arrêts de production, des coupures d'électricité et la prochaine saison de chauffage n'aura tout simplement pas lieu. Ce qui rend cette situation particulièrement douloureuse, c'est qu'ils n'ont pas le droit de se plaindre. Qui a confisqué les réserves russes détenues en dollars et en euros, prouvant ainsi à la Russie que ces monnaies ne sont pas fiables ? Certains ont faiblement tenté de faire valoir que le paiement en dollars est stipulé dans les contrats de gaz existants ; or, le gaz en question se trouve sur le territoire russe, où, selon la constitution russe, les ordres présidentiels et les lois russes priment.

Ainsi, l'ordre du jour en Europe a soudainement été révisé, passant de « *Quelles sanctions allons-nous imposer ensuite ?* » à « *Comment allons-nous obtenir quelques roubles ?* ». Et c'est une très bonne question. Supposons que vous vouliez acheter des roubles avec des dollars ou des euros. Cela pose un problème : les roubles ne peuvent être achetés qu'en Russie, et l'entrée de dollars ou d'euros en Russie est problématique en raison des sanctions contre les banques russes. Et il y a un autre problème : inonder le marché russe des devises étrangères fera grimper le taux de change en flèche et incitera les traders à accumuler des roubles. Alors, qu'y a-t-il d'autre ? Eh bien, vous pourriez aller à la banque centrale russe et contracter un prêt. Le taux d'intérêt sera de 20% et vous aurez besoin d'une garantie. L'argent liquide, qu'il s'agisse de dollars ou d'euros, est inutile comme garantie, car ces devises ne sont pas fiables ; voir ci-dessus. Vous pourriez acheter des actions, mais pas celles de Microsoft, IKEA ou Siemens, car ils se sont retirés de Russie, ni Facebook, car ils ont violé la loi russe et ont été interdits. Et vous ne voudriez probablement pas acheter des actions d'entreprises de défense occidentales, pour des raisons évidentes. Et puis, si vous ne remboursez pas l'un de ces prêts, vous vous retrouverez avec des responsables de la banque centrale russe dans les conseils d'administration des entreprises occidentales. Il serait peut-être préférable de mettre en gage des terres. L'UE pourrait offrir l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ; les États-Unis pourraient offrir l'Alaska et Hawaï.

Les dirigeants européens auront beaucoup de choses à discuter, mais la question est de savoir s'ils seront capables de sortir de leur torpeur et d'exprimer des idées qui ont un sens. La situation exige une pensée créative et de nouvelles initiatives courageuses, alors qu'ils ont passé toute leur vie à s'entraîner à réciter leur texte et à être politiquement corrects. La pure inertie mentale les obligera tous à continuer à être « *durs avec la Russie* », ignorant complètement que cela signifie en réalité qu'ils sont déraisonnables et durs avec leur propre peuple. Et c'est là la partie vraiment triste et une conséquence involontaire du point de vue russe. La Russie aimerait que les pays occidentaux restent intacts et qu'ils soient simplement raisonnables. Est-ce trop demander ?

▲ [RETOUR](#) ▲

**Les écologistes européens ont rendu l'indépendance énergétique impossible**



L'Europe ne parviendra pas à réaliser une transition énergétique compétitive avec les politiques interventionnistes actuelles. La dépendance de l'Europe au gaz russe n'est pas due à une coïncidence, mais à un enchaînement de politiques erronées : interdiction du nucléaire en Allemagne, interdiction du développement des ressources domestiques de gaz naturel dans toute l'Union européenne, ajoutées à un déploiement massif et coûteux des énergies renouvelables sans construire un backup fiable.

Le solaire et l'éolien ne réduisent pas la dépendance au gaz naturel russe. Ils sont nécessaires, mais volatiles et intermittents. Ils ont besoin du soutien du nucléaire, de l'hydroélectricité et du gaz naturel pour assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique. La dépendance à l'égard de ces sources d'appoint augmente pendant les périodes de faible vent et de faible ensoleillement, au moment où les prix sont les plus élevés.

*"Le solaire est à zéro 12 heures par jour, et c'est garanti. Le vent souffle parfois, et parfois non, c'est également garanti. **Ils dépendent tous deux de la météo, qui échappe à 100% au contrôle humain.** Ils sont sur leur meilleur jour par supplément", a écrit un pilote de la Marine qui suit le projet.*

Les batteries ne sont pas non plus une option. Il est impossible de construire un réseau de taille industrielle d'énormes batteries ; le coût serait prohibitif et la dépendance vis-à-vis de la Chine (pour le lithium, etc.) pour les construire serait encore plus problématique. Aux prix actuels, un système de stockage d'énergie par batteries de la taille de l'Europe coûterait plus de 2,5 trillions de dollars, selon un article de la MIT Technology Review, ce qui est nettement plus cher que toute autre solution.

Le coût supplémentaire d'un réseau de batteries, plus le réseau de distribution et de transmission, ferait encore grimper les factures des ménages.

L'inflation était déjà hors de contrôle en Europe avant même que l'invasion de l'Ukraine ne soit un risque. L'inflation des prix à la consommation était de 7,6 % en Espagne, de 4,2 % au Portugal et de 5,1 % en Allemagne. L'inflation des prix à la consommation dans la zone euro était de 5,8 %.

Face à l'impact de l'invasion de l'Ukraine sur les prix et l'énergie, nous devons nous rappeler :

L'Europe était déjà en crise énergétique en 2020 et 2021, avec une envolée du coût des permis de CO2 et des prix de gros de l'électricité atteignant des niveaux records en décembre 2021.

L'Europe ne "dépend pas du gaz russe". Il s'agit d'une codépendance. La Russie a besoin de l'Europe pour exporter, et l'Europe n'a pas d'alternative moins chère. Rappelons que le gaz russe est bien moins cher que toute autre alternative réaliste.

Les contrats à long terme signés avec Gazprom sont conclus à des prix qui peuvent être jusqu'à dix fois inférieurs à certaines des alternatives actuelles. Les 150 milliards de mètres cubes que l'Europe importe de Russie peuvent être remplacés par du gaz naturel liquéfié provenant de Norvège et de la mer du Nord, des États-Unis, d'Algérie, du Qatar ou d'Israël, mais ce sera beaucoup plus cher.

La seule alternative à la Russie est de montrer que les pays européens disposent de sources d'approvisionnement diverses et bon marché. Si la Russie voit que les gouvernements européens interdisent l'énergie nucléaire,

interdisent le développement de réserves de gaz indigènes, interviennent dans les importations et ajoutent des taxes massives sur le CO2, les autorités russes sauront qu'il n'y a pas d'alternative compétitive et que l'industrie et les consommateurs européens s'effondreront en raison de la hausse du coût de l'énergie...

Les gouvernements européens devraient réfléchir sérieusement à des politiques malavisées alors que le continent a été sauvé cet hiver par du gaz naturel importé des États-Unis et produit par fracturation, une technologie qui a été interdite en Europe.

L'Europe veut une énergie bon marché et abondante, mais les politiciens diabolisent le nucléaire, le gaz et le pétrole. Toutes les propositions interventionnistes avancées par les politiciens européens entraînent un coût plus élevé pour les consommateurs qui souffrent depuis longtemps.

Le gaz naturel circule en permanence et est bon marché et abondant. Il ne peut être remplacé par des énergies renouvelables qui sont intermittentes, volatiles et imprévisibles. L'exemple de l'Allemagne est clair. Après avoir investi massivement dans les énergies renouvelables et doublé la facture des consommateurs, elle dépend davantage du charbon de lignite et du gaz russe pour garantir l'approvisionnement. L'Allemagne a dû réactiver des centrales au charbon après avoir dépensé plus de 200 milliards de dollars en subventions et en énergies renouvelables !

Toutes les technologies sont nécessaires, et les énergies renouvelables sont essentielles, mais elles ne sont pas l'alternative car elles ont besoin d'un soutien en gaz naturel pendant le développement de la technologie, qui en est encore à ses débuts. N'oublions pas que l'installation des énergies renouvelables implique un coût énorme en réseaux. Qui fera baisser les factures si le coût fixe des réseaux est augmenté des 150 milliards de dollars que nous estimons nécessaires pour renforcer les réseaux de distribution et de transmission ?

Toutes les alternatives "magiques" que vend l'interventionnisme impliquent de passer de la dépendance de la Russie à la dépendance de la Chine. Où allons-nous trouver le silicium, l'aluminium, les terres rares, le cuivre, le lithium, etc. nécessaires à ces investissements magiques massifs annoncés ?

La diabolisation de l'énergie nucléaire a laissé l'Europe aux mains d'alternatives coûteuses et volatiles. La transition énergétique doit être envisagée en tenant compte de l'importance de la sécurité d'approvisionnement et de la compétitivité. Nous avons besoin de toutes les technologies, sans parti pris idéologique. Nous avons besoin de l'énergie solaire, de l'énergie éolienne, du gaz naturel, de l'énergie hydraulique, du pétrole et de l'énergie nucléaire, sinon nous irons de crise en crise, en payant toujours plus.

Il est absurde de maintenir le système de taxation cachée des émissions de CO2 pendant une crise sans précédent. Les gouvernements doivent utiliser ces revenus pour réduire la facture des citoyens.

Les taxes aux frontières sur les produits pétroliers et le gaz naturel ne taxent pas les producteurs, elles taxent les consommateurs des pays européens. Quiconque croit que les taxes annoncées seront payées par le Qatar, le Nigeria ou le Brésil a un sérieux problème de compréhension économique.

Une véritable transition énergétique doit être compétitive, fiable et bon marché, et non une machine à collecter des taxes et à piller. Elle doit prendre en compte toutes les technologies. Plus d'industrie et moins de politique. Plus de concurrence et moins d'idéologie.

▲ [RETOUR](#) ▲

**.L'Europe de l'Énergie face à ses contradictions**

Laurent Horvath Publié le 27 mars 2022

2000Watts.org

Bruxelles annonce la création d'un pôle d'achats pour regrouper ses commandes gazières. Au Qatar, la visite du ministre allemand de l'Économie et de la Protection du climat, le vert allemand, (ça ne s'invente pas) Robert Habeck a grillé la politesse à tout le monde pour aller se servir en premier. Le voyage a crispé et c'est peu dire. Pour éviter ce type de comportement prédateur, Bruxelles a dû réagir.



Cependant, la crise énergétique dans laquelle se trouve l'Europe est en grande partie son œuvre. Rien n'a été fait dans la demi-mesure. En effet, dans un dogmatisme libéral économique des années 90 poussée à l'extrême, la Commission a forcé les grands acteurs de l'énergie européens à supprimer les achats à long terme de gaz et de pétrole pour se rabattre sur le court terme.

## L'Industrie demande des contrats à long terme

La nature ayant horreur du vide, la Chine et l'Inde ont notamment saisi l'occasion de se réserver en exclusivité, et pour les décennies à venir, le gaz et le pétrole snobés par Bruxelles.

Ainsi, Téhéran a conclu un accord de \$400 milliards pour les 20 prochaines années avec la Chine. Alors que seuls 6 pays extraient le 70% du gaz mondial, le Qatar et l'Iran ont pratiquement vendu toutes leurs extractions en Asie. Soyons honnête, la grande partie de ce qui était à vendre a été vendu. Il ne reste que des miettes.

L'industrie pétrolière et gazière nécessitent des investissements colossaux et seuls des achats à long terme peuvent assurer la rentabilité d'un gisement. Comment l'Europe a négligé cette règle, la question reste ouverte. Le rétropédalage actuel souligne son embarras.

En 2018, QatarEnergy s'est retrouvé au milieu d'une plainte antitrust portée par Bruxelles suite à la proposition d'un accord sur 20 ans de livraison de gaz liquide en Europe. Par magie, mais surtout pour avoir réalisé son faux-pas stratégique, la plainte vient d'être retirée aux sons des canons russes.

L'Europe va pouvoir acheter les quelques résidus de gaz du Qatar via des accords sur le long terme et surtout détricoter ses règlements qui n'ont plus aucun rapport avec la réalité géostratégique.

## La crise électrique européenne est sa propre création

La commission européenne va également examiner la réforme du marché de l'électricité. Les hausses actuelles font frémir les capitaux d'autant que les prix sont fortement influencés par les prix du gaz et de la tonne de CO2.

~~Ursula von der Leyen~~ imagine l'instauration de prix plafonds afin d'éviter que les gouvernements entrent dans une course aux subventions qui favorisent les entreprises nationales et fassent exploser les dettes.

Là aussi, la crise électrique européenne est une pure création de ses fonctionnaires.

Initialement, la libéralisation du marché à outrance devait permettre l'éclosion de nouveaux acteurs afin de réduire les prix pour les consommateurs. Cette stratégie de beau temps a fonctionné à merveille, par beau temps. Ainsi, de nombreuses sociétés ont pu se comporter comme des passagers clandestins sur le dos des énergéticiens institutionnels qui ont dû se saigner pour se plier aux règlements.

Cependant, dès le premier orage et l'augmentation des prix de l'électricité, la machine s'est emballée. L'Angleterre, chantre du libéralisme, n'a jamais compté autant de faillites d'énergéticiens et les prix ont explosé. L'Allemagne a pris le même chemin pendant qu'EDF accuse € 10 milliards de pertes supplémentaires pour satisfaire aux mécanismes européens.

Démonstration de l'impact, pas encore mise au pas par Bruxelles, la Suisse s'en sort très bien.

## Quelle est la solidité du partenariat avec les Etats-Unis?

La grande erreur de Bruxelles a été de prendre les énergies fossiles comme des matières premières inépuisables et non comme des actifs géostratégiques en quantité limitée. Accéder au peu d'énergie qui reste, c'est s'assurer la puissance à venir.

L'impuissance européenne se lit au travers du partenariat avec les Etats-Unis. Washington annonce des livraisons stratosphériques d'ici à 2030 alors que la majorité des gisements de schiste de gaz américains entrent en décroissance.

Imaginer que Washington privilégiera son marché intérieur face à la vieille Europe n'est pas une vue d'esprit. En réalité, les endroits disponibles qui regorgent d'énergies et de matières nécessaires à la transition énergétique se trouvent aux deux pôles et en Sibérie.

Pour se sortir de cette impasse, la Commission pourrait monter en compétences aux niveaux des énergies et prendre conscience que l'Europe n'est plus le centre du monde.

Son accès à l'énergie ne repose plus sur son statu historique ou son argent, mais de plus en plus sur l'intelligence géopolitique, les alliances avec les partenaires qui possèdent les matières premières ou de s'appuyer sur une force militaire suffisante pour aller se servir directement dans les gisements. Le modèle chinois est une référence.

Pour le vieux continent, la guerre en Ukraine sera-t-elle une opportunité d'évoluer et de se repositionner en toute humilité ou de sombrer?

Les semaines à venir le diront.

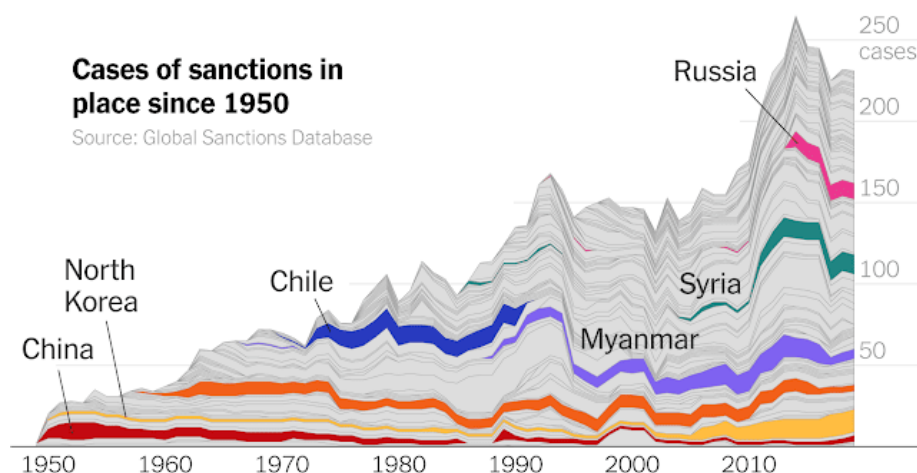
▲ [RETOUR](#) ▲

## **.Des solutions qui aggravent le problème : les sanctions économiques**

Ugo Bardi Lundi 28 mars 2022

### **The Seneca Effect**

Increases are of Sluggish Growth,  
But the Way to Ruin is Rapid



*Les sanctions économiques semblent devenir de plus en plus populaires. Il ne fait aucun doute qu'elles peuvent causer beaucoup de dommages aux pays visés et, dans certains cas, elles sont de véritables armes de destruction massive. Mais sont-elles efficaces pour les objectifs qu'elles sont censées avoir ?*

*(Image tirée de "Democracy Digest")*

Les sanctions économiques sont relativement nouvelles : je ne trouve rien de tel dans l'histoire ancienne. La plus ancienne version connue est probablement le blocus européen décrété par Napoléon contre la Grande-Bretagne de 1806 à 1814. Il a causé plus de dommages aux nations qui bloquaient (l'Europe) qu'à celle qui était bloquée (la Grande-Bretagne).

Le blocus suivant a été mis en place pendant la première guerre mondiale contre les empires centraux. Il a été couronné de succès, du moins en ce qui concerne les dommages causés aux nations bloquées. **Les victimes de la famine causée par les sanctions se comptent probablement en millions.** Mais le fait qu'une chose soit un "succès" dépend de la façon dont on la définit. Vous pouvez faire valoir que les sanctions ont mis les survivants suffisamment en colère pour qu'ils cherchent à se venger 20 ans plus tard, avec la Seconde Guerre mondiale.

Un autre cas important de sanctions économiques a été adopté contre l'Italie en 1935 pour la punir d'avoir envahi l'Éthiopie. En termes de dommages économiques, cette mesure a peut-être été couronnée de succès : l'économie italienne a été durement touchée. Mais on pourrait arguer que le naufrage de l'économie italienne était davantage dû aux dépenses de guerre qu'à la sanction. Quoi qu'il en soit, la sanction a mis les Italiens suffisamment en colère pour qu'ils pensent que c'était une bonne idée de déclarer la guerre à la Grande-Bretagne en 1940. Ce n'était pas le cas, comme ils l'ont rapidement découvert.

Ces exemples suggèrent que les sanctions sont une arme efficace contre les pays faibles. En fait, elles peuvent être une véritable arme de destruction massive dirigée contre les civils. Quant à savoir si elles peuvent accomplir quelque chose d'utile, c'est une autre question. **Si l'histoire nous apprend quelque chose, c'est que les sanctions tendent à obtenir des résultats exactement opposés à ceux escomptés, du moins officiellement.**

Les sanctions actuelles contre la Russie obtiendront-elles quelque chose d'utile ? Il faut le voir mais, pour l'instant, il semble que la règle selon laquelle les sanctions sont une solution qui aggrave le problème se confirme. J'aborde ici le cas des sanctions contre l'Italie promulguées en 1935.

## **L'effet des sanctions : L'Italie craque-t-elle sous la pression ?**

**Dimanche 8 décembre 2019**

**Posté sur "L'héritage de Cassadra" en décembre 2019, republié avec un autre titre et quelques modifications.**



*Nous pouvons en apprendre beaucoup sur les effets des sanctions économiques à partir de l'histoire de la réaction de l'Italie aux sanctions économiques internationales imposées au pays en 1935 par une coalition de puissances mondiales. Ci-dessus, une photo de 1935. Elle montre une dalle de pierre sur laquelle sont gravés les mots suivants : "Le 18 novembre 1935, le monde a assiégé l'Italie. Infamie perpétuelle sur ceux qui ont favorisé et consommé ce crime absurde." La plupart de ces dalles ont été détruites après la défaite de l'Italie pendant la Seconde Guerre mondiale, mais certaines peuvent encore être trouvées.*

En 1935, l'Italie a envahi l'Éthiopie, à l'époque le seul pays africain encore libre. La raison exacte de cette invasion est une longue histoire. Je dirai simplement qu'il s'agissait en partie d'une vengeance pour une défaite subie

longtemps auparavant, lorsqu'une première tentative d'invasion de l'Éthiopie avait échoué. En partie, il s'agissait également de réagir au krach financier de 1929 : les gouvernements ont souvent tendance à chercher des ennemis extérieurs pour détourner l'attention des gens de leurs problèmes internes. Ensuite, en partie, c'était un moyen de mécontenter les Britanniques détestés, considérés comme coupables de ne pas fournir à l'Italie le charbon dont l'économie italienne avait besoin. Et, enfin, cela avait à voir avec certains rêves nébuleux de reconstruction de l'Empire romain. Cela peut sembler idiot, aujourd'hui, mais si vous lisez ce que les gens écrivaient à l'époque en Italie, l'idée de créer un nouvel Empire romain était prise au sérieux.



Quelles que soient les raisons, en 1935, l'armée éthiopienne a été submergée par l'armement moderne déployé par l'Italie : des canons, des avions, des chars et autres engins modernes, avec l'aide supplémentaire des bombardements au gaz toxique, une innovation militaire pour l'époque. Le résultat final fut que le roi d'Italie eut l'honneur douteux de s'attribuer le titre d'*empereur d'Éthiopie* et que l'Italie obtint *"une place au soleil"* en Afrique, comme la propagande décrivit les résultats de la campagne.

Une victoire, oui, mais une victoire creuse. Dès le début, l'Éthiopie n'a été qu'un fardeau pour l'économie italienne et les coûts de l'occupation militaire ont été trop élevés pour les finances italiennes déjà mises à mal. Le résultat final est peut-être l'empire le plus éphémère de l'histoire : il n'a duré que cinq ans et s'est effondré en 1941 lorsque les forces italiennes en Éthiopie ont été rapidement vaincues par une coalition de forces éthiopiennes et alliées.

Un effet secondaire intéressant de l'invasion de l'Éthiopie a été l'imposition de sanctions économiques à l'Italie par la Société des Nations. Il s'agissait d'une tentative timide d'arrêter l'invasion, mais la guerre n'a duré que huit mois et les sanctions ont été abandonnées deux mois plus tard. Leur effet était presque nul en termes économiques et militaires mais, en termes politiques, c'était une toute autre histoire, et les conséquences se sont répercutées pendant des années. Voici quelques-unes de ces conséquences :

1. Les Italiens ne sont pas seulement consternés par les sanctions, ils sont carrément enragés. En fait, ils étaient livides. Selon le droit international de l'époque, le fait pour un État d'en attaquer un autre n'était pas en soi un crime (contrairement à l'utilisation d'armes chimiques, mais cela ne s'est su que plus tard). La plupart des Italiens ont donc eu l'impression d'être punis pour avoir fait quelque chose - annexer un pays africain - que les autres puissances occidentales avaient fait de nombreuses fois auparavant sans que personne ne se plaigne. Il en résulte une explosion de fierté nationale et une forte vague de soutien populaire pour la guerre. Cela a également généré une vague de popularité personnelle pour le dirigeant italien, Benito Mussolini, considéré comme celui qui *rendait sa grandeur à l'Italie* (certaines choses ne changent jamais en politique).

2. Les sanctions furent bientôt présentées par la propagande du gouvernement comme une lutte épique et grandiose entreprise par la glorieuse *"nation prolétarienne"* qu'était l'Italie contre une coalition des grandes ploutocraties du monde, la Grande-Bretagne en particulier. Et, en battant cette coalition, l'Italie montrait qu'elle était elle aussi une grande puissance, au même titre que les autres. Cette idée a eu de terribles conséquences lorsqu'elle a conduit le Duce, Benito Mussolini, à penser que l'Italie pouvait égaler les capacités militaires des grandes puissances mondiales lors de la Seconde Guerre mondiale.

3. La propagande gouvernementale italienne a également utilisé les sanctions pour amplifier l'importance de la campagne d'Éthiopie. Si les ploutocrates du Nord ont réagi si violemment contre l'Italie, c'est parce qu'ils la craignaient beaucoup. Par conséquent, l'Éthiopie est devenue une priorité nationale, à conserver à tout prix. Au début de la Seconde Guerre mondiale, l'Italie y avait plus de 100 000 soldats entièrement équipés. Sans la possibilité d'être ravitaillées depuis l'Italie, ces troupes n'avaient aucune

chance contre les Britanniques et ont été rapidement anéanties. Que ce serait-il passé si elles avaient été disponibles sur d'autres théâtres de guerre ? Il est peu probable que l'issue finale de la Seconde Guerre mondiale aurait été différente, mais qui sait ? La bataille d'Égypte en 1942 aurait pu avoir une issue différente si l'Italie avait pu y déployer 100 000 soldats de plus et, peut-être, prendre le canal de Suez.

Ce catalogue de désastres est si impressionnant qu'on peut se demander si les sanctions n'étaient pas seulement le résultat de l'incompétence et de l'idiotie, mais d'une machination diabolique. Se pourrait-il que les Britanniques aient voulu que l'Italie s'engage dans une aventure qui ne manquerait pas de conduire le pays à la ruine, plus tard ? Bien sûr, il est peu probable que les Britanniques aient prévu exactement ce qui s'est passé, mais il n'est pas impossible qu'ils aient compris que l'appareil militaire italien serait affaibli par la tâche de garder l'Éthiopie et que cela ferait de l'Italie un adversaire moins dangereux en cas de conflit militaire total. Si les Britanniques avaient prévu cela, ils méritaient vraiment la réputation qu'ils avaient à l'époque (et qu'ils ont toujours) décrite sous le nom de la "Perfide Albion".

▲ [RETOUR](#) ▲

## PODCASTS AVEC JEAN-MARC JANCOVICI



<https://www.rtl.fr/programmes/c-est-notre-planete/7900138051-petrole-pourquoi-il-faudrait-accepter-les-hausses-des-prix-par-les-taxes?fbclid=IwAR2UGu8LN0GvJmHUG4o9HtFONxybtQL35m6k-ji81IO51bCKIGmSe8zNFgg>

**ET**



<https://www.franceinter.fr/emissions/on-n-arrete-pas-l-eco/on-n-arrete-pas-l-eco-du-samedi-26-mars-2022?fbclid=IwAR2LHhDeNYvaEswXOAsco1szC-ZN3vUB6k88eJrqr2w3DFYJZmMcfx5UE4A>

▲ [RETOUR](#) ▲

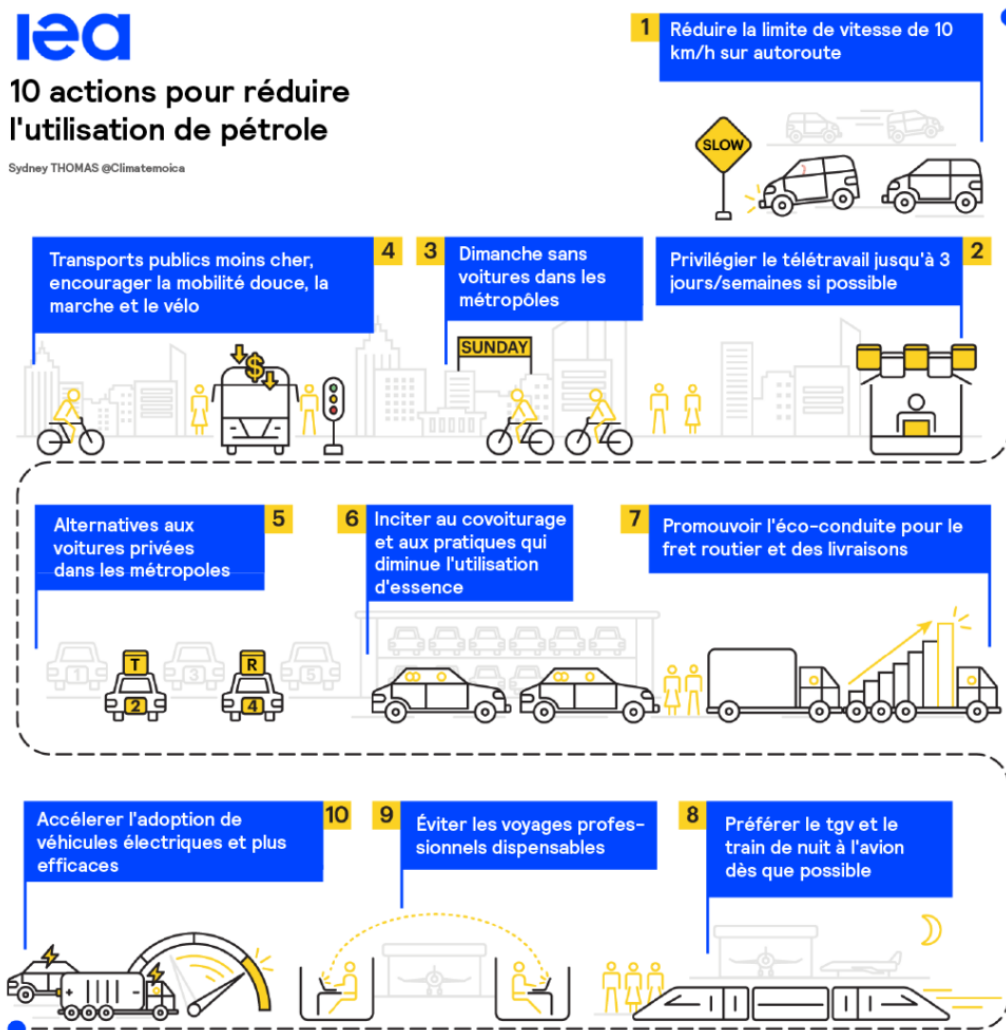
## Les 10 raisons de passer à 110 km/h sur l'autoroute

Bon Pote mars 25, 2022



Le 110 km/h revient dans les débats ces dernières semaines, dans un contexte d'urgence à réduire les consommations de pétrole. Dernier soutien en date et non des moindres, [l'Agence Internationale de l'Énergie](#) a présenté la baisse de vitesse sur autoroute comme premier levier pour réduire les consommations de pétrole dans les pays avancés <sup>[1]</sup>.

C'est d'autant plus intéressant que cette recommandation vient d'une institution généralement très prudente sur la sollicitation des leviers de sobriété dans la transition énergétique.



Les 10 recommandations de l'Agence Internationale de l'Énergie pour réduire les consommations de pétrole  
Source : [AIE](#)

Pour comprendre pourquoi le 110 km/h sur autoroute est souvent cité ces jours-ci, voilà 10 raisons pour lesquelles cette mesure est intéressante et mériterait d'être rapidement mise en place dans le contexte actuel (hausse des prix du pétrole, possible embargo sur le pétrole russe, urgence climatique...).

## 1. Le 110 km/h, une des (très) rares mesures avec effets immédiats

Le système de transport actuel a été construit durant de nombreuses décennies, par des interactions entre l'aménagement du territoire, les modes de vie et les activités économiques, qui entretiennent **la dépendance à la voiture individuelle et au pétrole**. Cela explique les fortes inerties actuelles de ce système, et la difficulté d'obtenir des changements rapides dans la transition des transports <sup>[2]</sup>

La bonne nouvelle, c'est que la baisse de vitesse sur les autoroutes est l'une des rares mesures dont l'effet est immédiat, dès le jour de sa mise en œuvre et au niveau national !

L'intérêt est donc particulièrement fort dans une période d'urgence géopolitique, sociale et économique comme actuellement avec la hausse des prix du pétrole et le besoin de couper les financements au pétrole russe. On verra qu'elle a aussi toute sa pertinence pour la transition énergétique sur le plus long terme.

## 2. Des gains d'efficacité significatifs et des économies pour les automobilistes

L'impact direct d'un ralentissement de la vitesse sur autoroute de **130 à 110 km/h** correspond à une économie de carburants de 16 % par kilomètre parcouru.

Ces gains d'efficacité sont particulièrement importants en comparaison des gains de l'ordre de 1 % par an obtenus ces dernières années par le renouvellement progressif du parc automobile.

Comme la mesure n'a pas toujours bonne presse auprès d'une partie des automobilistes, on en oublierait presque qu'elle leur permet de faire des économies ! Et que ces 16 % de gains pour les portions et automobilistes qui passeraient de 130 à 110 km/h, sont loin d'être négligeables pour des trajets de longue distance.

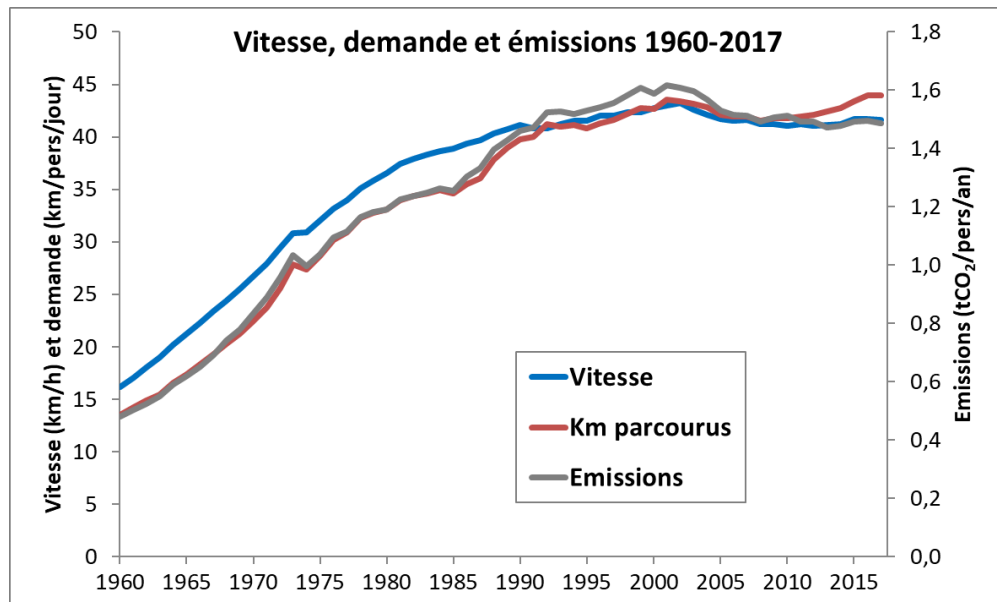
Contrairement à un certain nombre d'autres mesures qui visent à réduire la place de la voiture ou ses impacts environnementaux (taxe carbone, péages, coût du stationnement, etc.), la mesure permet de réduire le coût de la mobilité pour les usagers de la voiture et ne risque donc pas de créer de précarité énergétique dans sa mise en œuvre.

## 3. Des incitations à réduire les kilomètres en voiture

Au-delà des impacts directs de la mesure sur l'efficacité énergétique, il y a également des effets indirects positifs sur d'autres leviers de décarbonation. A commencer par la modération de la demande de transport et le report modal.

Historiquement, nous n'avons pas profité de l'accélération des mobilités pour réduire nos temps de déplacement, mais plutôt pour aller plus loin. L'inverse est également vrai : si on ralentit les mobilités, cela fournit une incitation à limiter les distances parcourues.

Ce phénomène a déjà été observé, puisque la mise en place des radars à partir de 2003 a eu un impact probablement très significatif dans la réduction des trafics en voiture sur cette période <sup>[3]</sup>.



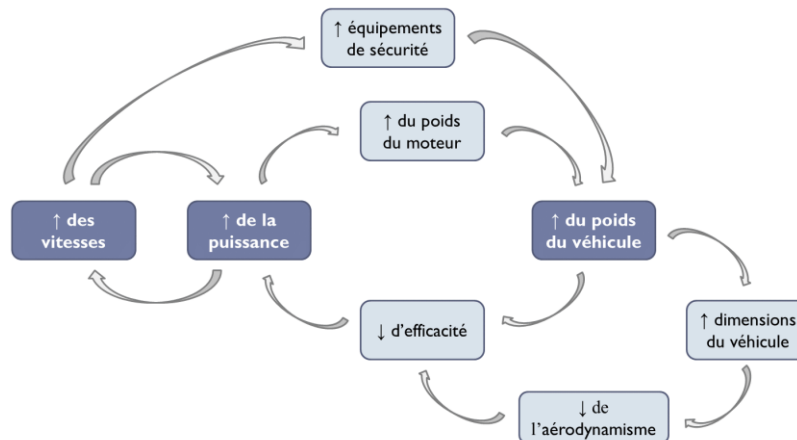
Historiquement en France, l'évolution des vitesses a fortement conditionné les distances parcourues, qui ont elles-mêmes influencé les émissions ([thèse](#), voir page 223)

Aussi, en réduisant la vitesse de la voiture, cela donne une incitation au report modal vers le train ou l'autocar (limité à 100 km/h), dont il est en comparaison très coûteux ou très difficile d'augmenter la vitesse commerciale. Bien sûr, il est important en parallèle de limiter aussi le trafic aérien pour éviter que le report se fasse sur ce mode.

#### 4. Le ralentissement à 110 km/h encourage les véhicules plus sobres

Si la réduction des vitesses a des effets directs sur les consommations énergétiques des véhicules, elle pourrait avoir également des effets indirects positifs à l'avenir, en incitant à la sobriété des véhicules.

En effet, la vitesse alimente certains cercles vicieux jouant sur la hausse du poids des véhicules. Notamment parce que la vitesse demande des puissances plus importantes des moteurs, entraînant le poids de ces moteurs à la hausse. Aussi les vitesses plus élevées nécessitent des protections et des équipements de sécurité plus importants. Ces hausses de poids peuvent jouer sur le volume des véhicules et limiter leur aérodynamisme, limitant l'efficacité énergétique des véhicules. Voilà de quoi nécessiter des moteurs plus puissants, alimentant à nouveau les cercles vicieux précédents.



Représentation schématique des cercles vicieux alimentant les hausses de vitesse, de puissance et de poids des

Une limitation à 110 km/h en France permettrait au contraire de faciliter des cercles vertueux dans le sens inverse, encourageant à produire et vendre des véhicules plus sobres en termes de poids, de puissance et de vitesse maximale. Ce serait d'autant plus le cas si la limitation des vitesses était portée au niveau européen, en intégrant des incitations à la sobriété ou des normes (comme la vitesse maximale des véhicules, pourquoi vendre des voitures qui peuvent rouler à [176 km/h](#) ?) dans les réglementations européennes sur les véhicules neufs.

## 5. C'est aussi pertinent pour les véhicules électriques

On pourrait penser que l'intérêt est moindre pour les véhicules électriques, moins émetteurs de CO<sub>2</sub> à l'usage. Et pourtant, [les baisses de consommations d'énergie d'un passage de 130 à 110 km/h sont de 24 % pour les voitures électriques](#), davantage encore que pour le parc actuel de véhicules thermiques (-16 %). Aussi certains cercles vertueux liés à la réduction de la vitesse, tels qu'évoqués ci-dessus, sont également valables pour les véhicules électriques. Et les baisses de consommations d'énergie peuvent être avantageuses par deux moyens.

**Option 1 :** à capacité de batterie équivalente, elles peuvent permettre d'augmenter l'autonomie et le nombre de kilomètres parcourus sans recharge. Au passage, les moindres arrêts pour recharger le véhicule sur les longs trajets permettront éventuellement d'éviter des temps de recharge, mettant en évidence un arbitrage entre vitesse de circulation et temps de pause pour limiter le temps de parcours total.

**Option 2 :** pour conserver une même distance d'autonomie, le véhicule peut se contenter d'une batterie plus petite. Étant donné qu'une partie importante des coûts environnementaux et financiers des véhicules électriques se situent sur la batterie, c'est un potentiel intéressant pour faciliter un développement vertueux de l'électrique.

## 6. Le 110 km/h a des co-bénéfices sur d'autres externalités des transports

La réduction de vitesse a aussi des avantages sur d'autres externalités (ou impacts) des transports.

Il s'agit en particulier de la réduction de la pollution atmosphérique et de la pollution sonore, cette dernière étant essentiellement le fait des [bruits aérodynamiques](#) pour de telles vitesses. Il s'agit aussi de la **réduction de la congestion**, car on rejoint et renforce d'autant plus une zone congestionnée que la vitesse pour la rejoindre est importante.

Un autre avantage auquel on peut penser concerne l'accidentologie, bien que les autoroutes ne soient pas les routes les plus accidentogènes. Aussi cette baisse s'inscrit dans un mouvement global de baisse de vitesse sur les routes, dont [le 30 km/h en agglomération](#) (qui pourrait être renforcé actuellement pour sécuriser les modes actifs) ou le récent passage à 80 km/h hors agglomération, limitation d'autant plus facile à respecter en sortant d'autoroutes à 110 qu'à 130 km/h.

Si certains de ces avantages sur les autoroutes peuvent être en partie compensés par des impacts légèrement supérieurs sur d'autres réseaux par des reports d'itinéraires, ça ne serait [pas de nature à les annuler](#) au global.

## 7. Une mesure plus acceptable que le 80 km/h ?

Passons désormais aux principales objections qui sont opposées au 110 km/h et à son acceptabilité.

En comparaison à la mesure des 80 km/h sur les routes hors agglomérations (à double-sens, sans séparateur central, pour être précis), le 110 km/h sur les autoroutes concerne beaucoup moins les trajets du quotidien, ou en tous cas c'est le cas pour une fraction de la population bien plus faible.

Aussi les autoroutes sont davantage utilisées pour des trajets de longue distance, de vacances ou loisirs, plus exceptionnels et donc moins structurants dans la vie quotidienne. Enfin, on sait que ces trajets de longue distance sont bien plus importants chez les personnes les plus aisées, ainsi la mesure s'appliquera essentiellement pour ces ménages, évitant ainsi les accusations d'injustice sociale.

Voilà qui peut faciliter l'acceptabilité du 110 km/h, et qui avait probablement poussé la [Convention Citoyenne pour le Climat](#) à finalement retenir cette proposition après d'intenses débats, à peine deux ans après la mise en œuvre du 80 km/h.

## 8. Le contexte de crise rend la mesure plus acceptable

Malgré les éléments ci-dessus, l'acceptabilité de la mesure était ces dernières années assez limitée, probablement en partie par [des doutes sur ses avantages environnementaux](#). Fin 2021, le [baromètre de l'ADEME](#) montrait que 42 % de la population la considérait souhaitable.

Mais le contexte de la guerre en Ukraine, l'urgence qui en découle à réduire nos consommations rapidement ainsi que la hausse des prix du pétrole changent assurément la donne, rendant ce genre d'effort plus acceptable. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant si les limitations de vitesse de 90, 110 et 130 km/h sur les routes françaises ont été mises en place suite au 1er choc pétrolier.

110km/h sur l'autoroute : on y pensait déjà en 1979 !

De la même manière aujourd'hui, il y a urgence à mettre en œuvre toutes les mesures qui permettent de réduire les consommations de pétrole, en particulier celles qui ont des effets à court terme.

Aussi il faut que ces mesures s'appliquent à l'ensemble de la population et non pas aux seuls ménages les moins fortunés qui s'appliqueront probablement pour partie déjà la baisse de vitesse, une des principales stratégies lors des hausses de prix des carburants, sans remise en cause forte des comportements (comme [exprimé en 2008](#)).

## 9. Des effets négatifs faibles sur les pratiques de mobilité

Ce qui précède indique que le ralentissement des vitesses ou encore l'écoconduite peut naturellement faire partie des stratégies d'adaptation face à des prix du pétrole en hausse, car elles impliquent des changements de comportements de mobilité limités, pour toutes les personnes qui n'ont pas la possibilité de sortir de manière plus forte de la dépendance au pétrole (en télétravaillant, en utilisant le vélo, les transports en commun, ou encore en passant au véhicule électrique).

Si l'effet le plus évident et le plus fort concerne l'allongement des temps de parcours, les impacts deviennent significatifs seulement pour des trajets de plusieurs centaines de kilomètres, qui sont des trajets relativement rares (les déplacements de plus de 80 km sont [estimés à 1,6 %](#) des déplacements en voiture seulement).

Aussi, si l'effet théorique est un surplus de temps de transport de 18 % pour une distance donnée (ou +8 à 9 minutes pour 100 km), les temps de trajet sont en réalité bien moins impactés, d'autant plus si la partie hors autoroute est élevée, mais aussi parce que la vitesse actuellement pratiquée sur autoroute est de [118 km/h en moyenne](#), que cela fluidifie la circulation, que les longs trajets sont aussi marqués par des pauses, des ralentissements, etc. Les tests en condition réelle ont tendance à confirmer ces impacts bien moindres qu'escompté sur les temps de parcours.

## 10. De nombreux pays sous les 130 km/h

Si l'évocation des limitations de vitesse dans d'autres pays amène généralement à rappeler le cas particulier de l'Allemagne et ses autoroutes sans limitation de vitesse, il s'agit en réalité que d'une partie du réseau, et les pays qui sont au-dessus de 130 km/h font plutôt exception (seules la Bulgarie et la Pologne dans l'UE, qui sont à 140 km/h).

Si de nombreux pays d'Europe centrale limitent aussi leurs autoroutes à 130 km/h, [9 pays se situent en-dessous](#), parmi lesquels on peut citer la Belgique, l'Espagne ou le Portugal où les réseaux sont limités à 120 km/h, le Royaume-Uni à 113 km/h (70 mph), auxquels on peut ajouter le cas des Pays-Bas qui ont récemment passé leur vitesse de 130 à 100 km/h en journée, pour des raisons climatiques. Plus étonnant encore, les vitesses sur les autoroutes sont aussi plus faibles aux Etats-Unis, [généralement entre 105 et 121 km/h](#) (65-75 mph) avec cependant des différences importantes selon les États notamment.



*Les limitations de vitesse sur autoroute dans l'UE et au Royaume-Uni ([Alternatives économiques](#))*

Les disparités en Europe pourraient aussi encourager à discuter de la réduction de la vitesse maximale sur autoroutes au niveau européen. Cela permettrait de maximiser les potentiels de réduction de consommation, à un moment où c'est toute l'Europe qui est menacée par les conséquences de sa dépendance au pétrole et fait face au défi commun de se séparer du pétrole russe.

## Le mot de la fin

Le 110 km/h sur autoroutes ne fera pas tout dans la période actuelle <sup>[4]</sup>, qui demande des actions fortes et des efforts conséquents de tous pour réduire les consommations de pétrole.

Mais à court terme, cela reste probablement la meilleure (ou la moins mauvaise) option pour réduire de manière significative les consommations de pétrole, tout en ayant d'autres impacts positifs, à court et long termes. S'en priver dans une telle période serait incompréhensible.

Et à ceux qui seraient tentés de s'accrocher à tout prix à cette "liberté" de rouler à 130 km/h sur autoroute : pensez juste à comparer l'effort que cette évolution (parmi de nombreuses autres à mettre en œuvre) représente, par rapport aux risques qui pèsent sur nos libertés si l'on n'est pas à la hauteur des défis géopolitiques actuels ou du changement climatique...

## Texte d'[Aurélien Bigo](#), chercheur sur la transition énergétique des transports

### Notes et compléments

De nombreux éléments et réflexions dans cet article font référence au travail de thèse [Les transports face au défi de la transition énergétique. Explorations entre passé et avenir, technologie et sobriété, accélération et ralentissement](#) : notamment sur les leviers de décarbonation (chapitre 1 et 2), leurs avantages et inconvénients (chapitre 4) ; et sur la vitesse des mobilités et ses implications, qui est l'objet du chapitre 3 (pages 142-221).

### Références :

- ↑1 La réduction de vitesse est 1er levier cité dans la liste de 10 recommandations et le second en termes de potentiel (430 milliers de barils par jour, dont 290 pour les voitures et 130 pour les poids lourds), juste derrière une proposition qui inclut le covoiturage et d'autres pratiques telles que la réduction de la climatisation et un meilleur gonflage des pneus (470 milliers de barils en cumulé).
- ↑2 Les 5 leviers de transition énergétique des transports cités par la [stratégie nationale bas-carbone](#) (SNBC) française sont : la modération de la demande de transport, le report modal, l'amélioration du remplissage des véhicules, de l'efficacité énergétique, et la décarbonation de l'énergie. Il existe souvent des inerties importantes pour avoir des baisses significatives des consommations de pétrole par la sollicitation de ces leviers, qui sont également étudiés dans leur contribution passée et d'ici 2050 dans la thèse en lien ci-dessus (sur la rapidité de mise en œuvre : voir Tableau 21, page 241).
- ↑3 Comme la vitesse et les temps de parcours sont un déterminant majeur des comportements de mobilité, le ralentissement permet de limiter l'éventuel effet rebond de la mesure sur les kilomètres parcourus, que l'on pourrait attendre en raison des économies réalisées. C'est d'autant plus le cas dans un contexte où le prix des carburants est haut et limite ainsi ce risque d'effet rebond.
- ↑4 L'évaluation de l'impact de la mesure des 110 km/h est difficile, car elle fait intervenir de nombreux facteurs directs et indirects, et dépend de l'adaptation des comportements, ce qui est compliqué à anticiper. Pour ne pas se risquer à de telles hypothèses, seuls les effets directs et indirects ont été cités dans cet article, sans y associer de chiffrage précis. Pour information, des évaluations ont estimé des gains [de l'ordre de 1,5 et 2 MtCO<sub>2</sub>](#), soit l'équivalent d'environ 2 % des [émissions des voitures et des véhicules utilitaires légers](#) en 2019, un potentiel cependant sous-estimé car ne prenant pas en compte un grand nombre d'effets positifs indirects évoqués dans cet article. De nombreuses autres mesures devront bien sûr être mises en place pour être à la hauteur des enjeux climatiques et se séparer du pétrole russe, qui représente de l'ordre de [10 à 20 % des importations françaises et 30 % au niveau européen](#).

▲ [RETOUR](#) ▲

## **Far out #7 : L'énergie de l'ammoniac**

Alice Friedemann Posté le 27 mars, 2022 par energyskeptic





**Préface.** Ce billet est comme tant d'autres, il tente d'utiliser l'esprit critique pour examiner les soi-disant percées dans le domaine de l'énergie pour remplacer le pétrole. La plupart des gens ne voient rien de mal à cela, car cela demande beaucoup de connaissances sur l'énergie, les ressources naturelles, les métaux rares, l'écologie, l'agriculture et plus encore. Voici donc ma critique de l'article ci-dessous qui est optimiste. Le fait de le critiquer ne me rend pas pessimiste, mais me rend, et je l'espère, plus réaliste.

Malgré l'optimisme, l'article ci-dessous est plus honnête que 99% des "les énergies renouvelables nous sauveront du changement climatique" dans l'actualité, sans la moindre mention de la pénurie d'énergie dans le futur. Cet article est suffisamment honnête pour dire que le nouveau procédé consistant à ne pas émettre de NOx lors de l'utilisation d'ammoniac pour produire de l'énergie est loin d'être commercialement viable et qu'il se heurte à une myriade d'obstacles. Les NOx ont un potentiel de réchauffement planétaire 300 fois supérieur à celui du CO2 et détruisent l'ozone.

La myriade d'obstacles n'est pas mentionnée, mais dans le lien vers Kobayashi (2019), le résumé indique que "l'ammoniac peut être utilisé comme combustible, mais la combustion de l'ammoniac présente plusieurs défis, tels qu'une faible inflammabilité, une émission élevée de NOx et une faible intensité de rayonnement." Peut-être que l'article en dit plus que ça, mais il est derrière un paywall pour moi. Mais le résumé est très optimiste car l'ammoniac peut être fabriqué à partir d'hydrogène renouvelable. Vraiment ? Voir mon billet Hydrogène : Le renouvelable le plus stupide et le plus impossible.

Mais attendez, qu'en est-il de l'énergie ? L'ammoniac est un engrais créé à l'aide du processus Haber-Bosch, lauréat du prix Nobel, qui utilise une quantité énorme d'énergie pour le produire. 99 % de l'ammoniac est produit à partir de gaz naturel, le principal sous-produit étant le CO2, car l'utilisation de l'eau est 12 fois plus coûteuse, voire plus. Pourquoi ne pas simplement brûler du gaz naturel dès le départ ? Et au moins 4 milliards d'entre nous sont en vie grâce aux engrais à base de gaz naturel, comme je l'explique au chapitre 4 de Life After Fossil Fuels : A Reality Check on Alternative Energy. Vous allez donc utiliser l'ammoniac pour le transport au lieu de nourrir ~~les gens, qui seront 3 milliards de plus d'ici 2050 ?~~

Et bien que cela ne soit pas considéré comme un obstacle, ce nouveau procédé nécessite l'utilisation d'un élément extrêmement rare, le ruthénium, qui est à la fois hautement toxique et cancérigène, et l'un des éléments les plus rares sur terre. Il n'est recyclé qu'à moitié et les réserves potentielles ne s'élèvent qu'à 5 000 tonnes (et il s'agit d'un sous-produit de l'extraction d'autres métaux, qui n'est pas recherché en tant que tel). Le peu de ruthénium existant est déjà utilisé par d'autres industries, notamment dans l'industrie électronique pour les résistances des puces et les contacts électriques, pour recouvrir les anodes des cellules électrochimiques pour la production de chlore, comme catalyseur dans la production d'ammoniac et d'acide acétique, dans les cellules solaires et dans d'autres industries.

Seules 30 à 35 tonnes sont extraites par an, ce qui nécessite une grande quantité d'énergie. Après que le pétrole ait commencé à s'épuiser en 2018, il deviendra rare ou cher, ou les deux, ce qui rendra l'obtention du ruthénium plus coûteuse également. Et tout le reste sur terre d'ailleurs, d'où vient l'inflation selon vous ? De l'augmentation des prix des combustibles fossiles, bien sûr.

Pendant ce temps, seulement 176 millions de tonnes d'ammoniac sont produites par an, dont 90% sont utilisées pour les engrais, dont dépend la moitié de la production alimentaire mondiale. Mais le monde a brûlé 4,2 MILLIARDS de tonnes de pétrole en 2020, soit 23 fois plus que l'ammoniac créé. Quelqu'un pense-t-il sérieusement que nous pouvons augmenter suffisamment la production d'ammoniac pour des piles à combustible inexistantes et des véhicules pas encore fabriqués représentant des trillions de dollars et aucun système de distribution pour une substance aussi toxique, tout en évitant de faire mourir de faim la moitié de la population mondiale ?

\*\*\*

## Zaremba H (2021) Le monde pourrait-il fonctionner avec de l'azote ? oilprice.com

**Article scientifique : Nature Chemistry** La formation spontanée de N<sub>2</sub> par un complexe de diruthénium permet l'oxydation électrocatalytique et aérobie de l'ammoniac".

Les chercheurs ont découvert que "l'ajout d'ammoniac à un catalyseur métallique contenant le ruthénium, un élément semblable au platine, produisait spontanément de l'azote, ce qui signifie qu'aucun ajout d'énergie n'était nécessaire", selon le rapport de SciTechDaily.

Bien que l'ammoniac soit utilisé comme source de carburant depuis près d'un siècle, sa combustion produit un oxyde d'azote gazeux hautement toxique. Les scientifiques ont toutefois poursuivi l'idée de l'ammoniac comme source d'énergie propre, car il est abondant, facile à stocker, brûle de manière similaire au propane et n'émet pas de gaz à effet de serre. De plus, il est efficace : une pile à combustible à l'ammoniac a une densité énergétique dix fois supérieure à celle d'une batterie au lithium-ion.

La méthode découverte par l'équipe de recherche de l'université du Wisconsin peut être utilisée pour créer de l'énergie propre, ne libérant que des protons et de l'azote gazeux comme sous-produits, qui ne constituent pas une menace pour l'atmosphère. Qui plus est, le métal utilisé dans le processus peut être recyclé et réutilisé, ce qui rend le processus efficace, écologique et peu polluant. Si nous parvenons à généraliser cette technologie à l'avenir, elle pourrait constituer une avancée extrêmement prometteuse dans la lutte contre le changement climatique et dans l'effort mondial de décarbonisation de nos économies largement alimentées par le charbon et le pétrole.

*"Le monde fonctionne actuellement sur une économie de carburant au carbone", a déclaré Christian Wallen, l'un des auteurs de l'article de Nature Chemistry, cité par SciTechDaily. "Ce n'est pas une bonne économie parce que nous brûlons des hydrocarbures, qui libèrent du dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Nous n'avons pas de moyen de boucler la boucle d'un véritable cycle du carbone, où nous pourrions retransformer le dioxyde de carbone en un combustible utile."*

Une économie de l'azote pourrait être la solution pour un monde plus propre, plus vert et plus vivable à l'avenir. Les technologies émergentes et les idées originales constituent un aspect extrêmement important de la lutte pour la décarbonisation. Si les technologies éprouvées doivent être privilégiées dans la transition vers une énergie propre, car il n'y a absolument pas de temps à perdre, l'homme va devoir faire preuve de créativité pour relever l'immense défi qui l'attend, et ce à temps pour éviter les pires conséquences du changement climatique. À cette fin, le tout nouveau projet de loi américain sur l'infrastructure prévoit la création d'une toute nouvelle branche du ministère de l'énergie, appelée Office of Clean Energy Demonstrations, qui consacrera 21,5 milliards de dollars à la supervision de tout nouveaux projets pilotes visant à repousser les limites des technologies d'énergie propre nouvelles et innovantes.

**Référence : Kobayashi H et al (2019) Science et technologie de la combustion de l'ammoniac. Actes du Combustion Institute.**

▲ [RETOUR](#) ▲

### **.Le cuivre, loin de l'épuisement**

**Philippe Gauthier 27 mars 2022**

**Énergie et environnement**

Comprendre les enjeux énergétiques et leur impact sur notre monde

**Jean-Pierre : le texte semble intéressant jusqu'à ce qu'on arrive à sa conclusion : « L'idée que la croissance pourrait s'arrêter d'elle-même sous peu, faute de ressources métalliques, apparaît très mal fondée ». Nous sommes en présence d'une phrase volontairement mal formulée qui induit en erreur les lecteurs. De quelle croissance parle-t-il ? Économique ? 1) Il ne fait aucun doute que la croissance économique va**

s'arrêter puisqu'elle est déjà arrêtée depuis un bon bout de temps (2000). Nous devons la croyance que l'économie est en croissance aux nombreux maquillages de chiffres des gouvernements. 2) Même cette fausse croissance économique (par maquillage de chiffres) va s'arrêter faute de ressources ÉNERGÉTIQUES. Et cela, Philippe Gauthier le sait.

Les réserves mondiales de cuivre seront-elles réellement épuisées dans 31 ans, comme on le lit parfois? Bien que les ressources minérales ne soient évidemment pas illimitées, ces spéculations ne reflètent aucunement l'état actuel de la recherche géologique. Nous ne serons pas à court de cuivre, comme de la plupart des autres métaux, dans un avenir prévisible. **Les enjeux de rareté ne portent pas sur l'état des stocks, mais sur le débit de production.** Il y a assez de cuivre dans le sous-sol, mais le rythme d'extraction ne suit pas le rythme de la demande.

### Des données douteuses et anciennes

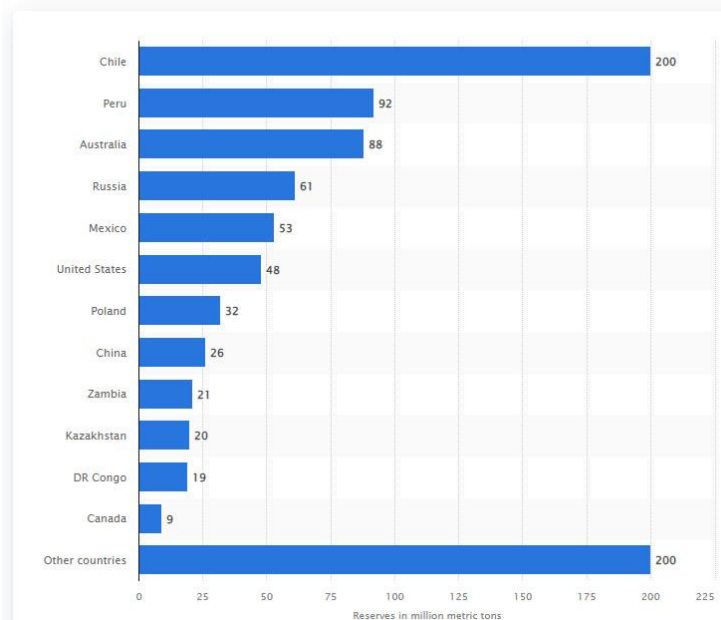
D'abord, d'où vient cette histoire des 31 années de réserves? On la retrouve notamment sur le Planétoscope de consoGlobe. Les statistiques qu'on y retrouve sont assez confuses et sont un mélange de données relativement récentes (2018) et d'autres, passablement dépassées, dont certaines remontent à 2002. Il y a aussi une certaine incohérence des mesures, certaines étant comptabilisées en milliers de tonnes, d'autres en tonnes métriques, d'autres en tonnes impériales « courtes ».

En gros, on en arrive au chiffre de 31 ans en divisant un « stock » (le mot a son importance) de 490 millions de tonnes par la consommation d'une année non précisée, mais déjà ancienne, puisqu'elle est implicitement estimée à 15,8 millions de tonnes. Il faut remonter avant 2010 pour trouver des niveaux de production aussi bas. Autrement dit, si ces chiffres de 2010 environ étaient vrais, il ne resterait plus que 19 ans de « stock ».

### Réserve et ressource

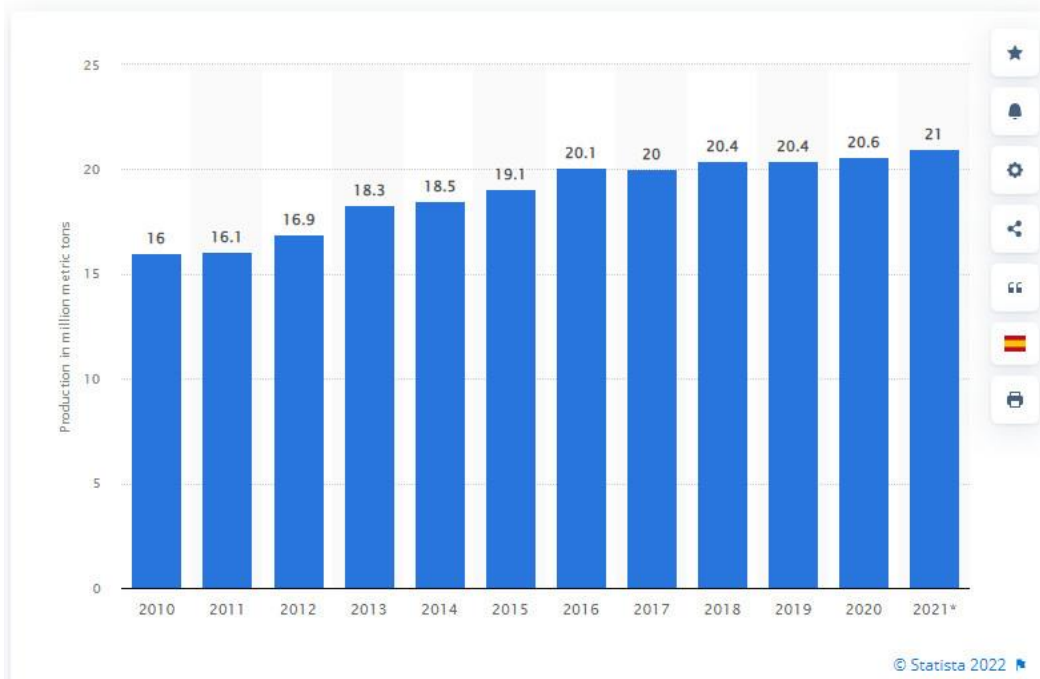
Réglons d'abord cette question du « stock ». Les géologues n'utilisent généralement pas ce terme. Ils parlent plutôt de la « ressource » identifiée sommairement lors de l'exploration. La recherche s'attache ensuite à préciser l'emplacement exact du minerai et sa teneur, ainsi que les moyens qui pourraient être mis en œuvre pour l'exploiter. Au terme de ce processus, la « ressource » est reclassée comme «réserve». **Le travail des géologues se limite donc pas à découvrir de la ressource, mais aussi à la transformer en réserve au fur et à mesure des besoins.**

Reserves of copper worldwide in 2020, by country  
(in million metric tons)



## Total copper mine production worldwide from 2010 to 2021

(in million metric tons)

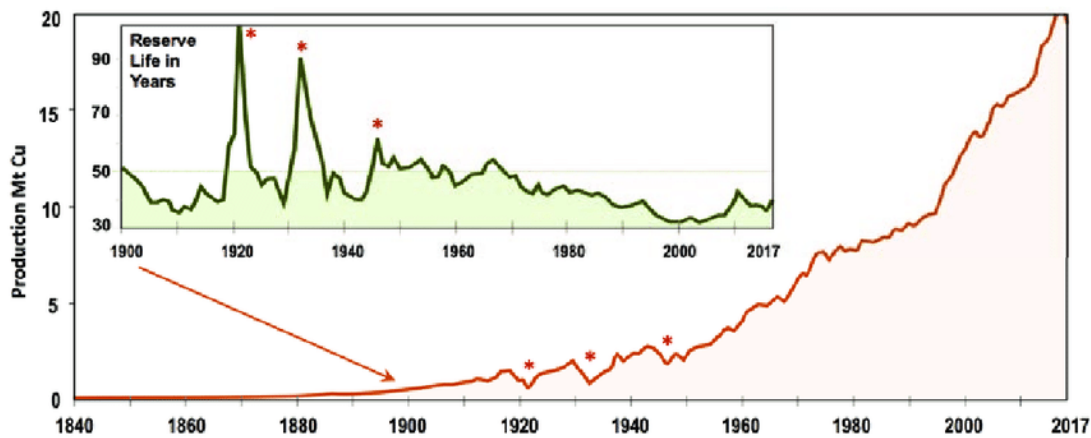


Selon Statista, la **réserve** mondiale de cuivre en 2020 était de 869 millions de tonnes de cuivre. La production mondiale en 2021 était de 21 millions de tonnes. Ceci correspond donc à 41,4 années de réserves, une douzaine d'années après la prédiction selon laquelle il n'en resterait plus que 31. De toute évidence, les géologues n'ont pas chômé et beaucoup de ressources ont été reclassées en réserves, ce que les journalistes et trop d'analystes ignorent.

## HISTORICAL COPPER RESERVES VS. COPPER ANNUAL PRODUCTION

in million tonnes (USGS, 2018)



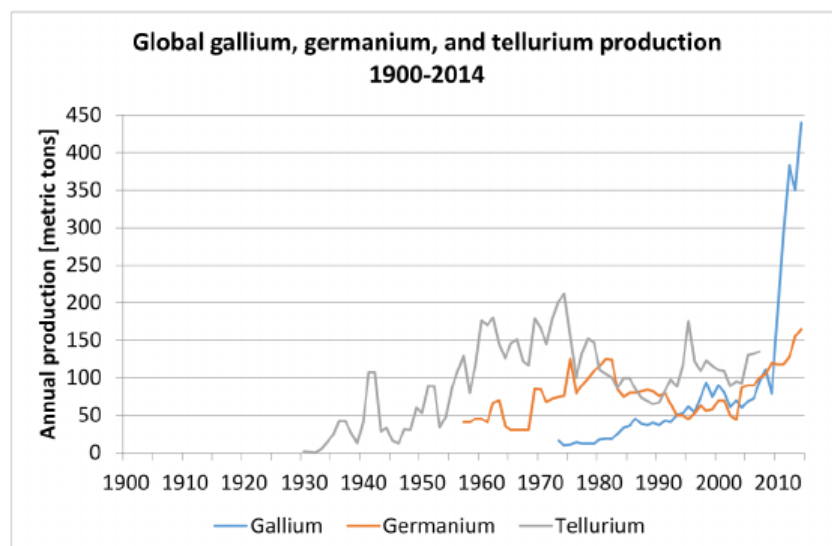


Le phénomène ne devrait pas surprendre. Les réserves sont évaluées entre 30 et 50 années de production depuis environ 120 ans que des statistiques existent. Pourtant, la production a augmenté de 4000 % sur cette période. En 1910, par exemple, les réserves étaient évaluées à environ 35 ans, alors que la production mondiale annuelle était inférieure à un million de tonnes. En 2000, elle était évaluée à un peu plus de 30 ans alors que la production annuelle était de 12 millions de tonnes.

C'est que la ressource est loin d'être rare. D'après le chercheur Antonio Arribas, pas moins de 2 710 millions de tonnes de cuivre ont été identifiées comme ressource depuis 1950. Le US Geological Survey (l'agence géologique américaine) estime qu'environ 700 millions de tonnes de cuivre ont été extraites dans l'histoire de l'humanité et que les gisements identifiés en contiennent 2 100 tonnes supplémentaires. Les gisements non encore découverts pourraient représenter 3 500 millions de tonnes de plus. L'épuisement n'est donc pas pour demain.

## Les mauvaises estimations pullulent

La conclusion est claire : prédire l'épuisement d'un minéral en divisant la réserve connue par le rythme de production est une méthode fautive, parce qu'en réalité, la réserve n'est pas un chiffre fixe, mais une donnée qui est sans cesse réévaluée. Il n'en reste pas moins que cette approche invalide est employée partout, y compris dans de bonnes publications. Arribas donne l'exemple de la revue *New Scientist* de mai 2007, qui prévoyait par exemple l'épuisement du platine en 2022. Pourtant, entre 2007 et 2017, la réserve n'a baissé que de 2,8 % en dépit d'un rythme de production de 2 000 tonnes par année. La même source indiquait un risque d'épuisement de l'indium entre 2012 et 2017, alors que ce minéral est encore présent dans chaque téléphone et chaque écran plat vendus sur le marché.



Les meilleurs chercheurs se laissent prendre au piège. En 2007, Ugo Bardi, auteur d'un excellent rapport sur les mines au Club de Rome en 2013, a publié un texte annonçant le pic de production de pas moins de onze minéraux importants. Une vérification rapide m'a permis de constater que dix de ces onze pics ont été dépassés depuis, parfois largement. Par exemple, Bardi jugeait que la production de gallium avait plafonné en 2002, à environ 85 tonnes par année. Or, les données montrent que la production atteignait près de 450 tonnes dès 2014. Ce métal est extrait de la bauxite, le minerai dont on tire l'aluminium. Le potentiel de production serait d'environ 2 100 tonnes par année, mais la demande n'est pas forte à ce point. Dans une conversation privée que j'ai eue avec lui, Ugo Bardi a admis avec le recul que les méthodes de projection utilisées il y a 15 ans ne fonctionnaient pas.

## En conclusion

Pour en revenir au dossier du cuivre, on constate que la ressource est abondante et que la réserve se maintient. La production annuelle de cuivre est passée de 16 millions de tonnes en 2010 à 21 en 2021. Le pic du cuivre apparaît donc lointain. D'autant plus que ces chiffres ne concernent que la production de cuivre neuf, d'origine minière. Aux États-Unis, 44 % du cuivre utilisé serait issu du recyclage, selon l'USGS. Dans le monde, la production de cuivre recyclé serait de l'ordre de 4 millions de tonnes par année, portant la disponibilité totale du cuivre à environ 25 millions de tonnes.

Les tensions sur le cuivre viennent du fait que la demande augmente encore plus rapidement que la production. Il est clair que nous ne pourrions pas tout faire en même temps : produits électriques traditionnels, moteurs de voitures électriques, bobines d'induction pour éoliennes... Cela ne signifie toutefois pas que le métal est au bord de l'épuisement, ou que tout usage va s'arrêter. Une grande éolienne, par exemple, consomme environ 6 tonnes de cuivre. Si on construisait un million d'éoliennes par année dans le monde (un nombre fabuleux, que personne ne vise) cette production n'utiliserait même pas le quart du cuivre disponible annuellement.

Le cuivre demeure une ressource non renouvelable et sera donc épuisé un jour. On peut légitimement se demander combien de temps notre civilisation industrielle pourra maintenir sa croissance. Mais chose certaine, le pic de production, tout comme le jour de l'épuisement définitif, est encore lointain. L'idée que la croissance pourrait s'arrêter d'elle-même sous peu, faute de ressources métalliques, apparaît très mal fondée.

## Sources :

- [Planetoscope sur le cuivre](#)
- Arribas, Antonio, [Making the Case for More, and More Practical, Economic Geology Education: The Point of View of an Exploration Geologist](#), SEG Newsletter, avril 2018.
- US Geological Survey, [How much copper had been found in the world?](#)
- Bardi, Ugo et Pagani, Marco. [Peak Minerals](#). The Oil Drum : Europe. 15 octobre 2007.

▲ [RETOUR](#) ▲

**Recension : pourquoi détruit-on la planète ?**

29 mars 2022 / Par biosphere



le point de vue des écologistes



La synthèse suivante met l'accent sur la problématique démographique. Bien entendu le livre de Thierry Ripoll est bien plus riche, croisant différentes disciplines sensibles à l'approche évolutionnaire. Son fondement théorique consiste à montrer que les difficultés que nous rencontrons pour gérer la crise environnementale réside dans le fait que notre cerveau, adapté à l'environnement de l'époque Paléolithique, n'est pas adapté à gérer l'environnement dans lequel nous vivons aujourd'hui. ~~Il nous faudra un sursaut de conscience pour réagir~~, et le temps presse.

**Thierry Ripoll** : Toutes les espèces animales tendent à croître autant qu'elles le peuvent, notre obsession de la croissance économique n'en est qu'une expression particulière. Elles ne cessent de le faire que lorsque la surexploitation de leur écosystème leur impose de décroître ou de disparaître. Si je pense que la réduction de notre consommation individuelle est la priorité, je ne pense pas qu'on puisse continuer d'ignorer la question démographique. Qu'y a-t-il de si monstrueusement

inhumain dans l'acceptation du fait que se reproduire n'est pas une fin en soi ? Quelle différence y aurait-il de préférer que l'on soit 10 ou 15 milliards plutôt que 2 ou 5 ? L'expansionnisme de l'espèce a-t-il des vertus particulières ? Rappelons que pendant une grande partie de l'existence du genre Homo, sa population était de l'ordre de 10 000 individus. Il y a 50 000 ans, nous étions à peu près 1,5 millions. Dès le néolithique, la population va croître de façon exponentielle, pire encore ces dernières années. Depuis les cinquante dernières années, notre population a davantage cru que durant les 300 000 années d'existence de notre espèce, d'où le terme de « grande accélération » : 1,6 milliards en 1900, 2,5 milliards en 1950, 6,1 milliards en 2000 et 7,8 milliards en 2021. La densité humaine a évolué en proportion : 1 habitant pour 3 300 hectares au paléolithique, 1 pour 10 hectares au néolithique, 1 pour 10 ha à l'âge de fer et 1 pour 2 ha aujourd'hui. A cela il faudrait encore ajouter les milliards d'animaux domestiques (d'élevage ou de compagnie) qui constituent une sorte d'extension de l'espèce humaine et qui jouent un rôle considérable dans le déséquilibre du système Terre.

Mais cette croissance démographique vertigineuse ne nous saute pas aux yeux parce que nous sommes dans l'incapacité cognitive d'en saisir la brutalité. Nous souffrons d'un biais qui nous empêche de saisir les trajectoires exponentielles ; rien dans l'expérience personnelle de nos brèves vies ne permet d'en faire l'expérience concrète. Bien souvent la prise de conscience est très tardive et intervient à un moment où il n'est plus possible de contrôler le phénomène. Nos logiques économiques qui paraissent rationnelles à court terme peuvent se révéler absurdes sur le long terme. Par exemple tous les gouvernements tentent de stimuler la croissance démographique car ce sont les actifs en France qui permettent de financer les pensions des retraités. Mais comme les actifs d'aujourd'hui seront les retraités à venir, le mouvement doit être toujours croissant, faire des enfants pour payer les retraites à venir... mais jusqu'à quand ? Cela dit, pour n'importe quel écologue, il est clair qu'aucun système naturel en équilibre n'est capable d'absorber sans déstabilisation majeure la prolifération d'une espèce, qui plus est d'une espèce aussi productrice et consommatrice d'énergie que la nôtre.

Une modification de notre comportement peut-elle avoir un effet sur la préservation du bien commun ? L'impact d'un individu est globalement d'un dixième si la communauté comprend 10 personnes. Le problème est que nous sommes près de 8 milliards d'humains sur la planète. Mon impact est donc de 1 sur 8 milliards : epsilon. Non seulement nous sommes trop nombreux pour pouvoir échanger directement, mais surtout nous percevons qu'une modification même significative de notre propre comportement n'aura guère d'impact. Il s'agit du problème de l'incommensurabilité entre l'action individuelle et l'action collective. Ce type de raisonnement est un grand classique de l'alibi que nous nous donnons pour continuer de consommer comme d'ordinaire et de participer ainsi activement à la destruction du bien commun. Or l'évolution nous a dotés d'un cerveau aux capacités telles qu'il est désormais dangereux d'obéir au déterminisme biologique le plus universel qui soit : croître et se reproduire. Nous ne pouvons plus aujourd'hui nous comporter comme des rats proliférant sans conscience sur l'île qu'ils ont colonisée. La prise de conscience de l'absurdité de la croissance, tant économique que démographique, devrait nous conduire à nous libérer du joug imposé par les forces évolutives.

Il y a une forte rationalité dans le fait de considérer que mettre un enfant de plus au monde contribue à accentuer sa propre empreinte écologique, c'est une évidence incontestable. Nous disposons de deux leviers d'action en vertu de la loi de Ehrlich  $I = P \times A \times T$ . Pour un impact écologique (I) donné, le niveau individuel de consommation et de richesse (A) ne peut s'accroître que si la population (P) diminue et/ou si l'efficacité technologique (T) augmente. Le levier technico-scientifique doit être poursuivi non plus dans l'objectif de la croissance économique, mais dans celui d'améliorer nos conditions de vie à l'intérieur des limites imposées par la nécessité de préserver la planète. Le second levier, sujet tabou s'il en est, est celui de la démographie qu'il convient de traiter rationnellement et sans a priori. Pas question d'opposer de manière caricaturale les partisans d'une absence totale de contrôle démographique et les malthusiens. On peut fort bien envisager un contrôle démographique qui ne verse ni dans l'élitisme, l'eugénisme ou le racisme. Car il n'y a pas de secret. La production de richesses étant tributaire des ressources limitées de notre écosystème, la part qui revient à chaque individu est nécessairement fonction du nombre d'humains. Faute de contrôle démographique, c'est à un effondrement démographique de grande ampleur qu'il faut s'attendre, tel qu'on l'observe chez toutes les espèces qui se reproduisent jusqu'au point de rupture dans un écosystème limité. Mais pour réguler la population humaine, deux impératifs doivent être selon moi respectés. Tout contrôle démographique doit être démocratiquement approuvé et ce contrôle doit s'appliquer de manière identique pour tous.

Nb : Texte recomposé à partir des pages 19, 93, 99, 135, 141, 220 et plus, 233.

**Source : *Pourquoi détruit-on la planète ?*** Le cerveau d'Homo sapiens est-il capable de préserver la Terre ? (éditions Le Bord de l'Eau, 2022)

## **Pourquoi manifester quand on n'a plus d'avenir**

Quelques milliers de lycéens et d'étudiants ont défilé à Paris le vendredi 25 mars lors d'une journée internationale de grève à l'appel du mouvement de Greta Thunberg, *Fridays for Future*.

Audrey Garric : Il y a alors urgence, pour ces jeunes, à remettre au centre du débat le climat, éclipsé par deux ans de pandémie, une élection présidentielle centrée sur les questions de pouvoir d'achat et, désormais, la guerre en Ukraine... À leurs yeux, l'élection présidentielle n'est toutefois pas une fin en soi. Dans un mouvement où beaucoup de participants sont mineurs, la stratégie est désormais de montrer qu'« *on peut mener des combats sans attendre le droit de vote. Si on se contente de lire les rapports scientifiques, on se terre dans notre chambre et on pleure.* »

**Point de vue des écologistes** : Le problème n'est pas le faible nombre de participants, l'écume des jours (pandémie, Ukraine, prix de l'essence...) empêche de penser au long terme. **Adultes ou jeunes, peu de monde est prêt à choisir la sobriété.** Le problème de fond, c'est que les [commentaires sur lemonde.fr](#), pourtant postés par des gens prétendument intelligent puisque abonnés au MONDE, sont plus nombreux à critiquer les jeunes manifestants qu'à comprendre leurs angoisses face à leur avenir. Tous ceux qui ont écrit contre les jeunes ne seront sans doute plus là pour payer les conséquences de leur refus de voir et de faire ! Voici un florilège d'une opposition qui ne devrait pas être.

**Zaza** : Tant qu'un quarteron de gauchistes admirateurs d'extinction rébellion formera quelque part (de préférence à Paris, bien sûr) une procession de Philippulus catastrophistes, on peut compter sur Planète pour mobiliser un journaliste (Audrey Garric, au hasard).

**LJB** : Je suis surpris et peiné du sarcasme que ces manifestations suscitent dans les commentaires de cet article. Zaza si qqun est à blâmer ce sont les partis politiques qui n'ont pas réussi à construire un projet à la hauteur des enjeux, et ce depuis 20 ans. On en vient à souhaiter de doubler les droits de vote pour ceux qui seront encore de ce monde en 2050 – dont je ne suis probablement pas.

**Waltho** : Avant de saluer cette mobilisation en faveur du climat, j'aimerais être sûr que ces jeunes sont attachés à la démocratie. On a trop vu d'actions violentes et minoritaires au nom de l'urgence climatique. Le camp du bien s'exonère bien trop facilement des règles élémentaires de la démocratie

**D Pesce** : Je pense Waltho que vous confondez ... les manifestations en Corse n'ont rien à voir avec le climat. Plus généralement tous les mouvements autour de l'écologie sont parmi les plus démocratiques ... essayer de les discréditer sur ce point est ignominieux vu l'urgence de la situation.

**Vindusud** : Entre se promener avec les copines et aller en cours il n'y a pas à hésiter surtout si il fait beau. Ils ont tous un portable et ce soir au chaud à la maison avec le repas préparé ou un tour au Mac Do. Qui paye les gentils organisateurs pour organiser les promenades de ces adolescents nantis?

**Gilles SPAIER** : Comme d'habitude, les commentateurs aigris et ronchons vitupèrent sur les jeunes qui ont d'autres préoccupations qu'eux. « Y'a plus de respect », « de mon temps » etc..Difficile d'avoir la même vision des choses à 20 ans et à 60 ans avec un monde en évolution aussi rapide. Ma seule certitude est que toutes les études scientifiques actuelles sur le climat leur donnent raison. L'inquiétude qu'ils expriment est scientifiquement fondée.

**Mendo** : Feraient mieux de bosser pour inventer les énergies propres du futur. Et de moins utiliser leurs téléphones (ça brûle de l'énergie et des métaux rares). Les enfants de bourgeois bobo promettent d'être encore plus gratinés que leurs parents.

**Isa** : Mendo, les élèves ingénieurs sont maintenant très sensibles à ces questions et ils sont de plus en plus nombreux à mobiliser leurs compétences dans tous les champs applicable pour améliorer la situation. Mais voilà, leur formation fait qu'ils sont aussi bien conscient qu'« inventer l'énergie propre du futur », la développer et la déployer ça prend du temps. Temps que nous n'avons plus. Lois de la physique climatique étant ce qu'elles sont, les échéances (et les premières conséquences) climatiques commencent à arriver. Si les problèmes énergie/climat vous intéresse documentez vous sur le sujet (eg les excellentes vidéos de Rodolphe Meyer). Lisez les documents nationaux de référence que sont la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) et le Plan National d'Adaptation au Réchauffement Climatique (PNACC) ou votre PCAET local pour comprendre que ces jeunes ont raison. Diminuer les émissions maintenant c'est un investissement pour avoir plus de temps pour trouver « l'énergie propre du futur ».

**jea.vie** : On espère que ces braves jeunes ont abandonné définitivement le smartphone, les trajets en voiture et en avion, la viande etc. Avant de demander à l'état d'être exemplaire il vaut mieux l'être soi même, sinon, tout ça c'est bidon.

**Zab** : à bientôt 80 ans, je suis du côté de mes petits enfants. Cela fait des années que les scientifiques tirent la sonnette d'alarme. Il est tard en effet. Mais tous ceux qui ont écrit contre les jeunes ne seront plus là pour payer les conséquences de leur refus de voir et de faire!

**Kernuizière** : Il aurait été plus objectif de remplacer « les » manifestants du titre par « des ». On peut aussi se demander si un des risques pour la planète ne serait pas aussi la guerre à nos portes, et pas dans dix ans. La politique, ce sont des dizaines de problématiques qu'il faut considérer. Le climat en est une, mais hélas pas la seule !

**Mowglie** : La guerre en Ukraine a commencé le 24 février 2022. Le sommet de Rio a eu lieu en 1992. Cela fait donc 30 ans que les scientifiques tirent la sonnette d'alarme. Vous pensez que l'actualité des 30 derniers jours justifie 30 ans d'inaction?

**lecteur assidu** : La moitié des enfants ont fui l'Ukraine occupée et trois enfants gâtés manifestent à Paris pour qui ? Je vous laisse deviner.

**Isa :** C'est fou le nombre de personnes qui se satisfont de décrédibiliser les porteurs d'un message plutôt que d'en discuter du fond. Les jeunes que je connais sont \*à la fois\* actifs pour l'Ukraine et pour le climat il sont conscients du monde qui les entoure et des risques à court et à long terme qu'ils vont avoir à gérer. Etre capable d'anticiper et traiter à leur bon niveau de priorité les actions urgentes aux conséquences immédiates et les actions urgentes aux conséquences futures est une qualité fort utile et est un signe d'intelligence. Or les projections climatiques montrent que les émissions des 50 prochaines années, auront des conséquences bien plus importante en terme de déplacement de population et que nous ne pourrons plus rien y changer pour des raisons physiques. Accessoirement, si notre dépendance aux énergies fossiles avaient été traitée correctement pour des raisons climatique, nos capacités d'actions en Ukraine seraient bien différentes.

▲ [RETOUR](#) ▲

## **.Le nombre de morts aux États-Unis s'élève à 14,6 millions alors que la nouvelle grippe aviaire se propage comme une traînée de poudre dans le monde entier**

le 28 mars 2022 par Michael Snyder



Aux États-Unis et dans le monde entier, des millions et **des millions de poulets et de dindes meurent** à cause d'une nouvelle peste aviaire absolument effrayante. Compte tenu du fait que les réserves alimentaires mondiales sont devenues extrêmement limitées et que même Joe Biden admet que des pénuries alimentaires sont imminentes, nous n'avons certainement pas besoin de cela en ce moment. Le tout premier cas confirmé d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) dans un troupeau commercial aux États-Unis a été confirmé le 8 février et, en moins de deux mois, il s'est propagé à des installations dans tout le pays. Malheureusement, nous venons d'apprendre qu'elle a même atteint le premier État producteur de dindes de tout le pays...

*Pour la première fois, la présence de l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) a été confirmée dans le Minnesota, le premier État producteur de dindes du pays, ont déclaré des responsables agricoles au cours du week-end. Quelque 14,6 millions d'oiseaux des troupeaux domestiques sont morts de l'IAHP ou lors de l'abattage des troupeaux infectés pour réduire la propagation de la maladie virale cette année.*

Pour moi, ce bilan est extrêmement alarmant.

En moins de deux mois, plus de 14 millions de poulets et de dindes aux États-Unis ont déjà été décimés par ce fléau.

Si la situation est déjà aussi grave, à quoi ressemblera le nombre total de morts dans six mois ?

Un expert interrogé par NBC News a déclaré qu'il s'attendait à une "explosion" de nouveaux cas dans les semaines

à venir...

*Selon Henry Niman, un virologue et biochimiste de Pittsburgh qui a suivi l'évolution de la grippe aviaire, les mesures prises pourraient ne pas suffire à enrayer la propagation du virus. Il s'attend à une "explosion" des cas de grippe aviaire chez les oiseaux dans les semaines à venir.*

*"Je pense que cette épidémie sera probablement plus importante que celle de 2015", a-t-il déclaré, notant que la maladie est déjà répandue dans d'autres régions du monde, comme l'Europe et le Canada.*

S'il a raison, nous sommes potentiellement confrontés à une véritable catastrophe nationale.

Bien sûr, les États-Unis ne sont pas les seuls à être confrontés à ce problème. Au Canada, l'IAHP a maintenant été confirmée dans le sud de l'Ontario ...

*L'Agence canadienne d'inspection des aliments affirme que la grippe aviaire a été découverte dans une ferme avicole du sud de l'Ontario.*

*L'agence indique que la ferme est soumise à une quarantaine stricte, et l'ACIA établit des contrôles de mouvement et recommande une biosécurité plus élevée dans les fermes voisines.*

L'Europe et l'Asie sont également très durement touchées. Par exemple, un nouveau foyer vient d'être détecté dans une grande installation en Bulgarie...

*Un foyer de grippe aviaire dans une exploitation bulgare comptant plus de 177 000 poules pondeuses a contraint les autorités à commencer à abattre le reste du troupeau, a indiqué lundi l'agence de sécurité alimentaire du pays.*

*Le foyer de la ville d'Asenovgrad est la sixième ferme industrielle touchée par la grippe aviaire hautement pathogène de type A dans le sud de la Bulgarie depuis décembre.*

En lisant cet article, vous vous demandez peut-être ce que ce fléau va faire au prix du poulet et au prix de la dinde.

Il va sans dire que nous nous dirigeons vers un territoire sans précédent. Il suffit de voir ce qui est arrivé au prix des ailes de poulet en une seule semaine...

*Selon le National Retail Report de l'USDA, les ailes de poulet coûtaient en moyenne 3,82 dollars la livre la semaine dernière, contre 2,99 dollars la semaine précédente et 2,54 dollars l'année dernière.*

Normalement, les Américains mangent une énorme quantité de poulet et une énorme quantité de dinde.

Mais maintenant que nous sommes confrontés à des pénuries potentielles et à des prix beaucoup plus élevés, le poulet et la dinde pourraient bientôt être considérés comme des "viandes de luxe".

Pendant toute notre vie, la plupart d'entre nous ont pu considérer comme acquise la viande extrêmement bon marché. Elle était toujours présente dans les épiceries quand nous le voulions, et avant ces deux dernières années, je ne me souviens pas avoir entendu parler de pénurie.

Mais aujourd'hui, tout est en train de changer.

Au début, les consommateurs américains étaient prêts à absorber des prix plus élevés alors que l'inflation commençait à ravager notre économie, mais nous commençons maintenant à assister à un changement...

*Jusqu'à récemment, les ménages américains ont surtout absorbé la hausse des prix de tout, du café au poulet en passant par les vêtements, ce qui a permis aux entreprises de maintenir des marges bénéficiaires importantes malgré la hausse des intrants. Mais cela ne signifie pas que les consommateurs étaient heureux de payer plus pour les mêmes biens, ce qui explique pourquoi l'indice de sentiment de l'Université du Michigan s'est régulièrement détérioré pour atteindre son niveau le plus bas depuis 2011.*

Un voyage à l'épicerie devient de plus en plus pénible pour la plupart des Américains.

Si vous y êtes allé récemment, vous savez exactement de quoi je parle.

Mais l'inflation alimentaire que nous avons constatée jusqu'à présent n'est que la partie émergée de l'iceberg.

Espérons simplement que ce nouveau fléau de la grippe aviaire reste uniquement chez les oiseaux. Selon le site officiel du CDC, le taux de mortalité du H5N1 chez l'homme peut être extrêmement élevé...

Depuis novembre 2003, plus de 700 cas d'infection humaine par le virus H5N1 d'origine asiatique ont été signalés à l'OMS, principalement dans 15 pays d'Asie, d'Afrique, du Pacifique, d'Europe et du Proche-Orient. L'Indonésie, le Vietnam et l'Égypte ont signalé le plus grand nombre de cas humains d'IAHP H5N1 asiatique à ce jour.

*Le premier rapport d'une infection humaine par le H5N1 asiatique sur le continent américain a été fait au Canada le 8 janvier 2014 et est survenu chez un voyageur revenant récemment de Chine. Bien que les infections humaines par ce virus soient rares, environ 60 % des cas sont morts.*

La bonne nouvelle est que les autorités nous disent qu'il est "peu probable" qu'une souche capable de se propager largement parmi les humains émerge.

Mais je pense qu'il est intéressant de noter que le CDC a déjà "produit un virus vaccinal candidat à titre de précaution"...

*Mais le H5N1 a un taux de mortalité très élevé, et plus la vague d'épidémies est longue et importante, plus il y a de chances qu'il mute en une souche plus infectieuse pour l'homme. Les autorités sanitaires américaines surveillent donc de près la situation.*

*Le CDC a également produit un virus vaccinal candidat à titre de précaution.*

Il va sans dire que ce nouveau fléau de la grippe aviaire qui tue des millions de poulets et de dindes n'est qu'une pièce du puzzle.

**La vérité est que nous sommes au milieu d'une "tempête parfaite" dont la taille et l'ampleur ne cessent de croître.**

J'ai récemment entendu un agriculteur me dire que beaucoup de personnes dans son secteur ont une peur bleue de cette grippe aviaire.

Une fois qu'elle est détectée dans une installation, tous les oiseaux doivent être abattus.

Si cela se produit, cela peut être financièrement catastrophique pour une exploitation.

Je vais suivre de très près cette histoire, car elle est très importante.

Bien sûr, il se passe tellement de choses importantes en ce moment, et je m'attends à ce que les événements mondiaux s'accroissent encore plus pendant le reste de l'année 2022.



## **Le rouble, le dollar et le prix de l'or - Qui gagne vraiment la partie d'échecs économique ?**

par Michael Snyder le 29 mars 2022



La Russie vient de prendre des mesures qui vont changer à jamais le système financier mondial. Lorsque le conflit en Ukraine a éclaté, les États-Unis ont immédiatement tenté de faire chuter la valeur de la monnaie russe. Ces tentatives ont été couronnées de succès pendant quelques jours, mais aujourd'hui, la valeur du rouble par rapport au dollar américain est presque revenue au niveau où elle était avant le début de la guerre. Cela a stupéfié de nombreux experts, car ils pensaient que les sanctions américaines allaient paralyser la Russie. Et que s'est-il passé ? Eh bien, il s'avère que les Russes ont fait quelques manœuvres très astucieuses qui ont retourné la situation contre l'administration Biden.

Tout d'abord, la Russie a commencé à exiger d'être payée en roubles lorsqu'elle vend du gaz naturel à des nations non amies. De nombreux pays d'Europe occidentale sont assez mécontents de cette décision, mais ils n'ont pas vraiment le choix, car ils sont extrêmement dépendants du gaz russe. Donc, à partir de maintenant, les puissances occidentales vont être obligées de contribuer à soutenir la valeur du rouble...

*La Russie veut que les "pays inamicaux" paient le gaz naturel russe en roubles. C'est la nouvelle directive du président Vladimir Poutine, qui tente de tirer parti des ressources très demandées de son pays pour contrer un barrage de sanctions occidentales.*

*"J'ai décidé de mettre en œuvre [...] une série de mesures visant à convertir en roubles russes les paiements - nous allons commencer par cela - pour nos fournitures de gaz naturel à des pays dits*

*inamicaux", a déclaré M. Poutine lors d'une réunion gouvernementale télévisée, ajoutant que la confiance dans le dollar et l'euro avait été "compromise" par la saisie d'actifs russes par l'Occident.*

Deuxièmement, les Russes ont décidé que les dollars américains ne seraient plus acceptés comme paiement pour tout ce qu'ils vendent à d'autres nations. Pavel Zavalny, le chef du parlement russe, déclare que la monnaie américaine "a perdu tout intérêt pour nous"...

*L'argument principal de Zavalny est bien plus intéressant, même s'il a été largement négligé. Si d'autres pays veulent acheter du pétrole, du gaz, d'autres ressources ou quoi que ce soit d'autre à la Russie, a-t-il dit, "qu'ils paient soit en monnaie forte, et c'est de l'or pour nous, soit en payant comme il nous convient, c'est la monnaie nationale."*

*En d'autres termes, la Russie est heureuse d'accepter votre monnaie nationale - yuan, lire, ringgits ou autre - ou roubles, ou "monnaie forte", et pour eux, cela ne signifie plus des dollars américains, mais de l'or.*

*"Le dollar cesse d'être un moyen de paiement pour nous, il a perdu tout intérêt pour nous", a ajouté M. Zavalny, estimant que le billet vert ne vaut pas mieux que des "papiers de bonbons".*

C'est énorme, mais les médias d'entreprise aux États-Unis n'en parlent pas beaucoup.

Les Russes ne se contentent pas de dire qu'ils ne reconnaissent plus le dollar américain comme la monnaie de réserve du monde.

Ce serait déjà assez grave.

À ce stade, ils disent en fait qu'ils n'accepteront plus du tout le dollar américain comme moyen de paiement.

Wow.

Troisièmement, la banque centrale de Russie a fixé la valeur du rouble au prix de l'or pour au moins les trois prochains mois...

*La banque centrale russe va recommencer à acheter de l'or aux banques et paiera un prix fixe de 5000 roubles (52 \$) par gramme entre le 28 mars et le 30 juin, a déclaré la banque vendredi.*

Mais vous n'entendrez pas parler de cela sur CNN ou MSNBC.

C'est une décision qui pourrait potentiellement tout changer.

Il fut un temps où la valeur du dollar américain était liée à l'or, ce qui a permis au dollar américain de devenir la monnaie dominante sur toute la planète.

Mais Nixon nous a retiré de l'étalon-or au début des années 1970, et depuis, les choses se sont emballées.

Aujourd'hui, la Russie a lié la valeur du rouble au prix de l'or, et beaucoup pensent que cela va vraiment bouleverser les choses...

*"Cela me rappelle ce que les États-Unis ont fait au milieu de la Grande Dépression. Pendant les 40 années suivantes, le prix de l'or a été rattaché au dollar américain à 35 dollars. Il y a un précédent à cela. Cela me porte à croire que l'intention de la Russie serait que la valeur du rouble soit directement liée à la valeur de l'or", a déclaré Everett Millman, expert en métaux précieux de Gainesville Coins, à Kitco*

*News. "Fixer un prix fixe du rouble par gramme d'or semble être l'intention. C'est assez important lorsqu'il s'agit de savoir comment la Russie pourrait chercher des fonds et gérer le financement de sa banque centrale en dehors du système du dollar américain."*

D'autres pensent que cette décision va créer une grande instabilité dans le système financier mondial.

Par exemple, Tom Luongo prévient que les événements suivants pourraient bientôt se produire...

**1 :** A 1550 \$ l'once, l'effet de premier ordre est que cela implique un taux RUB/USD d'environ 75. Cela incite ceux qui détiennent des RUB à continuer et ceux qui en ont besoin à faire monter les prix par rapport aux niveaux actuels.

**2 :** Cela crée une boucle d'incitation positive pour ramener le rouble aux niveaux d'avant-guerre. Ensuite, les effets du marché prennent le relais, car la demande de roubles devient structurelle, en fonction de la balance commerciale de la Russie.

**3 :** Une fois que cela se produit et que le RUB/USD tombe en dessous de 75, alors le prix de l'or en USD augmente structurellement, vidant les marchés de l'or papier et faisant s'effondrer le système financier basé sur l'or hypothéqué/à effet de levier. Nous sommes maintenant dans la phase d'arbitrage que @Lukegromen a postulé avec 1000 barils/oz.

Le temps nous dira si Luongo a raison ou s'il a tort.

Mais il ne fait aucun doute que les choses ne se sont pas déroulées comme l'espéraient les responsables de l'administration Biden.

Ils avaient espéré que les sanctions américaines écraseraient le rouble, le système financier russe et l'ensemble de l'économie russe.

Au lieu de cela, les Russes ont réussi à soutenir la valeur du rouble et ont pris des mesures qui menacent directement la domination du dollar américain.

Quelle que soit l'issue des pourparlers de cessez-le-feu, je m'attends à ce que les États-Unis et la Russie poursuivent ce conflit économique dans un avenir prévisible.

En fin de compte, cela sera mauvais pour nos deux nations.

Et comme l'histoire l'a montré, les conflits économiques ont tendance à se transformer en guerres armées bien trop souvent. Inutile de dire que nous ne voulons absolument pas d'une telle guerre avec la Russie.

Les dirigeants des deux parties devraient s'efforcer de trouver des moyens de parvenir à la paix et de réparer les énormes dégâts qui ont déjà été causés.

Malheureusement, tout le monde semble vouloir poursuivre l'escalade, ce qui devrait nous alarmer profondément.

▲ [RETOUR](#) ▲

**« La paix à portée de main ? »**

par [Charles Sannat](#) | 30 Mars 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Je vais insister dès le départ. Dans cette guerre, la propagande est de tous les côtés et dans tous les sens. Il n'y a là rien que de très compréhensible et d'évident. On ne gagne pas une guerre sans coups tordus ou manipulations, sans intoxications de l'adversaire ni bluff. Toutes les informations doivent donc être prises avec beaucoup de recul et il faut savoir éliminer le bruit de fond pour discerner l'essentiel.

*« L'armée russe annonce relâcher la pression sur Kyiv et Tchernihiv. La Russie va radicalement réduire son activité militaire en direction de Kyiv et Tchernihiv en Ukraine, après **des pourparlers russo-ukrainiens «substantiels» à Istanbul**, ont indiqué mardi des négociateurs russes. «Les négociations sur un accord sur la neutralité et le statut non-nucléaire de l'Ukraine entrant dans une dimension pratique [...], il a été décidé, pour accroître la confiance, de réduire radicalement l'activité militaire en direction de Kyiv et Tchernihiv», a déclaré à Istanbul le vice-ministre russe de la Défense, Alexandre Fomine. Le chef de la délégation russe, Vladimir Medinski, a, lui, fait état de «**discussions substantielles**». »*

Pour beaucoup d'observateurs militaires, cela cache une forme de déroute militaire de l'armée russe. Côté ukrainien, certains parlent de pertes énormes avec 15 000 morts côté russe, alors que la Russie confirme 1 500 morts. Il circule de l'autre côté des vidéos de tas de cadavres du bataillon AZOV tués par les Russes, et quand je parle de tas, ce n'est pas une formule littéraire, c'est au pied de la lettre. Je vois aussi ces colonnes de chars russes détruites, mais finalement assez souvent les mêmes images... Pour l'Otan, le bilan des pertes côté russe serait de 8 000 à 15 000. Difficile donc de savoir si c'est la Bérézina pour l'armée russe.

*« L'armée russe a atteint ses cibles et va se concentrer sur le Donbass, selon le ministre russe de la Défense. Son absence d'apparition publique depuis des jours avait entraîné des rumeurs sur son état de santé et ses liens réels avec le président russe Vladimir Poutine. Après une intervention samedi, le ministre de la Défense russe Sergueï Choïgou a une nouvelle fois pris la parole ce mardi. Il a assuré que Moscou allait désormais se concentrer sur la «libération» de la région du Donbass. «Le potentiel de combat des forces armées ukrainiennes a été considérablement réduit, ce qui nous permet de concentrer notre attention et nos principaux efforts sur la réalisation de l'objectif principal, c'est-à-dire la libération du Donbass», a déclaré Choïgou, selon des propos rapportés par l'agence russe Interfax. Le ministre de Défense a ajouté qu'une «assistance humanitaire» était apportée par la Russie aux territoires séparatistes de Louhansk et Donetsk. «Pas moins de 684 opérations humanitaires ont été réalisées, et 6 079 tonnes de marchandises ont été fournies à 210 localités peuplées», a précisé Choïgou. Le ministère russe a par ailleurs annoncé réduire «radicalement» son activité militaire dans les régions de Kyiv et Tcherniguiv en Ukraine ».*

C'est dans ce contexte que les négociations entre Russie et Ukraine peuvent reprendre en Turquie.

La paix est évidemment éminemment souhaitable tant les destructions matérielles sont énormes et les pertes humaines effroyables.

Il n'en fallait pas plus aux marchés boursiers pour « acheter » la paix, comme ils ont acheté la « vaccination ».

De la même manière que **la vaccination** n'allait pas être la porte de sortie miraculeuse espérée, nous pouvons d'un point de vue analytique dire que **la paix en Ukraine** ne sera pas la sortie de crise définitive tant espérée et notre retour au monde d'avant.

Le monde d'avant en réalité, nous échappe. Chaque jour il s'éloigne un peu plus.

D'ailleurs assez rapidement les Américains ont rapidement douché les espoirs de paix.

### **Guerre en Ukraine : Washington ne voit pas de signes du « réel sérieux » de Moscou dans les négociations**

*« Les Etats-Unis doutent encore du « réel sérieux » de la Russie dans les négociations avec l'Ukraine, a affirmé mardi 29 mars le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken. Plus tôt, les négociateurs des pourparlers entre la Russie et l'Ukraine à Istanbul ont estimé que les échanges entre les deux camps ont été « substantiels ». Mais sur le terrain, les forces russes continuent pour le moment leurs actions militaires. « Il y a ce que dit la Russie et ce que fait la Russie. Nous nous concentrons sur ce qu'elle fait », a avancé Antony Blinken, estimant que les Ukrainiens négocient avec « un pistolet littéralement sur leurs têtes ». Suivez notre direct ».*

Car bien évidemment la paix en Ukraine ne sera qu'un élément d'une négociation bien plus large, bien plus vaste, portant sur l'organisation du Nouvel Ordre Mondial et sur la place de chacun dans cette nouvelle organisation du monde.

La Chine n'a pas encore obtenu ce qu'elle souhaitait.

La Russie, sanctionnée de manière extrême se servira des armes et de son armée pour desserrer l'étau qui lui est imposé.

Ce que je veux vous dire c'est que bien entendu, voir les canons se taire est toujours une bonne nouvelle, mais la fin de la guerre en Ukraine, dans tous les cas, ne sera pas la fin de la guerre, car l'Ukraine n'est qu'une petite bataille d'une guerre bien plus grande et cette guerre est un peu l'arbre qui cache la forêt.

Tic-tac, Tic-tac...

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

**Préparez-vous !**

**Charles SANNAT**

### **Les taux remontent partout à grande vitesse !**

**10%**

Dans cette dépêche l'agence Reuters nous apprend que « le rendement de la dette publique allemande à deux ans est redevenu positif mardi pour la première fois depuis la fin 2014, dans un contexte de hausse rapide des rendements obligataires des deux côtés de l'Atlantique.

*Ce mouvement s'explique par la montée des anticipations de relèvement des taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE) dans les prochains mois face à l'accélération de l'inflation.*

*Le rendement des titres allemands à deux ans a atteint 0,01 %, son plus haut niveau depuis décembre 2014. Ses équivalents néerlandais et belge étaient déjà redevenus positifs lundi et le français était repassé au-dessus de zéro dans la matinée mardi. »*

Mais le mouvement vous l'aurez compris est assez important et ne concerne pas du tout que l'Allemagne !

Les taux montent partout dans le monde et si les banques centrales laissent faire les marchés alors avec l'inflation que nous avons, les marchés voudront des rendements de plus en plus élevés, jusqu'au moment où ces taux élevés déclencheront un krach financier d'anthologie qui concernera aussi bien les obligations que les actions.

Tenez, regardez l'évolution des taux sur ce tableau du site Bloomberg.

| Americas 10-Year Government Bond Yields |        |       |         |        |            |
|-----------------------------------------|--------|-------|---------|--------|------------|
| COUNTRY                                 | YIELD  | 1 DAY | 1 MONTH | 1 YEAR | TIME (EDT) |
| United States »                         | 2.40%  | -6    | +59     | +70    | 12:27 PM   |
| Canada                                  | 2.49%  | -2    | +68     | +96    | 12:27 PM   |
| Brazil                                  | 11.55% | -11   | +1      | +218   | 12:23 PM   |
| Mexico                                  | 8.41%  | -10   | +50     | +160   | 12:26 PM   |

| Europe, Middle East & Africa 10-Year Government Bond Yields |       |       |         |        |            |
|-------------------------------------------------------------|-------|-------|---------|--------|------------|
| COUNTRY                                                     | YIELD | 1 DAY | 1 MONTH | 1 YEAR | TIME (EDT) |
| Germany »                                                   | 0.63% | +5    | +50     | +85    | 11:59 AM   |
| United Kingdom »                                            | 1.64% | +2    | +23     | +85    | 11:59 AM   |
| France                                                      | 1.05% | +5    | +45     | +112   | 11:59 AM   |
| Italy                                                       | 2.11% | +1    | +41     | +148   | 11:59 AM   |
| Spain                                                       | 1.49% | +4    | +38     | +118   | 11:59 AM   |
| Netherlands                                                 | 0.87% | +6    | +50     | +106   | 11:59 AM   |
| Portugal                                                    | 1.38% | +5    | +39     | +119   | 11:59 AM   |
| Greece                                                      | 2.82% | +2    | +33     | +197   | 11:59 AM   |
| Switzerland                                                 | 0.63% | +9    | +43     | +96    | 11:46 AM   |

Si les taux montent trop vite et trop haut avec une énergie trop coûteuse, alors nous rentrerons en moins de temps qu'il ne faut pour le dire dans une terrible récession.

**Charles SANNAT**

## **ZFE la peur d'une révolte sociale !**



Selon Europe 1, « la mise en place des zones à faible émission est un sujet hautement inflammable. Plus d'un tiers des automobilistes n'auront pas les moyens de passer à un véhicule propre selon un récent sondage réalisée par l'Institut CSA. En Île-de-France, le maire de Gennevilliers Patrice Leclerc n'exclue pas une crise de type "Gilets jaunes" émerger en 2023, lorsque les verbalisations commenceront. Le Grand Paris franchira le pas en premier : en 2023, les vignettes Crit'Air 3, 4, 5 ne pourront plus circuler sous peine d'une contravention. Et en 2024, seuls les véhicules Crit'Air 1 seront autorisés. De plus en plus d'édiles d'Île-de-France alertent sur le risque de révolte sociale qui pourrait en découler, comme Patrice Leclerc. Il est maire communiste de Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine.

*D'après lui, si dans un an, la Zone à faible émission voit le jour, la majorité des automobilistes de sa ville ne pourra plus circuler, affirme-t-il. « Nous avons 8 000 véhicules en Crit'Air 3, 4, 5. On a l'une des populations les plus pauvres d'Île-de-France, donc ce sont celles et ceux qui ne peuvent pas épargner, et il y a aussi les personnes âgées qui refusent d'emprunt sur plusieurs années pour s'acheter une nouvelle voiture, et c'est vrai aussi pour les petits entrepreneurs », explicite l' élu ».*

Dans ses propositions de campagne, Macron propose un service public du leasing de voitures électriques.

L'idée est très bonne car sinon les gens ne pourront jamais « supporter » les ZFE et autres délires écologistes. Encore une fois, ne pas polluer c'est très bien. Avoir de l'air pur c'est super et il est impossible d'être contre. Le problème c'est que propose-t-on aux gens pour pouvoir gérer et supporter la transition d'un modèle vers un autre. Quel accompagnement ?

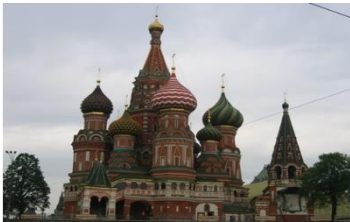
C'est là où il y a de nombreux trous dans la raquette.

Enfin, si la « démondialisation » s'en mêle, il est fort probable que cela ralentisse grandement la transition écologique.

La transition énergétique vers la misère, elle, se fera automatiquement.

**Charles SANNAT**

## **Le rouble presque à sa valeur d'avant-guerre !**



Je ne suis ni pour ni contre Poutine ou la Russie, pas plus que je ne suis pour les forces du « camp du bien », car je pense qu'en matière internationale les choses sont toujours très nuancées et loin d'être manichéennes. Alors les anathèmes ne permettent pas les bonnes analyses ni les bonnes réflexions.

Depuis plusieurs jours, le rouble russe se redresse considérablement.

Au pire de la crise monétaire liée au sanction côté Russie il a fallu 160 roubles pour 1 euro.

Aujourd'hui, il ne faut plus « que » 97 roubles pour 1 euro.

Avant-guerre nous étions entre 80 et 90 roubles pour un euro !

Alors certes, cela reste douloureux pour les Russes et le rouble a été dévalué, mais les faits montrent que le « choc » monétaire a finalement plutôt été de courte durée.

De la même manière l'annonce de la négociation du gaz russe en roubles a permis de faire remonter la valeur de la monnaie russe, le rouble devenant une monnaie matière-première par elle-même.

Après le pétro-dollar, voici le pétro-rouble.

Les choses, les sanctions, leurs effets sont nettement plus nuancés donc que ce que racontent nos grands médias et c'est valable pour tous les sujets liés à cette guerre qu'il faut analyser avec beaucoup de pondération et de recul.

Tout le monde pense encore que le rouble s'est effondré, mais les faits montrent l'inverse. Le rouble s'est effondré, et il s'est considérablement redressé.

Cela ne veut pas dire que cette situation va durer ou perdurer, le rouble va peut-être rebaisser à nouveau ou au contraire monter durablement surtout quand les pays d'Europe de l'Ouest devront payer leur gaz en roubles à partir du 31 mars ?

L'avenir nous le dira, mais pour le moment la monnaie russe n'est pas aussi dramatiquement basse que ce que l'on nous en dit ou que l'on peut nous le faire croire !

Se pose donc la question de l'efficacité des sanctions économiques prises contre la Russie, qui pourraient tourner à l'arrosoir arrosé assez rapidement si nous n'y prenons pas garde.



Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

## « Payer le gaz russe en roubles n'est pas acceptable pour le G7 ! »

par [Charles Sannat](#) | 29 Mars 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

**Demander le paiement du gaz russe en roubles n'est « pas acceptable », affirme le G7 !**

C'est vrai que cela ne va pas arranger les affaires des membres du G7 qui payent traditionnellement le bon gaz russe en dollars, ou en euros !

Il faut tout de même rappeler, pour la bonne compréhension de la situation, qui compose le « G7 ».

Nous y retrouvons que des gentils et des membres du camps du bien, dont le grand chef grand exportateur de démocratie dans les pays du Moyen-Orient. Il s'agit donc, roulement de tambour :

Des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, du Canada, du Japon, de l'Allemagne et de l'Italie !

Vous aurez également compris qu'il s'agit de pays membres de l'OTAN.

Donc, au sein du G7 nous sommes tous copains comme cochon.

Ce n'est pas une critique, mais une simple constatation qui ne souffre aucune contestation !

On y trouve aussi des pays très dépendant au gaz et les États-Unis qui disposent de réserves de gaz liquéfié à revendre... alors, il ne fallait pas s'attendre à ce que le G7 nous dise, « oh oui alors, payons l'ami du Kremlin en bons roubles bien frais » !

### **Les ministres estiment qu'il s'agit d'une « violation unilatérale et claire des contrats existants »**

*« Tous les ministres du G7 sont tombés d'accord sur le fait qu'il s'agissait d'une violation unilatérale et claire des contrats existants (...) ce qui signifie qu'un paiement en roubles n'est pas acceptable », a dit Robert Habeck, à l'issue d'une réunion virtuelle avec ses homologues du G7. « Je pense qu'il faut interpréter cette demande comme le fait que Poutine est dos au mur », a-t-il ajouté. Vladimir Poutine a annoncé la semaine dernière que la Russie n'accepterait plus de paiements en dollars ou en euros pour les livraisons de gaz à l'UE, donnant une semaine aux autorités russes pour élaborer un nouveau système de règlement en roubles. « **Nous demandons aux entreprises concernées de ne pas répondre à la demande de Poutine** », a encore affirmé Robert Habeck lundi, qualifiant la Russie de « fournisseur pas fiable ».*

*À travers cette exigence, « la tentative de Poutine de nous diviser est évidente », a ajouté le ministre dont le pays préside cette année le G7 (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Canada, Japon, Allemagne et Italie). Le président russe a expliqué que sa décision était une réaction au gel des actifs de la Russie décidée par les Occidentaux pour sanctionner Moscou après l'invasion de l'Ukraine. Nombre des acheteurs européens du gaz russe – dont l'Allemagne, la Pologne ou encore la France – ont dénoncé cette demande, estimant que la Russie violait par ce biais ses contrats avec les entreprises européennes achetant du gaz. Malgré l'invasion de l'Ukraine par Moscou, le gaz russe continue d'affluer vers l'Union européenne, qui refuse d'imposer un embargo, comme les États-Unis.*

Très bien les amis.

Ici je peux être taquin, un poil insolent, mais je ne fais pas de morale, car les relations internationales et la morale n'ont jamais fait bon ménage, et pour cause, le cynisme y règne en maître.

Non, ce que je peux vous dire de manière factuelle, c'est que savoir si le Poutine est « dos au mur » ou pas, ne changera rien au fait que si l'on veut du gaz, il va falloir le payer en roubles.

Les Allemands qui sont les plus dépendants au gaz russe, pourront se rouler par terre, hurler à la division des « Européens », et couiner autant qu'ils veulent, il va falloir acheter le gaz russe en rouble.

Vous pouvez trouver Poutine méchant, vilain, pas beau, un vrai caca boudin même si cela vous fait du bien, vous pouvez rajouter « crotte » aussi, mais Poutine est un homme très simple. Il dit ce qu'il veut. Toujours. C'est très clair. Jamais ambigu. On peut être d'accord, pas d'accord, horrifié ou effrayé, mais quand Poutine vous dit « si toi y en a vouloir gaz russe, toi y en a payer en roubles », il n'y a rien d'autre à comprendre que pour avoir du gaz faudra le payer en roubles.

Vous pouvez aussi dire que Poutine est totalement fou, sauf, qu'il n'a pas fait cela en plein mois de janvier quand toute l'Europe a froid. Il a attendu le printemps et le dégel, et de quoi laisser le temps aux populations d'Europe de l'Ouest de ne pas mourir de froid tout de suite et aux dirigeants de nos pays respectifs de réfléchir un peu.

N' imaginez pas qu'en disant cela je dise que Poutine est gentil. Il n'est pas gentil. **C'est un chef d'État et un chef d'État n'est jamais gentil.** Je suis français et la seule chose qui pour moi soit au-dessus de tout est l'intérêt supérieur de notre population.

Non, rassurez-vous, si Poutine nous laisse du temps, c'est qu'il sait que le temps ne fera rien à l'affaire, et que nous n'aurons pas plus de gaz dans un an !

L'Europe peut tourner le problème dans tous les sens, faire venir du gaz du Qatar ou des USA, il n'y en aura pas assez 3 à 4 ans pour remplacer le gaz russe.

Donc Poutine nous dit voilà, **le gaz pour l'année prochaine c'est en roubles.**

Vous pouvez dire que c'est une violation de tous les accords que vous voulez, mais *si toi y en vouloir pas te cailler l'année prochaine et faire tourner les grosses usines de la grosse Bertha, toi y en a payer en roubles.*

Je me demande bien si l'Allemagne va se tirer une balle dans la tête de son industrie, ou si elle va finir par payer en roubles !

Il n'y a pas à dire, ce Poutine est un sacré... roublard !

Tic-tac, Tic-tac...

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

**Préparez-vous !**

**Charles SANNAT**

## **La ville de Shanghaï confinée !**



C'est le confinement pour la ville de Shanghaï, un confinement « roulant » qui va perturber pendant sans doute quelques semaines aussi bien la production que l'activité économique dans son ensemble.

**Omicron est terriblement contagieux, et la stratégie du 0 Covid, que cela plaise ou non, est juste impossible avec un virus aussi contagieux.**

La Chine a déjà perdu la bataille du Covid Omicron, et il est assez incompréhensible que la Chine tente quand même de se lancer dans une bataille perdue dans le monde entier.

Si c'est incompréhensible c'est que **la raison de ces confinements n'est peut-être pas aussi sanitaire que les officiels le disent...**

**C'est un évident coup de main indirect à la Russie,** et en affaiblissant l'Occident par les ruptures d'approvisionnement et en dérégulant les chaînes logistiques, **ce sont aussi les capacités militaires de l'OTAN qui sont amoindries.**

**Charles SANNAT**

## **Le Japon, après 30 ans de déflation, découvre ... l'inflation !**



Le Japon, pays de la déflation, redécouvre la hausse des prix nous apprend très justement le quotidien le Monde dans cet article consacré à l'Empire du soleil levant.

« Selon la Banque du Japon, l'inflation pourrait atteindre 2 % en avril, soit l'objectif recherché depuis 2013 par l'institution. »

Mais en réalité cela fait 30 ans que le Japon lutte contre la déflation sans arriver franchement à la juguler.

Or, brutalement, même au Japon, vieillissant, avec un problème de pyramide des âges et une véritable décroissance de la population, nous avons... de l'inflation.

### **Le symbole des barres de maïs soufflé**

« Tout un symbole. Les Umaibo, ces barres de maïs soufflé très populaires au Japon, dont le prix de 10 yens (7,7 centimes) n'avait pas changé depuis 1979, coûtent désormais 2 yens de plus (1,5 centime). Cette décision du confiseur Yaokin illustre la nouvelle donne que connaît l'Archipel. Le pays, enlisé depuis les années 1990 dans la déflation, enregistre, ces derniers mois, une poussée inflationniste alimentée par l'explosion des coûts de l'énergie et des matières premières dans le sillage de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine. Un phénomène exacerbé par la forte baisse du yen face au dollar. Selon la Banque du Japon, l'inflation pourrait ainsi atteindre 2 % en avril, soit l'objectif recherché depuis 2013 par la banque centrale.

Cette hausse des prix se fait déjà sentir. « J'habite à la campagne. La vie est moins chère qu'à Tokyo. Mais je m'inquiète, car les factures d'électricité et de gaz ont déjà crû de 20 % », admet un responsable de production – soucieux de son anonymat – d'un groupe industriel du département de Tochigi, au nord de Tokyo. Son employeur a augmenté le salaire moyen de 0,5 %, soit 1 500 yens (11,20 euros). « Mais la hausse des prix efface celle du salaire, j'ai l'impression que l'on ne cesse de s'appauvrir », regrette ce père de deux enfants ».

Au-delà des barres de maïs soufflé et du folklore local, vous comprendrez que dans un pays structurellement déflationniste, l'inflation est poussée et tirée par les prix alimentaires et par les prix de l'énergie.

Se nourrir, comme se chauffer, sont des besoins fondamentaux et essentiels.

Nous sommes donc face à un problème majeur.

**Charles SANNAT**

## **.Un gros problème sur l'acier... de construction !**



Nous avons vraiment un gros problème sur l'acier.

Les prix de l'acier pour barres d'armature en Europe ont bondi à un nouveau record, en hausse d'environ 55 % depuis le début de l'année.

Les barres d'armature sont indispensables dans la construction.

C'est par exemple ce qui va servir à faire votre béton « armé »!

Les coûts de construction vont bien évidemment exploser avec les sanctions à l'égard de la Russie.

Non seulement l'Ukraine comme la Russie et la Biélorussie sont de très gros producteurs, mais de surcroît, produire de l'acier demande une très grosse quantité d'énergie. C'est la même chose d'ailleurs pour le béton.

**Pas d'énergie, pas de construction** et pas de secteur du BTP florissant.

Le monde évolue donc entre pénuries et hausse des prix.



Charles SANNAT

## .ZFE la peur d'une révolte sociale !



Selon Europe 1, « la mise en place des zones à faible émission est un sujet hautement inflammable. Plus d'un tiers des automobilistes n'auront pas les moyens de passer à un véhicule propre selon un récent sondage réalisée par l'Institut CSA. En Île-de-France, le maire de Gennevilliers Patrice Leclerc n'exclue pas une crise de type "Gilets jaunes" émerger en 2023, lorsque les verbalisations commenceront.

Le Grand Paris franchira le pas en premier : en 2023, les vignettes Crit'Air 3, 4, 5 ne pourront plus circuler sous peine d'une contravention. Et en 2024, seuls les véhicules Crit'Air 1 seront autorisés. De plus en plus d'édiles d'Île-de-France alertent sur le risque de révolte sociale qui pourrait en découler, comme Patrice Leclerc. Il est maire communiste de Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine.

D'après lui, si dans un an, la Zone à faible émission voit le jour, la majorité des automobilistes de sa ville ne pourra plus circuler, affirme-t-il. « Nous avons 8 000 véhicules en Crit'Air 3, 4, 5. On a l'une des populations les plus pauvres d'Île-de-France, donc ce sont celles et ceux qui ne peuvent pas épargner, et il y a aussi les personnes âgées qui refusent d'emprunter sur plusieurs années pour s'acheter une nouvelle voiture, et c'est vrai aussi pour les petits entrepreneurs », explicite l' élu ».

Dans ses propositions de campagne, Macron propose un service public du leasing de voitures électriques.

L'idée est très bonne car sinon les gens ne pourront jamais « supporter » les ZFE et autres délires écologistes. Encore une fois, ne pas polluer c'est très bien. Avoir de l'air pur c'est super et **il est impossible d'être contre**. Le problème c'est que propose-t-on aux gens pour pouvoir gérer et supporter la transition d'un modèle vers un autre. Quel accompagnement ?

C'est là où il y a de nombreux trous dans la raquette.

Enfin, si la « démondialisation » s'en mêle, il est fort probable que cela ralentisse grandement la transition écologique.

La transition énergétique vers la misère, elle, se fera automatiquement.

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

## Pourquoi l'Arabie saoudite n'abandonnera pas le dollar pour le yuan

Daniel Lacalle 29/03/2022 Mises.org



MISES WIRE



De nombreux articles mentionnent que l'Arabie saoudite pourrait utiliser le yuan, la monnaie nationale chinoise, pour ses exportations de pétrole.

Combien l'Arabie saoudite exporte-t-elle vers la Chine ? Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, les principales exportations du royaume sont destinées à la Chine (45,8 milliards de dollars), à l'Inde (25,1 milliards), au Japon (24,5 milliards), à la Corée du Sud (19,5 milliards) et aux États-Unis (12,2 milliards). Les exportations de pétrole brut ont atteint 145 milliards de dollars au total.

L'Arabie saoudite est le premier exportateur mondial de pétrole avec 145 milliards de dollars, et la Chine le premier acheteur avec 204 milliards de dollars, selon les chiffres de 2019.

Les comptes publics de l'Arabie saoudite sont exemplaires. D'un déficit de 4,8 %, le royaume prévoit un excédent en 2022, et son ratio dette publique/PIB (produit intérieur brut) est de 30,8 %, l'un des plus bas au monde.

L'Arabie saoudite a-t-elle besoin d'utiliser le yuan ? Non. Ses réserves de devises étrangères, or compris, s'élevaient à 472,8 milliards de dollars en 2020, malgré l'effondrement des exportations et de la demande de pétrole dû à la pandémie. Est-elle soumise à une quelconque pression pour changer de monnaie ? Encore moins. Ses réserves couvrent confortablement sa dette extérieure, ce qui lui confère un niveau de stabilité enviable par rapport à d'autres nations de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) qui ont d'importants déficits commerciaux et budgétaires.

Que gagnerait l'Arabie saoudite à utiliser le yuan ? Pas une augmentation des exportations vers la Chine. La Chine a plus besoin de ses importations de pétrole que l'Arabie saoudite n'a besoin de la monnaie nationale chinoise. Rien ne prouve réellement que les exportations vers la Chine diminueraient si l'Arabie saoudite continuait à utiliser le dollar américain.

L'utilisation du yuan dans les transactions mondiales est très limitée. En se basant sur les chiffres compilés par la Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications, Bloomberg a noté que "l'activité du renminbi, comme on appelle également cette monnaie, a atteint son deuxième niveau le plus élevé jamais enregistré en 2021." Toutefois, cela représente une part obstinément modeste de 2,7 % du marché contre 41 % pour le dollar, qui occupe la première place depuis des décennies. L'euro est utilisé dans 36,6 % des transactions mondiales, la livre sterling dans 5,9 % - plus du double de l'utilisation du yuan, bien que le Royaume-Uni soit une économie beaucoup plus petite - et le yen japonais est utilisé autant que le yuan, à 2,6 %.

Plus important encore, malgré la forte augmentation de l'importance de l'économie chinoise à l'échelle mondiale, l'importance du yuan en tant que monnaie s'est à peine améliorée par rapport à son sommet de 2015, où il a atteint la quatrième place.

Pourquoi le yuan n'est-il utilisé que dans 2,7 % des transactions mondiales alors qu'il représente 14 % du PIB mondial, et que s'est-il passé en 2015 ?

Le yuan est la seule monnaie émise par un leader économique mondial qui dispose de contrôles des capitaux et de prix fixes. En tant que tel, tout détenteur de la monnaie chinoise est confronté à la menace constante d'une dévaluation brutale et à l'impossibilité d'utiliser librement la monnaie dans les paiements.

Et c'est exactement ce qui s'est passé en 2015. La banque centrale chinoise a annoncé une dévaluation agressive.

Le yuan n'est pas une alternative au dollar américain en raison des contrôles des capitaux, de la fixation des prix et, pire encore, parce que la politique monétaire de la Banque populaire de Chine est encore plus agressive que celle de la Réserve fédérale. L'expansion de la masse monétaire en Chine a été plusieurs fois supérieure à celle des États-Unis pendant deux décennies, avec une demande mondiale de yuan nettement inférieure.

Il convient également de noter que même les grandes compagnies pétrolières chinoises privilégient le dollar américain pour les transactions internationales. En examinant l'intérêt ouvert de l'indice des matières premières de Shanghai, appelé indice du petroyuan, on constate que l'utilisation du yuan dans les transactions pétrolières mondiales est extrêmement limitée.

Les réserves d'or apparemment importantes de la Chine représentent moins de 0,3 % de sa masse monétaire (M2) et ses réserves en dollars américains, sans aucun doute importantes, de 3 350 milliards de dollars, couvrent à peine ses engagements en devises.

Si les producteurs de pétrole et de matières premières d'autres pays, en particulier d'Amérique latine, ont accepté la monnaie chinoise dans le passé, c'est en raison des importants engagements de dette qu'ils ont contractés auprès du géant asiatique, et non pour des raisons pratiques d'utilisation de la monnaie de réserve.

Tout producteur de matières premières qui accepte le yuan au lieu du dollar américain doit savoir que les contrôles des capitaux et la fixation des prix sont des menaces très importantes, et rien n'indique vraiment que la Banque populaire de Chine va changer quoi que ce soit.

La réalité est que le yuan présente tous les éléments négatifs des monnaies fiduciaires - impression massive, absence de soutien réel, incitation de la banque centrale à éroder le pouvoir d'achat - et aucun des avantages du dollar, de l'euro et de la livre - libre fluctuation des prix, sécurité juridique et des investisseurs, et système financier ouvert.

L'Arabie saoudite pourrait utiliser un peu de yuan pour ses exportations de pétrole, mais la réalité est qu'aucune monnaie fiduciaire avec contrôle des capitaux n'est une véritable alternative aux autres monnaies fiduciaires et que l'avènement des monnaies numériques des banques centrales rend cette différence plus significative. Les monnaies numériques des banques centrales sont une surveillance déguisée en monnaie, et les risques d'impression massive, d'érosion du pouvoir d'achat et de contrôle des transactions sont beaucoup plus importants que sous les monnaies traditionnelles.

L'Arabie saoudite pourrait se réfugier dans l'or ou les crypto-monnaies pour échapper à la machine à imprimer la monnaie. Mais elle ne remplacera guère une monnaie fiduciaire fortement imprimée mais ouverte et sûre, le dollar américain, par une monnaie fermée et moins sûre.

▲ [RETOUR](#) ▲

**Annulez les funérailles du dollar américain : Le "patient" vient de**

# s'échapper du cercueil

Charles Hugh Smith Mardi 29 mars 2022

of two minds.com  charles hugh smith



Pour sceller le cercueil du dollar américain, il faut imaginer une monnaie de réserve de remplacement, et cela s'avère beaucoup plus difficile que ce que beaucoup pensent.

Vous connaissez la scène du film où le sac mortuaire est en train d'être refermé ou le couvercle du cercueil mis en place lorsque le défunt surprend tout le monde en se redressant soudainement ? C'est une analogie avec les funérailles actuellement prévues pour le dollar américain - des funérailles qui ont été annulées.

D'accord, j'ai compris : il y a de nombreuses raisons pour lesquelles tant de gens s'attendent à ce que le dollar meure : c'est une monnaie fiduciaire, pour l'amour du ciel, et elles meurent toujours plus tôt que prévu ; la dette américaine s'envole comme une fusée d'Elon Musk ; son pouvoir d'achat est en chute libre ; le moment unipolaire de l'Amérique est de l'histoire ancienne dans un monde multipolaire, et soyons francs, il n'est tout simplement pas aussi beau que les autres monnaies.

Meurs, dollar, meurs !

Mais pour sceller le cercueil du dollar, il faut imaginer une monnaie de réserve de remplacement, et cela s'avère beaucoup plus difficile que beaucoup ne le pensent.

Le récit de la "mort du dollar" ignore plusieurs exigences essentielles pour une monnaie de réserve :

**a) L'échelle** : une monnaie de réserve, qu'elle soit fiduciaire ou non, doit avoir suffisamment d'unités en circulation pour le commerce, l'expansion du crédit et le service de la dette, et pour être détenue comme réserve. Les substituts proposés n'ont pas l'échelle nécessaire pour remplacer le dollar américain.

**b) Flottement libre** : La monnaie de réserve doit être autorisée à flotter librement sur les marchés mondiaux des changes afin que les participants sachent que le prix est déterminé par le marché et non imposé par les dirigeants de la nation émettrice.

**c) Adossée à des obligations portant intérêt et flottant librement** : La monnaie de réserve doit être adossée à des obligations portant intérêt dont le prix est fixé par le marché mondial, c'est-à-dire que la valeur est découverte de manière transparente par les marchés.

Historiquement, aucune monnaie fiduciaire adossée à des obligations portant intérêt et flottant librement n'a connu d'hyperinflation. Notez que la "monnaie" peut être "imprimée" ou créée par l'émission d'un nouvel actif, c'est-à-dire une obligation souveraine versant des intérêts à son propriétaire. La combinaison d'un marché transparent découvrant le prix et offrant la liquidité et l'intérêt payé ne se prête pas à l'hyperinflation car la dynamique des

marchés agit comme des gouverneurs sur la création de "monnaie" et l'émission d'obligations. Si le rendement est trop faible par rapport au risque, les acheteurs disparaissent et le marché des nouvelles émissions s'effondre.

Oui, les banques centrales peuvent monétiser la dette souveraine, mais la planification centrale ne remplace pas le marché.

**d) Liquidité :** La monnaie et les obligations doivent être extrêmement liquides, de sorte qu'un pourcentage significatif de la monnaie et des obligations en circulation puisse être acheté et vendu quotidiennement. Les détenteurs d'obligations et de devises doivent avoir la certitude de pouvoir vendre des montants importants à tout moment.

**e) Monnaie non ancrée :** Toutes les monnaies rattachées à l'USD sont essentiellement des substituts de l'USD. Aucune monnaie ne peut être une monnaie de réserve si elle n'est pas déverrouillée et si sa valeur n'est pas découverte de manière transparente par le marché, et non par un ancrage géré par des planificateurs centraux.

**f) Convertibilité :** Beaucoup s'attendent à ce que les monnaies adossées à l'or règnent sur le monde. Il existe une différence essentielle entre l'affirmation abstraite (et donc dénuée de sens) "adossée à l'or" et la "convertibilité en or". La convertibilité signifie que la monnaie papier peut être convertie en or par les détenteurs souverains. Lorsque le dollar américain était "adossé à l'or" dans les années 1960, cela signifiait que la France pouvait soumettre des dollars américains et recevoir de l'or en échange du dollar. Les dollars étaient convertibles en or.

Un véritable "adossement à l'or" signifie que la monnaie doit être convertible en or sur demande. Si ce n'est pas le cas, la monnaie n'est pas réellement adossée à l'or, elle est seulement adossée à des trucs et des machins impliquant le mot "or".

Imaginons une monnaie qui soit convertible en or. Appelons-la le yuan, oups, je veux dire le quatloo. Pourquoi détenir des quatloos alors qu'il est possible de convertir la monnaie papier en or ? En quoi auriez-vous le plus confiance, le papier émis ou l'or lui-même ? Lequel préféreriez-vous détenir en cas de crise ? Avec la monnaie, il y a une chaîne de dépendance très incertaine qui relie l'or à la monnaie. Avec l'or, il n'y a pas de chaîne de dépendance : vous avez l'or, point final.

(Note à moi-même : pas étonnant que l'on m'ait traité de "gold bug" pendant 15 ans...)

Les réserves d'or du quatloo seraient rapidement épuisées dans une véritable convertibilité de la monnaie "adossée à l'or". C'est précisément ce qui est arrivé au stock d'or américain à la fin des années 1960 : l'or était expédié à l'étranger à un rythme qui aurait réduit les avoirs en or de la nation à zéro si la convertibilité n'avait pas été fermée.

**g) La somme des parties :** La valeur d'une monnaie fiduciaire ne repose pas uniquement sur sa dette souveraine et le rendement de ses obligations. La valeur de la monnaie reflète l'intégralité de la richesse, de la stabilité économique, sociale et politique, de la productivité et de la fiabilité financière de l'entité émettrice, cette fiabilité étant déterminée par la dépendance de l'entité à l'égard de marchés transparents et liquides pour découvrir le prix et la valeur.

**h) Les marchés sont transparents, la planification centrale ne l'est pas :** Les économies à planification centrale ne sont tout simplement pas dignes de confiance sur le plan financier, car elles sont intrinsèquement opaques et sujettes à des directives de planification centrale qui modifient les règles et les évaluations sans avertissement ni recours. Les processus des directives de planification centrale sont opaques et donc imprévisibles et on ne peut pas compter dessus.

Les exigences d'un remplacement du dollar sont élevées et aucune autre monnaie n'est près de les remplir : vaste échelle, flottement libre, garantie par des obligations portant intérêt dont le prix est découvert par les marchés, marchés extrêmement liquides pour la monnaie et les obligations, les processus qui affectent l'évaluation sont

transparents pour tous les détenteurs, et la monnaie est émise par un système transparent reposant sur les marchés qui découvrent le prix de la monnaie, des obligations et du risque.

Je sais, je sais, le dollar va mourir, mais pas tout de suite.

L'Empire va contre-attaquer : La suprématie du dollar est le mandat impérial de la Fed (18 août 2020)

▲ [RETOUR](#) ▲

## **.Le grand test arrive**

rédigé par [Bruno Bertez](#) 30 mars 2022

**LA CHRONIQUE AGORA**  
DÉTRUIRE LA LIBERTÉ D'AGIR, C'EST TUER L'INTELLIGENCE, C'EST TUER LA PENSÉE, C'EST TUER L'HOMME. MÉDUSE MARSA

***Les marchés obligataires s'effondrent, tandis que les marchés actions continuent de monter... C'est le signe que la hausse est désormais bien due à un facteur et un seul, qui sera confronté à des tensions inédites durant ces prochains mois.***



Selon Bloomberg, le 23 mars dernier :

*« Les marchés obligataires mondiaux ont subi des pertes sans précédent depuis leur pic de l'année dernière, alors que les banques centrales, y compris la Réserve fédérale, cherchent à resserrer leur politique pour lutter contre la flambée de l'inflation.*

*L'indice Bloomberg Global Aggregate, une référence pour les rendements totaux de la dette des gouvernements et des entreprises, a chuté de 11% par rapport à son sommet de janvier 2021. Il s'agit de la plus forte baisse depuis un pic sur des données remontant à 1990, dépassant une baisse de 10,8 % pendant la crise financière, en 2008.*

*Cela équivaut à une baisse de la valeur marchande de l'indice d'environ 2 600 Mds\$, pire que les 2 000 Mds\$ en 2008. »*

Nous sommes exactement dans la situation inverse de ce pourquoi les marchés sont valorisés, dans [l'inverse de Goldilocks](#). Les marchés sont censés être valorisés pour la perfection, pour l'idéal !

Et pourtant, on reste dans les plus hauts...

Qu'est-ce que cela signifie ?

**La seule cause de la hausse**

Cela signifie que le scénario Goldilocks n'a jamais été la cause de la lévitation des marchés. Tout simplement puisqu'une cause, c'est « *ce qui, supprimé, cesse de produire effet* ».

La seule cause de hausse des Bourses c'est donc la surabondance de monnaie, **la dépréciation future implicite des monnaies face à tout, je dis bien face à tout.**

Les monnaies sont surévaluées, donc elles doivent baisser en regard de tous les prix ; ce qui se formule à l'inverse en disant que tous les prix doivent monter.

Tous les prix doivent monter jusqu'à ce que l'illusion que les Bourses peuvent continuer à progresser se dissipe. Car il n'y a aucune raison organique pour que les Bourses montent face aux excès de liquidités : c'est simplement une croyance qui est ancrée, mais elle peut s'évanouir, il suffit d'une bonne douche glacée !

En clair, le niveau des Bourses repose à la fois sur l'abondance monétaire et la croyance – erronée – que, face à cette abondance monétaire, il est plus intéressant d'avoir des actifs financiers que du cash.

Ce qui vient de se passer sur l'obligataire va peut-être faire douter du bien-fondé de cette croyance. Le TINA va peut-être vaciller. Attendons, nous verrons...

Une chose est sûre : en investissement, je n'aurais pas un centime dans les marchés. En spéculation... pas plus d'une pincée.

## Un test compliqué par l'inflation

**Le grand test arrive**, et il est semé d'embûches extraordinaires.

Tout d'abord, ce sera le premier test où l'inflation des prix à la consommation est une préoccupation sérieuse.

A ce stade d'un cycle de bulle étiré, seule la Fed a la capacité d'opérer comme « *acheteur de dernier recours* ». Il n'y aura aucun véritable investisseur, tout est trop cher et tout le monde le sait.

En cas de fuite devant le risque et de besoin de désendettement, il n'y aura donc personne en face, pas de contrepartie.

Avec la puissante mécanique inflationniste actuelle sur les prix à la consommation et à la production, les salaires et les marchés mondiaux de l'énergie, de l'alimentation et des matières premières, les taux sont vulnérables. Il n'est pas acquis que l'on puisse en conserver le contrôle.

Ce test s'accompagne d'un contexte géopolitique à haut risque, contrairement à tout ce qui a été expérimenté alors dans le passé.

Il est important de noter que la confluence des conflits mondiaux, des insécurités financières et économiques, des manies et des bulles de marché, et de la flambée de l'inflation et des prix des matières premières n'est pas une coïncidence.

Vous connaissez mon cadre analytique : **il n'est de vérité que tout**. Tout est lié, ce qui signifie que tous ces symptômes sont des manifestations de **la crise endogène du système**, laquelle n'a pas été traitée en 2008 et 2009. Ce sont toutes des manifestations de décennies d'inflation croissante du crédit et de désordre monétaire qui en a résulté.

Nous sommes dans une résurgence de la crise systémique qui a menacé de tout engouffrer lors de l'épisode des *subprimes*.

Les arrangements qui ont permis de « *kick the can* » à cette époque ont, une nouvelle fois, trouvé leurs limites.

▲ [RETOUR](#) ▲

## **.Eh oui, c'est la fin de la mondialisation**

rédigé par [Bruno Berte](#) 29 mars 2022

**LA CHRONIQUE AGORA**  
DÉTRUIRE LA LIBERTÉ D'AGIR, C'EST TUE L'INTELLIGENCE, C'EST TUE LA PENSÉE, C'EST TUE L'HOMME. HENRI MATIS

*Était-ce vraiment un sort inévitable ? En tout cas, certains experts constatent enfin que le processus est enclenché... mais peut-être en y associant les mauvaises causes...*



J'ai diagnostiqué la fin de la mondialisation dès 2009, lorsque j'ai constaté que les Etats-Unis refusaient de modifier le système international, le système monétaire et choisissaient de « *kick the can* », c'est-à-dire de faire encore plus de tout ce qui avait produit la crise.

Cela signifiait que les USA voulaient « *passer en force* », aller jusqu'au bout des avantages que leur donnait le dollar impérial.

Au passage, Sarkozy avait esquissé une timide demande de réforme internationale, mais il a rapidement été mouché et a remis son mouchoir dans sa poche. On n'en a plus jamais entendu parler.

### **La nouvelle guerre froide**

J'ai expliqué que le refus de changer la donne systémique allait produire de l'agressivité, de la rareté, de la compétition. J'ai affirmé que c'était la fin d'un monde multipolaire de coopération et de concertation et que c'était le début d'un monde de frictions puis de compétition stratégique, puis de guerre froide et finalement de guerre chaude.

J'ai utilisé un raccourci imagé : **« Quand le butin se réduit, les bandits s'entre-tuent. »**

Il n'a pas fallu longtemps pour que ma prévision se réalise car, en août 2013, Obama a annulé son sommet avec Poutine prévu pour septembre. La fin formelle de la mondialisation peut ensuite être située en 2014, au sommet du G7 à Bruxelles, marqué par l'exclusion de la Russie du G8. Tout ceci a par la suite été confirmé en décembre 2016.

De toutes façons le multilatéralisme des sommets en G était bidon, c'était une façade, un cache sexe qui dissimulait mal la volonté américaine d'exercer seule le leadership mondial.

Un auteur de classe internationale, Michael Pettis, a vu juste à l'époque quand il a détaillé les conséquences de cette fin de la mondialisation, mais il n'est pas allé jusqu'à la guerre.

Pettis a expliqué que la fin de la globalisation allait provoquer :

- une remontée de la peur du risque ;
- de la relocalisation dans de nombreux domaines ;
- une réduction de la fluidité des mouvements internationaux ;
- la fin de l'abondance financière.

J'avais ajouté : une remontée de l'inflation structurelle, car la compétition entre les blocs allait exacerber les besoins de financer le beurre et les canons, et rendre toute discipline budgétaire et monétaire insupportable.

Et, *in fine*, la fin du grand cycle du crédit qui a débuté en 1945, et donc la destruction des monnaies fiduciaires telles que nous les connaissons.

### **Mieux vaut tard que jamais ?**

Parmi les gens qui se sont rendu compte de ce phénomène dernièrement, citons par exemple Larry Fink, le PDG de BlackRock (vous pouvez lire l'intégrale, [en anglais, par ici](#)) :

*« Au début des années 1990, alors que le monde émergeait de la guerre froide, la Russie fut intégrée au système financier mondial et obtint l'accès aux marchés de capitaux mondiaux. Avec le temps, la Russie devint interconnectée avec le monde et profondément liée à l'Europe de l'Ouest.*

*Le monde a bénéficié d'un dividende sous la forme de la paix mondiale et de l'expansion de la mondialisation. C'étaient des tendances puissances qui ont accéléré le commerce international, étendu les marchés de capitaux mondiaux, permis une croissance économique plus importante, et ont aidé à fortement réduire la pauvreté dans des pays du monde entier.*

*L'invasion russe de l'Ukraine a mis fin à la mondialisation que nous avons connue au cours des trois dernières décennies. Nous avons déjà vu la connectivité entre les nations, les entreprises et même les personnes mise à rude épreuve par deux années de pandémie.*

*Cela a laissé de nombreuses communautés et personnes se sentir isolées et se renfermer sur elles-mêmes. Je pense que cela a exacerbé la polarisation et les comportements extrémistes que nous observons dans la société aujourd'hui. »*

Ou bien Raphael Bostic, président de la Fed d'Atlanta :

*« Tournons-nous vers la tragique guerre en Europe de l'Est. Alors que nous apprendrons beaucoup des retombées économiques ces prochaines semaines, il y a beaucoup d'éléments que nous ne pouvons pas prévoir. Cependant, je vois trois répercussions économiques majeures qui vont presque certainement se dérouler :*

- une incertitude croissante ;
- une pression à la hausse des prix ;
- et un élan renforcé vers la réorientation des réseaux de production et d'approvisionnement, pour **s'éloigner** de la minimisation pure des coûts et aller vers la résilience et la tolérance aux risques.

[...]

Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la pandémie de coronavirus ont incité les chefs d'entreprise à commencer à diversifier leurs fournisseurs, augmenter leurs stocks et à rapprocher la production des marchés finaux pour maximiser la fiabilité. Considérez cela comme **un passage aux stocks 'juste au cas où', à la place du 'juste à temps'**. Le point commun entre ces changements est qu'ils augmentent les coûts de production.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine va provoquer des considérations similaires pour les producteurs. »

▲ [RETOUR](#) ▲

## **.Comment rester à flot malgré la hausse des prix du pétrole**

rédigé par [Nomi Prins](#) 30 mars 2022



*Les records n'ont pas été battu sur les marchés, mais à la pompe, c'est bien le cas. De plus, après une période d'accalmie pour les cours du pétrole, une actualité surprenante pourrait très vite faire repartir les prix à la hausse...*



La guerre en Ukraine crée des difficultés indicibles pour sa population.

Elle exerce également une pression au niveau mondial sur les principales matières premières, notamment le pétrole.

Si vous avez fait le plein à la station-service ou acheté du fioul domestique, vous avez probablement remarqué une forte augmentation de votre facture depuis le début de l'année, ou par rapport à votre précédent plein.

### **Embargo aux Etats-Unis**

**Le 8 mars, le président américain Joe Biden a annoncé une interdiction totale des importations de pétrole russe aux Etats-Unis.**

Après une brève flambée à la suite de cette annonce, les prix du pétrole ont en fait baissé les jours suivants. Et même de plus de 10% en un jour, le lendemain.

Cela s'explique par le fait que l'interdiction était largement anticipée par le marché. Elle était déjà intégrée dans les prix.

Mais, au moment où j'écris ces lignes, le pétrole est toujours à plus de 100 \$ le baril. Il est, à ce jour, en hausse de 40% cette année.



L'embargo sur le pétrole fait partie du jeu géopolitique. Il reste à voir quel effet il aura sur la guerre en Ukraine, le cas échéant. Mais de toute façon, **je ne vois pas les prix du pétrole baisser de sitôt.**

Un peu plus loin, je vous montrerai un investissement qui pourrait vous aider à compenser ces dépenses supplémentaires.

## En territoire inconnu

Mais d'abord, voyons rapidement ce qui est arrivé au pétrole lors des précédentes périodes de conflits géopolitiques.

Au cours des quatre dernières décennies, il existe plusieurs exemples de conflits ayant entraîné une flambée du prix du pétrole.

Par exemple, dans les deux semaines qui ont suivi l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, le prix du pétrole a bondi de 25%. Pendant les deux premières semaines de la crise des otages iraniens de 1979, il a augmenté de 5%... et juste après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, il a grimpé de 7%.

Comme le dit l'expression : « *L'histoire ne se répète pas, mais elle bégaye.* »

Lorsque la Russie a envahi la Crimée début 2014, les prix du pétrole avaient déjà augmenté jusqu'à 11%.

Mais dans l'itération actuelle du conflit Russie-Ukraine, les prix du pétrole se dirigent vers un territoire inconnu.

## Un bras de fer contre l'ours

L'Occident n'a jamais été aussi uni dans un effort concerté pour isoler un pays de la taille de la Russie sur la scène mondiale.

En quelques jours seulement, les États occidentaux sont passés d'une politique consistant à tenter d'apaiser le Kremlin – vieille de plusieurs décennies – à des sanctions sans précédent.

Ils ont gelé les avoirs étrangers de la Russie. Ils ont exclu nombre de ses grandes banques du système SWIFT (système mondial de messagerie interbancaire). Ils ont saisi les villas et les yachts des oligarques russes.

Mastercard et Visa ont bloqué toutes les transactions. Et les plus grandes entreprises du monde se retirent de la Russie. Ce qui en fait la cible de certaines des sanctions économiques les plus importantes jamais imposées à un pays.

L'interdiction par le Joe Biden des importations de pétrole russe a été un grand pas en avant dans la lutte de l'Occident contre la Russie. Cependant, jusqu'à présent, aucun autre pays n'a suivi le mouvement. Et il n'est pas difficile de comprendre pourquoi.

**La Russie représente 10% du pétrole mondial.** Avant l'invasion, elle exportait chaque jour près de 5 millions de barils de pétrole brut et 2,8 millions de barils de produits raffinés (il est difficile d'estimer à quel point ces montants ont été affectés par la guerre, mais la Fed de Dallas parlait le 22 mars d'environ 3 millions de barils de pétrole exportés en moins). La plupart de ces produits sont destinés à des pays européens.

La Finlande et la Hongrie se procurent la quasi-totalité de leur pétrole en Russie. La Pologne y achète plus de 55% de son approvisionnement. L'Allemagne et les Pays-Bas plus de 40%.

L'Union européenne (UE) dans son ensemble se fournit également de près de la moitié de son gaz en Russie. Ce gaz alimente l'économie de l'Europe et chauffe ses foyers.

Et cette dépendance s'est accrue ces dernières années. En 2021, 45% des importations totales de gaz de l'UE provenaient de Russie. Ce chiffre était de 26% en 2010.

Imposer des sanctions énergétiques généralisées à la Russie risquerait de porter un coup sévère à l'approvisionnement énergétique mondial. Cela se traduirait par une hausse des prix à la pompe et ailleurs. Et l'économie mondiale serait durement touchée.

C'est pourquoi **la plupart des pays ont soigneusement conçu leurs sanctions pour éviter de frapper les exportations énergétiques de la Russie.**

## **Le reste du monde suivra-t-il l'exemple des États-Unis ?**

Alors pourquoi les Etats-Unis ont-ils décidé d'interdire les importations de pétrole et de gaz russes ?

Les États-Unis sont beaucoup moins dépendants du pétrole russe que l'Europe. En 2021, seulement 8% environ des importations américaines de pétrole provenaient de Russie. Les États-Unis sont donc bien mieux placés pour mener une guerre énergétique contre la Russie.

Mais je doute que le reste de l'Occident mette en place un embargo pétrolier complet, comme l'ont fait les États-Unis.

D'abord, jusqu'à présent, l'Allemagne a repoussé les appels des États-Unis en faveur d'une interdiction des importations de pétrole et de gaz russes. Et le chancelier allemand Olaf Scholz n'y va pas par quatre chemins lorsqu'il affirme que l'Europe ne peut pas se sevrer de l'énergie russe du jour au lendemain.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a également souligné récemment la nécessité pour l'Europe d'être moins dépendante du pétrole et du gaz russes. Mais ses remarques portaient davantage sur l'évolution globale du monde vers une énergie plus verte et plus propre que sur la probabilité d'imposer des sanctions ou des embargos liés à l'énergie pour que Poutine cesse sa guerre.

Des sanctions concertées qui limitent immédiatement la capacité de la Russie à exporter du pétrole et du gaz partout dans le monde pourraient changer la donne. Elles paralyseraient l'économie russe. Et cela pourrait exercer une pression intérieure sur Poutine pour qu'il se retire de l'Ukraine.

D'un autre côté, elles pourraient aussi exacerber l'effort de guerre de la Russie en guise de représailles.

## L'agenda pas si caché de l'industrie pétrolière

**Mais même sans sanctions mondiales sur les exportations russes, une crise du marché pétrolier se prépare.** La simple perspective d'une nouvelle guerre en Europe a suffi à faire monter le pétrole en flèche. Une fois de plus, la géopolitique a pris le pas sur les fondamentaux du marché.

Et pourtant, lors de leur dernière réunion mensuelle, les producteurs de pétrole du monde entier ont résisté à la pression d'augmenter immédiatement leur production pour contribuer à faire baisser les prix.

Début mars, l'OPEP+ a décidé de maintenir l'augmentation de la production de pétrole de 400 000 barils par jour prévue pour avril. Ce cap a, au moment d'écrire ces lignes, été maintenu (même si une nouvelle réunion pourrait changer la donne bientôt).

En d'autres termes, aucun changement dans la stratégie de l'OPEP+, malgré l'escalade de la crise ukrainienne et la flambée des prix du pétrole.

Ce point est important. L'alliance OPEP+, composée de 23 pays, contrôle environ la moitié de la production mondiale de pétrole. Et elle campe sur ses positions, malgré la pression internationale pour une augmentation significative de la production de pétrole.

Cela ne m'étonne pas. La hausse des prix du pétrole profite au groupe, qui tente de récupérer les pertes subies pendant la pandémie. Il est également logique que l'OPEP soutienne son allié russe, qui a besoin de prix élevés pour financer sa guerre aveugle.

Si l'OPEP+ n'augmente pas sa production, le prix du pétrole continuera probablement à grimper. De cette façon, l'OPEP et la Russie peuvent tirer de plus grands profits.

Il n'y a aucune raison pour qu'ils changent d'avis, quelle que soit la pression internationale. Après tout, **la fonction d'un cartel est de faire grimper les prix.**

## Ce que cela signifie pour vous

J'en viens à ce que tout cela signifie pour vous.

Avant même que les États-Unis n'interdisent les importations d'énergie russe, vous ressentiez probablement déjà les effets de la hausse record du prix de l'essence.

Alors, que pouvez-vous faire ?

Malheureusement, réduire la consommation d'essence est plus facile à dire qu'à faire. Quelle que soit la manière dont on le calcule, les gens ont besoin d'emmener leurs enfants à l'école et de se rendre au travail.

Acheter de l'essence en gros n'est pas non plus une option pour la plupart des gens.

Mais ce que vous pouvez faire, c'est essayer de récupérer une partie de cet argent sur les marchés financiers.

N'oubliez pas que, [comme nous en avons déjà parlé dans ces colonnes](#), les fondamentaux du pétrole devraient rester solides dans un avenir prévisible. Et si l'Union européenne finit par se joindre aux États-Unis pour imposer des sanctions liées au pétrole, les prix de l'or noir vont s'envoler.

Cela reste, par ailleurs, le côté « acheteur » de [la Transaction de la décennie de Bill Bonner](#)... une décennie à peine entamée.

Une bonne manière d'être positionné pour anticiper cela est d'utiliser un ETF qui suit les prix du pétrole.

C'est par exemple le cas du WisdomTree WTI Crude Oil (CRUD), qui suit le cours de l'étalon américain des prix du pétrole, le WTI. Cet ETF est coté à Londres, Paris et Milan (notamment), mais les volumes d'échanges les plus importants se trouvent à Londres.

Si vous préférez l'étalon britannique, le Brent, vous pouvez passer par l'ETF WisdomTree Brent Crude Oil (BRNT), coté à Londres et à Milan (mais avec un volume d'échange plus important à Londres, une fois encore).

▲ [RETOUR](#) ▲

## **.La fin de la route**

### **Conceptions fatales du ranch de Bill, réflexions sur l'idée de l'Amérique et bien plus encore...**

**Joel Bowman et Bonner Private Research 27 mars 2022**



**Joel Bowman nous écrit ce dimanche depuis Buenos Aires, Argentine...**



(La vue sur les vignobles de Tacuil, voisins de la ferme de Bill à Gualfin)

Bienvenue à un nouveau Sunday Sesh !

Comme les lecteurs fidèles (et infidèles) de ces pages le savent bien, c'est le moment de la semaine que nous consacrons habituellement à déverser mépris et moqueries sur les personnalités publiques qui le méritent le plus.

Mais aujourd'hui... c'est un peu différent.

Plutôt que de passer la semaine dernière penché sur notre ordinateur portable, à faire défiler des titres contrariants, à "revenir" sur les minutes ineptes de la presse de la Maison Blanche et à pontifier sur la fin du monde tel que nous le connaissons, votre rédacteur en chef a débranché complètement et s'est dirigé vers le bout de la route...

littéralement.

Gualfin, la vaste estancia de Bill Bonner, se trouve à l'extrême nord de l'Argentine, dans la province reculée de Salta, à la frontière de la Bolivie et du Paraguay (au nord) et du Chili (à l'ouest). Ses montagnes sont accidentées... ses raisins Malbec, puissants... sa connectivité Internet, heureusement peu fiable.

En conduisant d'une propriété à l'autre, entre des vignobles d'altitude extrême, souvent à plusieurs heures d'intervalle, nous avons à peine eu le temps d'ouvrir notre ordinateur portable. C'est incroyable ce qu'un petit temps d'arrêt numérique, associé à une conversation animée avec nos hôtes et à une bonne vieille privation d'oxygène, peut faire pour libérer l'esprit encombré.

Donc, si l'essai d'aujourd'hui vous semble inhabituellement optimiste, un peu sanguin même, ou tout simplement étourdi, veuillez nous pardonner. Nous reviendrons la semaine prochaine avec nos commentaires pessimistes, après avoir fait le point sur ce qui se passe dans le monde de la haute finance et de la politique.

Mais pour l'instant, quelque chose d'un peu plus léger...

## **Nous sommes tous Américains maintenant**

**Par Joel Bowman**

À l'insu de ceux qui sont nés aux États-Unis, il existe en Amérique un curieux élan qui n'est apparent que pour ses visiteurs. Dans les yeux écarquillés de ces nouveaux venus, le pays semble avancer dans le temps à un rythme effréné et maniaque, ses citoyens étant inconsciemment liés à un destin collectif aux proportions grandioses et mythologiques, un mélange de serveurs, d'ingénieurs, de prostituées, de dramaturges et d'enseignants, de criminels rusés et désespérés, d'évangélistes de la télévision aux couleurs de l'orange, de membres d'une fraternité et d'un groupe d'amis, de garçons de fraternité, de belles du Sud, d'hommes de Marlborough et de G.I. à la mâchoire carrée, de cow-boys, de surfeurs, de poètes et de drogués, tous marchant bras dessus bras dessous sur une grande route de béton qui n'a pas encore pris forme.

~ D'un roman sans importance, intitulé Morris, Alive.

*"C'est toujours le plus grand spectacle sur terre", explique un ami, décrivant son attachement affectueux au sol sous ses pieds. "Quels que soient ses défauts, et ils sont nombreux, il n'y a rien de comparable. L'Amérique : le plus grand spectacle [juron] de la terre".*

Le fait que notre interlocuteur enthousiaste soit un réalisateur et un acteur de renom, et que le sol sous ses pieds soit principalement composé de sable de Venice Beach et du clapotis du Pacifique, ne fait que renforcer son propos. À l'instar d'Hollywood, tel qu'on le voit sur le grand écran, l'"Idée de l'Amérique" est à la fois une mythologie et une réalité surdimensionnée : son cadre est à la fois un drame d'époque et une science-fiction futuriste... son protagoniste est à la fois un super-vilain et un super-héros.

Paradoxe et unique, cette "idée", audacieusement écrite - non déclarée en 1776 -, concerne à la fois les notions de souveraineté individuelle et de destin collectif, la multitude et le singulier, *e pluribus unum*. Et contrairement à d'autres expériences comparativement modestes qui se déroulent simultanément dans le monde, disons à l'est de l'Oural ou au sud de l'Himalaya, à l'ouest du Nil ou au nord du Mékong, cette entreprise particulière de l'action humaine concerne à la fois les citoyens "chez eux" et les "étrangers" à l'étranger, et ce dans une mesure telle que même les empires les plus ambitieux de la grande scène de l'histoire tremblent, se recroquevillent, grimacent et reculent.

Mais qui sommes-nous, vous vous demandez peut-être, nous, un scribouillard d'origine australienne, écrivant depuis la capitale argentine, pour peser sur ce qui constitue "l'idée de l'Amérique" ? De quel droit pouvons-nous nous prononcer sur de tels sujets ? D'empiéter sur, et encore moins d'occuper, un territoire philosophique aussi

sacré ?

Excellent point, cher Patriote ! Permettez-nous, si vous voulez bien rengainer votre arme, de plaider notre cause... ou plutôt, d'exposer notre humble revendication.

## Un monde dans un pays

Unique parmi ces notions historiques, l'"*Idée de l'Amérique*" à laquelle nous nous référons est simplement cela... une idée. En tant que telle, elle ne peut être localisée sur aucune carte, dont les frontières politiques imaginaires fluctuent au gré des vicissitudes du temps et ne pourraient de toute façon pas la contenir. Elle n'est pas non plus liée à des drapeaux, à des hymnes, à des emblèmes officiels et à des sceaux d'État, à des simulacres assortis, à de vieilles pompes, à de simples représentations du vrai McCoy. Elle ne réside pas non plus dans une salle du Congrès, au fond d'une urne ou dans les cœurs et les esprits sérieux d'un groupe vertueux qui se dit "*la majorité*".

Nous reviendrons sur tout cela en temps voulu. Pour l'instant, tirons simplement un trait sur un attribut particulièrement pertinent de cette idée, qui lui confère un attrait véritablement universel.

Peut-être avez-vous remarqué (ou non) la curieuse tendance des Américains à utiliser des traits d'union pour désigner leur démonyme : tel professeur est irlando-américain, telle infirmière est afro-américaine, tel policier est italo-américain, tel artiste est sino-américain... et ainsi de suite... Juifs-Américains, Japonais-Américains, Canadiens-Américains, etc.

Si vous vous dites américain (avec ou sans trait d'union), cela peut ne pas vous sembler étrange. Mais pour ceux d'entre nous qui vivent, travaillent et jouent dans l'un des plus de 200 autres États-nations de la planète, c'est plus qu'une particularité bizarre. C'est une bizarrerie à sens unique !

Pour reprendre la formulation d'un autre membre de la classe bavarde né à l'étranger, le regretté essayiste anglo-américain Christopher Hitchens, l'Amérique est unique dans la mesure où elle est "internally international", débordant de patriotes à trait d'union d'un océan à l'autre. Elle est *sui generis* (comme l'auteur judéo-américain canadien Saul Bellow aimait à le dire) d'une manière qu'aucune autre nation, de l'Ancien ou du Nouveau Monde, ne peut prétendre être. Certains districts scolaires de Brooklyn enseignent et évaluent dans plus de langues que celles parlées dans de nombreux pays. Tout cela rend, en fin de compte, la question de "*ce qui est américain*" encore plus difficile à cerner.

En fait, une grande partie de ce que nous pourrions considérer comme "*quintessentiellement américain*" n'est pas vraiment américain. De l'exubérance qui se dégage de ce que Susan Sontag (fille de Juifs lituaniens et polonais) a appelé "*l'esprit de Philadelphie*", à pratiquement tout ce qui a suivi.

Les fondateurs Alexander Hamilton et James Wilson étaient nés à l'étranger (respectivement à Nevis et en Angleterre), tout comme un tiers des personnes nommées par George Washington à la première Cour suprême de la nation. Thomas Paine, sans ses pamphlets provocateurs, *Common Sense* et *The American Crisis*, on pourrait difficilement imaginer la Révolution américaine sous le même jour, n'avait même pas mis les pieds dans les colonies avant d'avoir presque vingt ans.

"*L'Amérique*", écrit l'Irlando-américain Bill Bonner dans l'avant-propos de son recueil d'essais essentiels intitulé **The Idea of America**, "*est une nation de personnes qui ont choisi de devenir américaines. Même le plus vieil arbre généalogique du Nouveau Monde a des immigrants à sa base*".

Bill aurait bien pu faire écho aux sentiments d'un autre Irlando-américain, le président John F. Kennedy, qui a observé que "*chaque Américain qui a jamais vécu, à l'exception d'un groupe, était soit un immigrant lui-même, soit un descendant d'immigrants*".

De ses musiciens les plus éminemment "américains"... Joni Mitchell est originaire du Canada, tout comme Neil Young ; Eddie Van Haalen est né aux Pays-Bas...

Aux architectes visionnaires qui ont dessiné les lignes d'horizon de ses villes emblématiques... Ludwig Mies van der Rohe est germano-américain ; Ieoh Ming Pei est sino-américain...

De ses entrepreneurs et inventeurs de premier plan... Nikolai Tesla était serbe-américain, tandis que le PDG de Tesla, Elon Musk, est afro-américain. La moitié de Google, Sergey Brin, est née à Moscou, en Russie, tandis que l'inventeur du premier blue-jean, Levi Strauss, a grandi en Bavière, en Allemagne...

Aux stars du grand écran... Bob Hope est né en Angleterre... Audrey Hepburn en Belgique... Bruce Willis en Allemagne...

## Whimper... ou Bang ?

Nombreux sont ceux qui ont été emportés par l'"idée de l'Amérique", même s'ils ont commencé leur voyage ailleurs. *"Je suis aussi américain qu'un mois d'avril en Arizona"*, plaisantait l'émigré russo-américain Vladimir Nabokov, qui affirmait aussi être *"un cinquième américain"*, parce qu'il avait pris quelque 40 livres après avoir adopté un régime alimentaire entièrement américain.

Des immeubles aux blue-jeans en passant par les ventes de pâtisseries, même l'expression "as American as apple pie" repose sur des bases étymologiques douteuses. La recette originale vient d'Angleterre, avec de fortes influences françaises et néerlandaises. En fait, les pommes elles-mêmes n'étaient même pas originaires d'Amérique du Nord, puisqu'elles sont arrivées dans les bras des colons européens. Pendant que nous y sommes, le blé vient du Moyen-Orient... la cannelle du Sri Lanka... la noix de muscade d'Indonésie...

*"Il y a tout un monde en Amérique"*, observait l'auteur américano-britannique Henry James (l'un des rares écrivains à avoir traversé l'étang dans l'autre sens, se révélant ainsi l'exception à la règle). Et pourtant, plus tard dans sa vie, dans une lettre privée, James avouera : *"Si je devais revivre ma vie, je serais américain. Je m'imprégnerais de l'Amérique, je ne connaîtrais aucun autre pays"*.

Aussi nombreux et variés que soient les chemins qui mènent à l'idée de l'Amérique, ce que cette idée - et son avenir - présage pour le reste du monde est tout aussi important, que son destin se termine par le proverbial gémississement ou par une explosion.

Que l'on s'en rende compte ou non, là où va l'Amérique... va aussi une grande partie du reste du monde. Économiquement... culturellement... politiquement. De même que des billets verts américains changent de mains des avenues de Buenos Aires aux rues de Harare, le pilier de l'Occident exporte aussi son bien le plus précieux, l'idée qui est à la base de sa fondation et qui va vers l'inconnu.

Que signifie tout cela pour les années à venir ? Et pourquoi devrions-nous nous en soucier ?

L'homme d'État grec Périclès a dit un jour : "Ce n'est pas parce que vous ne vous intéressez pas à la politique que la politique ne s'intéressera pas à vous". Il en va de même pour l'Amérique et sa noble expérience. Que l'on soit démocrate ou républicain, homme ou femme, noir ou blanc, citoyen ou étranger... pour le meilleur et pour le pire, nous sommes tous Américains maintenant.

## Et maintenant, quelques autres tromperies fatales...

Votre rédacteur en chef s'est assis avec Bill Bonner dans la vallée de Calchaqui en début de semaine pour enregistrer un épisode impromptu spécial "sur place" de l'émission **Fatal Conceits**.

Le temps était compté, car nous devions assister à un déjeuner avec des amis et faire preuve de plus de "*diligence raisonnable*" sur certains des vins locaux, mais Bill a eu la gentillesse de partager ses réflexions sur l'hégémonie du dollar, la monnaie militarisée, l'inflation, la hausse des prix de Poutine, le calcul mental de l'Argentine et bien plus encore. Jetez-y un coup d'œil, ici...



**Nota Bene :** Les lecteurs intéressés par un échantillon du Tacana Malbec d'extrême altitude de Bill peuvent suivre ce lien pour plus d'informations. Comme Bill le mentionne dans la vidéo, le **Bonner Private Wine Partnership** est un projet qui travaille avec des vignerons locaux et des producteurs du monde entier, y compris de Gualfin, le bout de la route.

Commandez le Tacana 2019 Vintage ici

Et c'est tout de nous pour une autre semaine. Comme toujours, les likes, les partages et les commentaires dans la section ci-dessous sont toujours les bienvenus.

Bill revient demain avec ses missives quotidiennes habituelles.

Jusqu'au prochain Sesh...

▲ [RETOUR](#) ▲

## **Rickards : Je n'ai jamais entendu autant de mensonges**

Jim Rickards 28 mars 2022

DAILY RECKONING



Toutes les guerres sont pleines de mensonges. Winston Churchill a dit : "*En temps de guerre, la vérité est si précieuse qu'elle doit toujours être protégée par un rempart de mensonges.*"

Nous acceptons largement cette idée. Les plans secrets d'invasion doivent être tenus secrets. Les identités des espions doivent rester secrètes. Les nouvelles armes et les nouveaux outils défensifs ne doivent pas être révélés car les ennemis seront alertés de leur potentiel et commenceront à utiliser des solutions offensives.

Cependant, le fait que le gouvernement ait des raisons légitimes de tromper le public en temps de guerre ne signifie pas que les citoyens n'ont pas le devoir de découvrir la vérité dans la mesure de leurs moyens.

La guerre cinétique entre la Russie et l'Ukraine et la guerre économique plus large entre les États-Unis et la Russie **sont remplies de plus de mensonges que tous les événements publics auxquels j'ai assisté au cours de ma vie**, y compris le Vietnam, le Watergate et la guerre en Irak.

C'est dire l'ampleur des mensonges.

## Le rampart de mensonge

Voici le récit officiel des États-Unis, repris par les grands médias : L'invasion de l'Ukraine par la Russie n'a pas été provoquée, la guerre éclair de trois jours de Poutine contre Kiev a échoué, les forces russes sont enlisées et les vaillantes troupes ukrainiennes opposent une défense puissante et regagnent le terrain perdu avec l'aide des armes de l'OTAN.

Dans cette version, le président Zelenskyy est le nouveau Churchill ralliant les patriotes contre un dictateur maléfique. Tout cela est entièrement ou en grande partie faux.

**Voici la véritable histoire :** L'invasion de la Russie est le résultat final de 14 années de provocation de la part de l'Occident, y compris des déclarations répétées que l'Ukraine rejoindra l'OTAN et un coup d'État soutenu par les États-Unis en 2014 qui a déplacé un président pro-russe.

La Russie n'a jamais planifié une attaque éclair sur Kiev. C'est une invention occidentale destinée à faire passer Poutine pour un raté. En fait, la Russie prend lentement et méthodiquement des territoires dans le sud et l'est de l'Ukraine afin de contrôler les côtes maritimes, d'éliminer les éléments pro-fascistes à Marioupol et d'établir des zones autonomes pro-russes dans le Donbas.

## Churchill ? Vraiment ?

Un assaut complet sur Kiev, si jamais il a lieu, est le dernier sur la liste. L'Ukraine peut réoccuper un village ici et là, mais elle perd du terrain à Kherson, Mykolaiv, Melitopol, Mariupol, Kharkiv, Luhansk, Donetsk et dans les régions environnantes.

De plus, **Zelensky** n'est pas un Churchill.

Il a réussi à se présenter comme un chef de guerre fort, tenant tête au grand méchant Poutine. Mais en réalité, **c'est un oligarque corrompu qui cache des millions de dollars à l'étranger**. Ses talents d'acteur ont renforcé ses efforts de propagande, mais il ne faut pas beaucoup d'entraînement pour voir à quel point il est bidon.

Des civils innocents, y compris des femmes et des enfants, meurent à cause de l'échec de son leadership et de son incapacité à s'entendre avec Poutine avant le début de l'invasion. En un mot, Zelensky a parié sur le soutien de Biden et de l'Occident et a perdu.

Il existe de nombreuses preuves provenant de nombreuses sources pour étayer cette analyse. Certaines des meilleures sources proviennent de Suisse, où les experts militaires sont furieux que la traditionnelle neutralité suisse ait été mise de côté.

Plus révélateur encore, les fuites du Pentagone disent la même chose. Le Pentagone affirme que Poutine n'agit pas de manière irréfléchie, mais qu'il est patient et méthodique. Il est également dit que, malgré certaines pertes civiles, Poutine utilise en fait une approche modérée. En outre, rien n'indique qu'il se prépare à utiliser des armes chimiques ou biologiques.

Qu'en est-il des sanctions économiques ? Fonctionnent-elles ?

## Les sanctions les plus sévères de l'histoire

Les paiements en provenance et à destination de la Russie ont été bloqués. La Banque centrale de Russie a été bannie des systèmes mondiaux de paiement en dollars. Il en va de même pour les dix plus grandes banques russes et pour une longue liste d'oligarques et de responsables gouvernementaux russes.

Les comptes de cibles russes dans les banques occidentales ont été gelés. Les exportations de technologies critiques et d'équipements de haute technologie vers la Russie ont été interdites. L'espace aérien américain et européen a été fermé aux compagnies aériennes russes.

Des sanctions secondaires ont été imposées, de sorte que si un autre pays, comme la Chine, vend à la Russie des produits fabriqués avec des technologies ou des machines américaines, ce pays sera également puni. Et la liste est encore longue.

Les sanctions économiques de ce type semblent puissantes lorsqu'elles sont annoncées et ont un certain impact. Mais à long terme, elles ne fonctionnent jamais. Au final, les coûts sont réels mais les effets des sanctions sont nuls. **C'est une proposition perdant-perdant.**

## Les sanctions contre les oligarques rendent service à Poutine

Certaines pertes sont subies par ceux dont les comptes sont gelés ou dont les entreprises sont handicapées. Quelques oligarques russes peuvent perdre leur yacht, mais devinez quoi ? Poutine n'aime pas les oligarques de toute façon.

En fait, nous rendons service à Poutine en coupant les ailes des oligarques. Le pouvoir de Poutine vient de l'armée et des services de sécurité, pas des oligarques.

Fait révélateur, les objectifs stratégiques qui justifient les sanctions ne sont jamais atteints. Tout au plus, ils sont ralentis temporairement. Ce n'est qu'une question de temps avant que les parties concernées ne trouvent des solutions de contournement aux sanctions.

En fin de compte, la Russie n'est pas restée immobile. Les exportations russes de métaux stratégiques essentiels tels que le nickel, le titane, le palladium et l'aluminium ont été interrompues. Le blé et les autres céréales russes (et ukrainiennes) ont également été coupés.

Il en résultera une famine dans certaines parties du monde et une inflation massive des prix alimentaires partout. Compte tenu de l'ampleur de ces sanctions et des représailles, les dommages causés au commerce mondial, aux chaînes d'approvisionnement et même à la disponibilité des marchandises seront considérables.

Mais qu'en est-il des objectifs stratégiques des sanctions ?

## Les sanctions n'arrêteront pas la guerre d'Ukraine

Sur ce point, les sanctions sont un échec total. Elles n'ont eu aucun impact sur les avancées russes sur le champ de bataille et sur les objectifs russes en Ukraine. En fait, Poutine s'est révélé être un maître du jeu d'échecs en contournant les sanctions.

Lorsque les États-Unis ont imposé des sanctions aux banques russes, la valeur du rouble s'est effondrée. Pourtant, les exportations de pétrole et de gaz naturel de la Russie ont été autorisées parce que l'Europe en dépend et que **le monde est confronté à une pénurie d'énergie** indépendamment de la guerre en Ukraine.

Le pétrole et le gaz naturel sont payés en dollars. Dans un chef-d'œuvre de judo, Poutine exige maintenant que le

pétrole et le gaz naturel russes achetés par les États qui imposent des sanctions soient payés en roubles. Cela en a mystifié plus d'un. Si la Russie a besoin de dollars (elle en a besoin), pourquoi être payée en roubles ?

La réponse est que la seule façon pour l'Europe d'obtenir rapidement des roubles est de les acheter à la Banque centrale de Russie en utilisant des dollars. Dans le cadre du plan de Poutine, la Russie obtient toujours les dollars, vend toujours du pétrole et du gaz naturel, mais il a l'avantage supplémentaire de rendre les roubles plus forts parce que l'Europe doit les acheter pour payer les exportations d'énergie.

Il est inutile de couper les exportations russes de pétrole et de gaz naturel, car la Russie vendra simplement la même énergie à la Chine et à l'Inde. Mais le prix augmentera. C'est un marché mondial, après tout.

### **Les nombreuses manœuvres de Poutine avant Biden**

C'est ainsi que fonctionne le judo. Vous utilisez la puissance de votre ennemi contre lui en évitant l'attaque principale et en retournant la situation. Poutine est un expert en judo dans la vie réelle et il vient de démontrer qu'il peut le pratiquer dans le cadre d'une guerre économique. L'Occident va maintenant s'employer à soutenir le rouble après avoir tant fait pour le détruire.

Poutine a une longueur d'avance sur l'échiquier, tandis que Biden joue à épingler la queue de l'âne, les yeux bandés.

**En fin de compte, les sanctions nuisent surtout aux citoyens et aux consommateurs. L'inflation est en hausse en Russie et aux États-Unis à cause des sanctions. Mais la souffrance du peuple américain ne fait que commencer. Elle est sur le point d'empirer.**

Les consommateurs et les investisseurs américains vont souffrir de la flambée des prix, du retard de la croissance et de l'effondrement des actions.

Ce sont là des nouvelles désagréables pour les bellicistes occidentaux. Mais il est essentiel pour les investisseurs de savoir ce qui se passe réellement afin de ne pas perdre d'argent dans le chaos à venir.

Selon les meilleures informations, la guerre en Ukraine durera plus longtemps que prévu, entraînera des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement et amplifiera l'inflation déjà présente.

Au final, Poutine l'emportera en Ukraine, tandis que le peuple ukrainien et les consommateurs occidentaux en paieront le prix le plus lourd.

▲ [RETOUR](#) ▲

## **.Suivre les leaders**

**Pour des prix record de l'essence, des chèques stimulants et d'autres propositions fabuleuses.**

**Bill Bonner Private Research 28 mars 2022**



**Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis San Martin, Argentine...**



Quelle joyeuse folie !

Ce rapport est arrivé la semaine dernière, de Yahoo Finance :

***Le comté de Los Angeles, le plus grand d'Amérique, voit le prix de l'essence atteindre un niveau record***

*Le comté de Los Angeles a enregistré un nouveau record du prix moyen de l'essence mardi, alors que le prix du pétrole brut reste supérieur à 100 dollars le baril, ce qui indique que le coût du plein à la pompe n'est pas près de diminuer pour les conducteurs.*

*Le prix moyen dans le plus grand comté des États-Unis par sa population a augmenté de 2,3 cents pour atteindre 6,011 \$ le gallon, soit près de 17 cents de plus qu'il y a une semaine, 1,224 \$ de plus qu'il y a un mois et 2,085 \$ de plus qu'il y a un an, selon les chiffres de l'American Automobile Association.*

***Prix moyen le plus élevé jamais enregistré***

*Essence ordinaire sans plomb. \$5.866. 3/22/22*

*Diesel 6,297 \$. 3/11/22*

La Californie est un leader. Son gouverneur, Gavin Newsom, qui - avec Chelsea Clinton et le secrétaire aux transports Pete Buttigieg - a été formé par l'"École des jeunes leaders" du Forum économique mondial (alias... les Décideurs de Davos) ... a un plan pour faire face à l'inflation :

*"Nous travaillons sur une proposition qui aide les Californiens à faire face à la hausse du prix de l'essence et qui fournit des fonds aux transports en commun afin qu'ils puissent soulager directement les usagers", a déclaré Erin Mellon, porte-parole de Newsom, au Los Angeles Times.*

Vous comprenez ? Dépenser plus d'argent !

Et M. Newsom n'est pas seul dans la nuit noire de l'ignorance économique. Il y a aussi trois démocrates de la Chambre des représentants avec des cannes blanches. Yahoo Finance :

*Trois démocrates de la Chambre des représentants ont présenté la semaine dernière un projet de loi visant à fournir aux Américains des paiements directs mensuels jusqu'en 2022 - ou, du moins, tant que les prix restent exceptionnellement élevés.*

*Reps. Mike Thompson de Californie, Lauren Underwood de l'Illinois et John Larson du Connecticut ont dévoilé le plan. Il prévoit le versement de chèques mensuels de 100 dollars aux particuliers et de 200 dollars aux couples tant que le prix moyen national de l'essence est égal ou supérieur à 4 dollars le gallon. Les ménages pourraient également demander 100 dollars supplémentaires pour chaque personne à charge déclarée dans leur déclaration de revenus.*

### **Taxer, emprunter ou imprimer ?**

Voyons voir. **Où trouve-t-on l'argent ?** Il n'y a que trois sources possibles. Les impôts. L'emprunt. Ou l'impression. Laquelle de ces sources améliore la situation des citoyens des États-Unis d'Amérique ? Si l'argent est collecté par le biais des impôts, il est simplement pris à un citoyen et donné à un autre - tous deux souffrent de la hausse des prix. S'il est emprunté, il doit être remboursé - avec des intérêts. Par qui ? Comment ? Quand ?

La Californie ne peut pas imprimer de l'argent, mais les États-Unis le peuvent. Et comme de moins en moins de gens veulent prêter aux taux ultra-bas (mais en hausse !) actuels, il est fort probable que tous les programmes de dépenses futurs seront financés par les presses à imprimer de la Fed.

En d'autres termes, les tentatives d'atténuer le mal causé par la hausse des prix se traduiront par des prix encore plus élevés.

Nous avons l'habitude de compter sur les **Canadiens** pour être un peu plus prudents et dignes que ceux d'entre nous au sud du 49e parallèle. Ce n'est plus le cas. **La province de Québec** est déjà en avance sur Newsom et les trois démocrates cinglés. Le gouvernement de Québec a annoncé un nouveau programme de dépenses qui est censé "aider les Québécois à faire face à la forte augmentation du coût de la vie que nous avons connu ces derniers mois", selon le ministre des Finances Eric Girard.

Jusqu'à 6 millions de Québécois sont censés recevoir un chèque de 500 \$ de stimulation.

### **Mo' Money**

Et voici, de retour aux bons vieux États-Unis, CNN avec une proposition encore plus audacieuse :

*L'administration devrait demander au Congrès d'autoriser un versement de 1 100 dollars par ménage pour payer quatre mois de hausse des prix à l'avenir, et offrir la possibilité au président de fournir un deuxième, voire un troisième chèque aux familles à revenus faibles et modérés pour quatre mois supplémentaires au cas où les prix resteraient élevés. Nous ne savons pas quand cette crise va se terminer ou quand les prix des biens et services essentiels reviendront à des niveaux plus abordables.*

Bien sûr, peu importe. Il doit y avoir au moins 80 millions de familles à revenus "faibles et modérés" en Amérique. Leur donner 1 100 dollars tous les quatre mois coûterait, en chiffres ronds, environ 250 milliards de dollars par an, sans autre source de financement plausible que la presse à imprimer.

Mais attendez. Pourquoi ne pas taxer les bénéfices des compagnies pétrolières et distribuer l'argent aux consommateurs ? Oui, cette idée aussi - comme une barge d'ordures en fuite - circule dans les médias. Elle permettrait de "*faire d'une pierre deux coups*" *<sur la tête>*, selon ses partisans, qui semblent avoir un faible pour nos amis à plumes. Elle contribuerait à réduire la dépendance à l'égard de la potion du diable... tout en atténuant la douleur de la hausse des prix de l'essence.

Qu'est-ce qui se passe avec ces génies ? Les prix augmentent (inflation) lorsque la masse monétaire augmente plus vite que les biens et services qu'elle permet d'acheter. Bien sûr, l'histoire ne s'arrête pas là. Mais si vous avez compris cela, vous avez compris l'essentiel. Taxer les profits des compagnies pétrolières ne ferait que décourager la production... alors que distribuer de l'argent encouragerait la consommation. Les prix de l'essence augmenteraient plus vite que jamais.

N'apprennent-ils rien à ces "jeunes leaders" dans leur école du WEF ? N'apprennent-ils pas comment contrôler l'inflation ? Ou leur montrent-ils simplement comment utiliser l'inflation pour obtenir ce qu'ils veulent ?

Mais que veulent-ils ?

▲ [RETOUR](#) ▲

## .Le flux <\$\$\$\$> du pouvoir

La plus grande augmentation d'impôts de l'histoire, plus les guerres, les armes, les gadgets et autres gâchis...

Bill Bonner Recherche privée 29 mars 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis San Martin, Argentine...



*Le temps est venu d'inverser le flux du pouvoir et des ressources, de Washington vers les états et les communautés, et plus important encore, vers le peuple de toute l'Amérique.*

~ Richard Nixon, 1971

Le grand Potomac du pouvoir et des ressources continue de couler - vers Washington. **Joe Biden vient de proposer la plus grande augmentation d'impôts de l'histoire.** Fox News rapporte :

*Le président a présenté les hausses d'impôts dans le cadre de son projet de budget de 5 800*

*milliards de dollars pour les dépenses fédérales de l'exercice 2023, qui commence en octobre. Selon sa proposition, les impôts augmenteraient de 2 500 milliards de dollars, soit la plus forte hausse de l'histoire en termes de dollars. Le déficit serait de 1,15 trillion de dollars.*

Voyons voir... le claptrap nous arrive si vite que nous avons du mal à le suivre. 2 500 milliards de dollars supplémentaires retirés de l'économie de la rue principale pour être dilapidés en guerres, armes, gadgets et autres gâchis ? Plus de manoirs construits sur les rives du Potomac ? Plus d'inflation, car les gens se précipitent pour dépenser leurs gains mal acquis ? Moins de production réelle ? Plus de programmes. Plus de projets. Plus de sanctions. Plus d'initiatives. Plus de lois. Plus de règlements. Plus... plus... plus !

### **Trop bas pendant trop longtemps**

Et toujours un déficit annuel de plus de 1 000 milliards de dollars ! Qui va couvrir le déficit ? La Fed, qui d'autre ?

**Mais la Fed est déjà dos au mur.** Voici l'ancien secrétaire au Trésor Larry Summers :

*La trajectoire actuelle de la politique de la Fed est susceptible de conduire à la stagflation, avec un chômage et une inflation moyens tous deux supérieurs à 5 % au cours des prochaines années - et finalement à une récession majeure.*

Summers avait raison lorsqu'il a averti les démocrates que leurs grosses dépenses conduiraient à l'inflation. Il a probablement encore raison lorsqu'il dit que l'approche progressive de la Fed pour combattre l'inflation mène à une faible croissance et à des prix plus élevés.

Selon M. Summers, la Fed a commis une erreur en permettant aux taux d'intérêt de rester trop bas pendant trop longtemps... une autre erreur en ne reconnaissant pas le risque croissant d'inflation... et une autre erreur encore en ne prenant pas de "mesures beaucoup plus fermes" pour l'arrêter. Nous allons le laisser s'expliquer :

*Il y a un an, la Fed pensait que l'inflation serait de l'ordre de 2 % l'année prochaine. Il y a six mois, elle exprimait son optimisme quant au caractère transitoire de l'inflation. Il y a deux semaines, elle continuait à acheter des titres adossés à des créances hypothécaires alors que les prix de l'immobilier avaient augmenté de plus de 20 %. Aucune explication n'a été fournie pour ces erreurs plutôt importantes. Rien ne suggère non plus que les procédures de prévision de la Fed ou le personnel qui les a produites vont changer.*

Mais Summers commet sa propre erreur en pensant que la Fed peut maintenant faire marche arrière. Nous doutons que cela soit possible. Les oiseaux doivent voler. Les poissons doivent nager. Et - étant donné les circonstances - les fédéraux doivent gonfler.

**"Comment peuvent-ils être aussi stupides ?"** est une question qui n'est généralement posée que de manière rhétorique. Mais nous avons une réponse : **parce que ça rapporte.**

Du moins, c'est notre hypothèse. Summers donne un conseil politique. C'est un bon conseil, dans la mesure où il est valable. Ici, à BPR, nous n'offrons aucun conseil à la Fed. Nous nous contentons

d'observer. Et ce que nous voyons, c'est une classe dirigeante qui s'est engraisée avec de mauvais conseils et qui n'est pas prête de les abandonner.

Les 80% moyens de la population dépendent de l'économie de la rue principale pour leur pain quotidien. Mais les 10% du haut et les 10% du bas de l'échelle dépendent fortement du secteur public. Au sommet, les taux d'intérêt négatifs de la Fed stimulent les gains boursiers... et les dépenses fédérales fournissent des contrats, des emplois et des sinécures. En bas de l'échelle, les aides et les gratuités évitent aux gens d'avoir à se lever le matin.

### Le "taux Volcker

Que devrait faire la Fed pour maîtriser l'inflation ? Summers reprend notre calcul :

*...il ne peut y avoir de progrès fiable contre l'inflation sans des augmentations substantielles des taux d'intérêt réels, ce qui signifie des augmentations temporaires du chômage. Les taux d'intérêt réels à court terme sont actuellement plus bas qu'à n'importe quel moment depuis des décennies. Ils devront probablement atteindre des niveaux d'au moins 2 ou 3 % pour que l'inflation soit maîtrisée. Avec une inflation supérieure à 3 %, cela signifie des taux de 5 % ou plus - ce que les marchés considèrent actuellement comme presque inimaginable.*

Les investisseurs pensent qu'un taux de 5 % des Fed Funds est "inimaginable" ? Il a peut-être raison. Mais le "taux Volcker" - le taux nécessaire pour maîtriser l'inflation - pourrait être beaucoup plus élevé. Si le taux d'inflation actuel était de 8 %... et qu'il faut un taux d'intérêt réel de 2 ou 3 % pour ralentir l'inflation... cela signifierait que le taux directeur de la Fed devrait passer à au moins **10 %**.

Inimaginable ? Peut-être. Cela ferait s'effondrer le marché boursier ; les décideurs perdraient probablement au moins 25 000 milliards de dollars. Et cela mettrait un frein aux grands projets de dépenses du gouvernement fédéral, réduisant considérablement les perspectives de carrière des élites "politiques".

Comme nous ne cessons de le répéter, la Fed est prise dans un piège du type "gonfler ou mourir". Summers pense qu'elle finira par se rendre compte de son erreur et faire l'inimaginable. C'est-à-dire que lorsqu'elle aura épuisé toutes ses erreurs, elle fera ce qu'il faut pour maîtriser l'inflation.

C'est peu probable. Au lieu de cela, elle menacera de contrôler l'inflation... le marché boursier s'effondrera... l'ensemble de l'élite hurlera d'horreur... et la Fed se précipitera avec un tout nouveau sac d'erreurs.

▲ [RETOUR](#) ▲